



B.O.

Bulletin officiel n° 34 du 18 septembre 2014

Sommaire

Organisation générale

Inspection générale des bibliothèques

Lettre de mission

lettre du 4-8-2014 (NOR : MENI1401157Y)

Enseignements primaire et secondaire

Brevet d'études professionnelles

Spécialité réalisation de produits imprimés et plurimédia : création et modalités de délivrance

arrêté du 23-7-2014 - J.O. du 27-8-2014 (NOR : MENE1417982A)

Personnels

Réunions d'information syndicale

Modalités de mise en œuvre pendant le temps de service pour les personnels relevant du ministère de l'éducation nationale

circulaire n° 2014-120 du 16-9-2014 (NOR : MENH1417839C)

Élections professionnelles

Organisation des élections professionnelles du 27 novembre au 4 décembre 2014 au comité technique ministériel de l'éducation nationale, aux comités techniques académiques, au comité technique d'administration centrale, aux comités techniques spéciaux et de proximité, aux commissions administratives paritaires, aux commissions consultatives spéciales académiques et aux commissions consultatives paritaires du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, ainsi qu'au comité consultatif ministériel des maîtres de l'enseignement privé sous contrat et aux commissions consultatives mixtes académiques, départementales ou interdépartementales des maîtres des établissements d'enseignement privé sous contrat

circulaire n° 2014-121 du 16-9-2014 (NOR : MENH1421652C)

Mouvement du personnel

Nomination

Déléguée académique au numérique de l'académie d'Aix-Marseille

arrêté du 21-8-2014 (NOR : MENH1400420A)

Nomination

Délégué académique à la formation professionnelle initiale et continue de l'académie de Bordeaux

arrêté du 21-8-2014 (NOR : MENH1400421A)

Nomination

Délégué académique à la formation professionnelle initiale et continue de l'académie de Strasbourg

arrêté du 21-8-2014 (NOR : MENH1400431A)

Nomination

Délégué académique au numérique de l'académie de la Martinique
arrêté du 22-8-2014 (NOR : MENH1400437A)

Nomination

Délégué académique au numérique de l'académie de Clermont-Ferrand
arrêté du 22-8-2014 (NOR : MENH1400438A)

Nomination

Délégué académique à la formation professionnelle initiale et continue de l'académie de Reims
arrêté du 1-9-2014 (NOR : MENH1400440A)

Nominations

Directeurs académiques et directeurs académiques adjoints des services de l'éducation nationale
décret du 22-8-014 - J.O. du 28-8-2014 (NOR : MENH1414578D)

Nominations

Directeurs académiques et directeurs académiques adjoints des services de l'éducation nationale
décret du 22-8-2014 - J.O. du 28-8-2014 (NOR : MENH1417650D)

Nominations

Directeurs académiques des services de l'éducation nationale
décret du 22-8-2014 - J.O. du 28-8-2014 (NOR : MENH1417819D)

Nominations

Institut des hautes études pour la science et la technologie
arrêté du 29-8-2014 (NOR : MENR1401149A)

Organisation générale

Inspection générale des bibliothèques

Lettre de mission

NOR : MENI1401157Y
lettre du 4-8-2014
MENESR - IGB

Texte adressé au doyen de l'inspection générale des bibliothèques

Les bibliothèques, physiques comme numériques, offrent d'irremplaçables outils de formation et de recherche, de développement personnel et de lien social. Elles se trouvent aujourd'hui confrontées à d'importantes évolutions liées d'une part à l'importance croissante de la documentation numérique et d'autre part aux configurations nouvelles de leurs territoires d'intervention, dans les universités comme dans les collectivités territoriales, dans un contexte de maîtrise des dépenses publiques.

L'inspection générale des bibliothèques (en liaison, le cas échéant, avec les autres inspections générales de nos deux départements ministériels) contribue à mesurer l'efficacité des politiques publiques en ce domaine et à accompagner les projets et les décisions de leurs différents acteurs. Ainsi, dans le cadre de cette lettre de mission, les rapports consécutifs aux missions et au contrôle technique des sites et des établissements et aux études thématiques devront proposer des recommandations concrètes et des pistes d'innovation concernant l'optimisation des moyens mobilisés au service des usagers. Vous vous attacherez en particulier aux améliorations à apporter dans le domaine de l'organisation du travail, des horaires d'ouverture et des politiques d'acquisition et de conservation de documents physiques et numériques, ainsi que de la coopération renforcée des différentes catégories de bibliothèques dans les secteurs de l'enseignement, de la culture et de la recherche.

Les recteurs-chanceliers, les directeurs d'administration centrale ou les responsables des établissements publics qui souhaitent une intervention de l'inspection générale des bibliothèques sont invités à prendre l'attache du Cabinet du ministre concerné. Dans les mêmes conditions, l'inspection générale des bibliothèques est également susceptible d'intervenir pour le compte des collectivités territoriales qui en font la demande.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le doyen, l'assurance de notre meilleure considération.

Le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche
Benoît Hamon

La ministre de la culture et de la communication
Aurélie Filippetti

Annexe

Missions pour le ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche

Sites et établissements

La COMUE de Lyon et la documentation

Le site documentaire de Montpellier

Le site documentaire de Lille et l'Agence nationale de reproduction des thèses de Lille

SCD d'Avignon

SCD Marne-la-Vallée

SCD de Nouvelle-Calédonie

SCD Paris-Est Créteil

SCD de Paris-Sud/Paris-XI

SCD la Réunion

SCD Versailles-Saint-Quentin

Missions thématiques

Les fusions d'universités et la documentation

Le devenir des bibliothèques des organismes de recherche dans la transition numérique

L'offre numérique éditoriale et académique pour les étudiants

Le besoin d'équipements documentaires dans les universités : bilan des opérations récentes

Missions pour le ministère de la culture et de la communication

Bibliothèque nationale de France

L'offre numérique de la BnF : services, publics et modes d'accès

Bibliothèques municipales classées

Aix-en-Provence

Chambéry

Lille

Limoges

Montpellier

Nancy

Pau

Bibliothèques municipales

Alençon

Avranches

Blois

Bondy

Communauté de communes de Sophia-Antipolis

La Roche-sur-Yon

Lons-le-Saunier

Lorient

Montluçon

Saint-Dié

Saint-Dizier

Bibliothèques départementales de prêt

Bas-Rhin

Jura

Meuse

Saône-et-Loire

Seine-et-Marne

Ville de Paris

Structuration du réseau de lecture publique

Bibliothèques spécialisées

Missions thématiques

Les besoins en équipements de lecture publique sur l'ensemble du territoire

Le jeu dans les bibliothèques

Mission thématique pour les deux ministères

Organisation du travail interne dans les bibliothèques

Enseignements primaire et secondaire

Brevet d'études professionnelles

Spécialité réalisation de produits imprimés et plurimédia : création et modalités de délivrance

NOR : MENE1417982A

arrêté du 23-7-2014 - J.O. du 27-8-2014

MENESR - DGESCO A2-3

Vu code de l'éducation, notamment articles D. 337-26 à D. 337-50-1 ; arrêté du 29-7-1992 modifié ; arrêté du 20-11-2000 ; arrêté du 9-7-2009 ; arrêté du 20-7-2009 ; arrêté du 23-6-2014 ; avis de la commission professionnelle consultative communication graphique et audiovisuel du 7-7-2014

Article 1 - Il est créé la spécialité réalisation de produits imprimés et plurimédia de brevet d'études professionnelles dont la définition et les conditions de délivrance sont fixées conformément aux dispositions du présent arrêté.

Article 2 - La spécialité réalisation de produits imprimés et plurimédia de brevet d'études professionnelles comporte deux options : option A productions graphiques et option B productions imprimées.

Article 3 - Tout jeune inscrit, à l'issue de la classe de troisième, dans le cycle conduisant à l'une des options de la spécialité réalisation de produits imprimés et plurimédia de baccalauréat professionnel dans un établissement public local d'enseignement ou dans un établissement privé sous contrat, se présente, au cours de ce cycle, aux épreuves de l'option correspondante de la spécialité de brevet d'études professionnelles créée par le présent arrêté.

Article 4 - Les référentiels d'activités professionnelles et de certification de la spécialité réalisation de produits imprimés et plurimédia de brevet d'études professionnelles figurent respectivement en **annexe I a** et **annexe I b** au présent arrêté.

Article 5 - L'examen de la spécialité réalisation de produits imprimés et plurimédia de brevet d'études professionnelles comporte cinq unités obligatoires.
La liste des unités professionnelles et le règlement d'examen figurent respectivement en **annexe II a** et **II b** au présent arrêté.
La définition des épreuves figure en **annexe II c** au présent arrêté.

Article 6 - Pour se voir délivrer la spécialité réalisation de produits imprimés et plurimédia de brevet d'études professionnelles par la voie de l'examen prévu aux articles D. 337-30 à D. 337-37 du code de l'éducation, le candidat doit obtenir une moyenne égale ou supérieure à 10 sur 20 à l'ensemble des unités.
L'absence à une épreuve est éliminatoire. Toutefois, dûment justifiée, cette absence donne lieu à l'attribution de la note zéro.
Tout candidat ajourné conserve pendant cinq ans les notes égales ou supérieures à 10 sur 20 obtenues aux épreuves, à compter de leur date d'obtention.

Article 7 - Les candidats ayant obtenu une note égale ou supérieure à 10 sur 20 à une ou plusieurs épreuves d'enseignement général d'un brevet d'études professionnelles préparé antérieurement peuvent, à leur demande, dans la limite de cinq ans à compter de leur date d'obtention, être dispensés des unités d'enseignement général correspondantes de la spécialité réalisation de produits imprimés et plurimédia de brevet d'études professionnelles conformément à **l'annexe II d** au présent arrêté.

Article 8 - Les correspondances entre les épreuves de l'examen organisé conformément à l'arrêté du 24 juillet 2009 portant création de la spécialité industries graphiques de baccalauréat professionnel et les épreuves de l'examen organisé conformément au présent arrêté sont précisées à **l'annexe III** au présent arrêté.
Toute note supérieure ou égale à 10 sur 20 obtenue aux épreuves de l'examen passé selon les dispositions de

l'arrêté précité du 24 juillet 2009 est, à la demande du candidat et pour sa durée de validité, reportée sur l'unité correspondante de l'examen organisé selon les dispositions du présent arrêté.

Article 9 - La première session d'examen de la spécialité réalisation de produits imprimés et plurimédia de brevet d'études professionnelles, organisée conformément aux dispositions du présent arrêté, aura lieu en 2016. Les dernières sessions d'examen de la spécialité industries graphiques de brevet d'études professionnelles option A production graphique et option B production imprimée prévues par l'arrêté du 24 juillet 2009 auront lieu en 2015. À l'issue de ces sessions les options A production graphique et B production imprimée de la spécialité industries graphiques de brevet d'études professionnelles prévues par l'arrêté du 24 juillet 2009 sont supprimées.

Article 10 - La directrice générale de l'enseignement scolaire et les recteurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 23 juillet 2014

Pour le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche
et par délégation,
La directrice générale de l'enseignement scolaire,
Florence Robine

Nota. - Le présent arrêté et ses annexes II b, II c, II d et III sont consultables en ligne au Bulletin officiel du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 18 septembre 2014 sur le site <http://www.education.gouv.fr>. L'intégralité du diplôme est diffusée en ligne à l'adresse suivante : <http://www.cndp.fr/outils-doc>.

Annexe II b

↳ Règlement d'examen

Annexe II c

↳ Définition des épreuves

Annexe II d

↳ Tableau de dispense des unités d'enseignement général

Annexe III

↳ Tableaux de correspondance entre les unités et les épreuves de l'ancien et du nouveau diplôme

Annexe II b
Règlement d'examen

			Candidats					
			Scolaires (établissements publics ou privés sous contrat) Apprentis (CFA ou section d'apprentissage habilité) Formation professionnelle continue dans les établissements publics		Formation professionnelle continue dans un établissement public habilité		Scolaires (établissements privés hors contrat) Apprentis (CFA ou section d'apprentissage non habilité) Formation professionnelle continue (établissement privé et établissement public non habilité) Candidats justifiant de 3 ans d'expérience professionnelle Enseignement à distance	
Épreuves	Unité	Cœf.	Mode		Mode		Mode	
Brevet d'études professionnelles Réalisation de produits imprimés et plurimédia option productions graphiques option productions imprimées								
EP1 - Étude du dossier de fabrication d'un produit de communication	UP1	4	CCF		CCF	Ponctuelle écrite	2 heures	
EP2 - Épreuve pratique de réalisation de produits plurimédia ou imprimés Épreuve prenant en compte la PSE (prévention santé environnement)	UP2	10 (*)	CCF		CCF	Ponctuelle pratique Durée 2 + 4 heures + 1 heure PSE		
EG1 - Français et histoire - géographie et éducation civique	UG1	6	Ponctuelle écrite	3 heures	CCF	Ponctuelle écrite	3 heures	
EG2 - Mathématiques - sciences physiques et chimiques	UG2	4	CCF		CCF	Ponctuelle écrite	2 heures	
EG3 - Éducation physique et sportive	UG3	2	CCF		CCF	Ponctuelle		

(*) Dont coefficient 1 pour la prévention, santé, environnement.

Annexe II c**Définition des épreuves****Épreuve EP1****Étude du dossier de fabrication d'un produit de communication****Coefficient 4 - Unité UP1****Objectifs de l'épreuve**

Dans le cadre d'une démarche de résolution de problèmes spécifiques d'arts appliqués et de techniques à caractères industriels relevant de l'ensemble des opérations de la chaîne graphique réalisées et permettant d'aboutir à un produit de communication conforme aux exigences du client et du cahier des charges, cette épreuve doit permettre d'évaluer les capacités et les connaissances du candidat à :

- décoder le dossier de fabrication ;
- identifier les différentes phases de travail et les contraintes de réalisation des productions attendues en prenant en compte toutes les étapes de transformation ;
- identifier les règles et les procédures de sécurité et d'environnement ;
- rédiger en utilisant le vocabulaire technique et professionnel adapté.

Contenu de l'épreuve

Cette épreuve est commune aux deux options A et B.

Elle porte sur l'évaluation certificative de tout ou partie des compétences suivantes :

C 1.1 / Communiquer avec son responsable hiérarchique**C 2.1 / Relever les informations et les données de réalisation****C 2.2 / Relever les contraintes techniques****C 7.1 / Identifier les mesures de prévention à appliquer**

D'autres compétences peuvent être mobilisées dans le cadre de cette épreuve, mais elles ne donnent pas lieu à une évaluation.

La démonstration de ces compétences nécessite la mobilisation de tout ou partie des savoirs correspondants (cf. tableau « mise en relation compétences / savoirs technologiques associés »), sans pour autant qu'il ne soit question d'évaluer les seuls savoirs.

Critères d'évaluation

Le niveau de performance attendu correspond au niveau d'acquisition et de maîtrise terminal du référentiel.

Les indicateurs d'évaluation correspondant aux compétences évaluées figurent dans la colonne « critères d'évaluation » des tableaux décrivant les compétences (annexe Ib : Référentiel de certification). Ces critères d'évaluation, associés aux objectifs de l'épreuve, doivent permettre au candidat de faire la démonstration de ses savoirs et de ses savoir-faire, pour tout ou partie, dans :

- l'appropriation et la compréhension des problèmes posés pour la réalisation de produits de communication (graphiques et imprimés) ;
- l'identification et le décodage des données techniques relatives à la production d'un support imprimé ou plurimédia ;
- l'identification des données manquantes et des éléments nécessaires à la production ;
- l'identification des contraintes techniques associées à la réalisation envisagée ;
- l'identification des éléments esthétiques, graphiques, historiques, artistiques et techniques qui garantiront la réalisation attendue (plurimédia et/ou imprimée) ;
- l'identification des mesures de prévention et des procédures relatives à la sécurité et à l'environnement ;
- la précision et la justesse du vocabulaire technique utilisé ;
- la maîtrise de l'expression écrite.

Support et forme de l'évaluation

Selon le statut du candidat, l'évaluation s'effectue soit par épreuve ponctuelle, soit par contrôle en cours de formation.

Évaluation ponctuelle écrite – durée 2 heures

L'épreuve repose sur l'étude d'un dossier ressource, comportant tout ou partie des éléments suivants :

- une description du contexte d'une production envisagée ou à reconduire ;
- des documents d'ordre esthétique, artistique, technique et relevant de l'histoire des arts ;
- des documents techniques décrivant tout ou partie de la chaîne graphique mobilisée ;
- un dossier de fabrication de produits graphiques et imprimés (obligatoirement), en partie ou totalement renseigné ;
- une description des processus de réalisation et de contrôle envisagés ;
- une description des matériels ou des ressources nécessaires ;
- des documents techniques relatifs aux matériels, aux matières d'œuvre et aux supports.

Cette étude doit correspondre au contexte professionnel des industries de la communication graphique décrit dans le référentiel des activités professionnelles. Le questionnement doit être contextualisé en référence aux activités et aux tâches professionnelles. (cf. tableau de mise en relation des compétences avec les activités et tâches professionnelles, annexe I a).

L'étude proposée est commune à tous les candidats et doit leur permettre de démontrer qu'ils se sont approprié le dossier de fabrication. L'étude permet aux candidats de mobiliser leurs connaissances pour identifier les principales contraintes esthétiques, graphiques et techniques associées aux technologies, aux techniques, aux ressources matérielles et aux matières d'œuvre mobilisées au sein d'une entreprise relevant des industries de la communication graphique.

Le candidat devra également être en mesure d'identifier les contraintes de réalisation associées aux processus de réalisation envisagés et d'identifier les mesures de prévention à appliquer.

Après une prise de connaissance du dossier, le candidat répond aux problématiques posées au travers du dossier « sujet » et produit les réponses et documents techniques demandés.

L'épreuve terminée, la commission de correction procède à la correction du travail du candidat et propose une note sur 20 à l'aide d'un barème de correction et d'une fiche d'évaluation. La fiche d'évaluation, rédigée et mise à jour par l'inspection générale de l'éducation nationale et diffusée par les services rectoraux des examens et concours sera utilisée. Elle est adressée ensuite aux services rectoraux des examens qui l'adressera au jury de délibération pour la session considérée. Cette fiche d'évaluation est consignée jusqu'à la session suivante.

À l'issue de la correction, la commission de correction constituera un dossier comprenant :

- le sujet de l'épreuve ;
- la copie de chaque candidat avec les documents et travaux réalisés par le candidat lors de l'épreuve ;
- le procès-verbal de surveillance de l'épreuve ;
- la fiche d'évaluation (note et appréciation) pour chaque candidat.

Après examen attentif du dossier et des documents fournis le cas échéant, le jury formule toute remarque et observation qu'il juge utile et arrête la note pour chaque candidat.

Évaluation dans le cadre du contrôle en cours de formation (CCF)

Le contrôle en cours de formation est constitué d'une situation d'évaluation organisée par l'équipe enseignante de l'établissement de formation chargée des enseignements professionnels. La situation d'évaluation est construite à partir d'un dossier ressource remis au candidat, en tout point identique à celui décrit pour l'épreuve ponctuelle.

Le candidat est informé du calendrier prévu pour le déroulement du CCF.

Période d'évaluation : au cours du premier trimestre de la classe de première.

La situation d'évaluation s'inscrit dans la continuité des apprentissages, au cours d'une séquence de formation, sans qu'il soit nécessaire d'interrompre le cours normal de la formation.

La durée de la situation d'évaluation, éventuellement découpée en séquences, ne devra pas être inférieure à la durée indiquée pour l'épreuve ponctuelle, ni excéder le double de celle-ci. Dans la mesure d'un temps majoré, le niveau d'exigence ne devra pas dépasser celui attendu pour l'épreuve ponctuelle.

À l'issue de la situation d'évaluation, dont le degré d'exigence est équivalent à celui requis dans le cadre de l'évaluation ponctuelle correspondante, l'équipe enseignante concernée adresse au jury une fiche d'évaluation du travail réalisé par le candidat et propose une note sur 20.

Le jury pourra éventuellement demander à avoir communication de tous documents tels que l'étude proposée pour cette situation d'évaluation et les documents fournis au candidat, ceux rédigés ainsi que les questions traitées par le candidat à cette occasion. Ces documents seront tenus à la disposition du jury et de l'autorité rectorale pour la session considérée et jusqu'à la session suivante.

Après examen attentif des documents fournis le cas échéant, le jury formule toute remarque et observation qu'il juge utile et arrête la note.

Épreuve EP2

Épreuve pratique de réalisation de produits plurimédia ou imprimés

Coefficient 10* - Unités UP2

* Dont coefficient 1 pour la prévention, santé, environnement.

Objectifs de l'épreuve

Cette épreuve doit permettre de vérifier les connaissances mobilisées et les savoir-faire du candidat relatifs à la préparation (ou à la configuration) de la production, aux essais et aux réglages, à la conduite et au suivi de production, pour réaliser la production envisagée (plurimédia, multisupports) dans les délais et avec le niveau de qualité attendu.

Cette épreuve prend appui sur les activités et les étapes de participation à la préparation, à la conduite et au suivi de production dans le cadre d'un projet technique de réalisation :

- **option A : productions graphiques** : d'un produit de communication graphique ;

- **option B : productions imprimés** : d'un produit de communication imprimé.

Contenu de l'épreuve

Cette épreuve porte sur l'évaluation certificative de tout ou partie des compétences suivantes :

- C. 3.1 / Vérifier les éléments nécessaires à la production**
- C. 3.2 / Préparer les données, les produits, les matières et les ressources**
- C. 3.3 / Configurer et régler les moyens de production**
- C. 4.1 / Réaliser la production attendue (quantité, qualité)**
- C. 4.2 / Ajuster les réglages en cours de production**
- C. 4.3 / Appliquer les consignes**
- C. 4.4 / Renseigner le dossier de fabrication**
- C. 5.1 / Contrôler la conformité du produit**
- C. 6.1 / Entretenir son poste de travail**
- C. 6.2 / Participer aux opérations de maintenance**
- C. 7.2 / Appliquer les mesures de prévention**

D'autres compétences peuvent être mobilisées dans le cadre de cette sous-épreuve, mais elles ne donnent pas lieu à une évaluation.

Le niveau de performance attendu correspond au niveau d'acquisition et de maîtrise terminal du référentiel.

Les indicateurs d'évaluation correspondant aux compétences évaluées figurent dans la colonne « critères d'évaluation » des tableaux décrivant les compétences (annexe Ib : Référentiel de certification). Ces critères d'évaluation, associés aux objectifs de l'épreuve, doivent permettre au candidat de démontrer ses savoir-faire pour, en particulier, tout ou partie des différentes étapes de conduite d'un projet technique.

La démonstration de ces compétences nécessite la mobilisation de tout ou partie des savoirs correspondants (cf. tableau « mise en relation compétences / savoirs associés »), sans pour autant qu'il ne soit question d'évaluer les seuls savoirs.

Support et forme de l'évaluation

Épreuve ponctuelle pratique – en 2 parties (2 heures + 4 heures)

L'épreuve se déroule dans un établissement public comportant une section de baccalauréat professionnel relevant du diplôme visé.

Chaque candidat dispose d'un espace individuel de travail comprenant :

- une table de travail pouvant recevoir un dossier technique ;
- des moyens nécessaires à l'épreuve (moyens informatiques, matériels de production, matériel de contrôle, ressources techniques et/ou multimédia...).

Le candidat aura la possibilité de prendre connaissance des matériels qui seront mis à sa disposition. Une assistance documentaire (tutoriel, procédure, documentation) ou une assistance technique devra être prévue pour permettre au candidat de mener ses activités sur des logiciels, matériels et moyens spécifiques ou spécialisés. Le candidat est tenu de se conformer au règlement intérieur de l'établissement.

Le support de l'épreuve est un projet de réalisation d'un produit graphique ou imprimé qui nécessite la collaboration de plusieurs intervenants.

Pour cette épreuve, le candidat dispose du cahier des charges relatif à la réalisation d'un produit de communication. L'expression du besoin, la précision du contexte technico-économique, l'identification du niveau technique et le niveau de qualité attendus doivent être formalisés au travers de ce cahier des charges.

Le dossier technique de la réalisation attendue prend la forme d'un dossier de fabrication. Il est fourni au candidat.

Il comporte tout ou partie :

- des attentes du client (brief, modèle, maquette, charte graphique, exemples de productions antérieures et similaires...);
- des exigences du cahier des charges ;
- des données et des contraintes techniques de réalisation de la production attendue ;
- des données nécessitant une transformation ou une adaptation ;
- du descriptif du travail à réaliser ;
- des délais et des temps de production ;
- des fiches du travail à réaliser à compléter ;
- du descriptif de l'environnement de travail et des moyens de production disponibles ;
- des éléments d'ordre esthétique, graphique et technique qui garantiront la réalisation attendue (plurimedia ou imprimée).

Le projet de communication à réaliser est représentatif du contexte des industries de la communication graphique (cf. typologie des produits décrite dans la rubrique « 1.2. Une diversification des produits, des marchés et de l'offre de services » de l'annexe 1).

Pour l'option A productions graphiques, il s'agit de demander au candidat de générer un ou des fichiers pour un support imprimé. Le niveau de performance attendu correspond au niveau d'acquisition et de maîtrise terminal du référentiel.

Exemples d'exigences : dessin vectoriel, détourage, feuilles de style, intégration de textes, illustrations,
Pour l'option B productions imprimées, il s'agit de demander au candidat d'imprimer le projet de communication sur un procédé d'impression traditionnel (offset ou sérigraphie monochrome). Le niveau de performance attendu correspond au niveau d'acquisition et de maîtrise terminal du référentiel.

Exemples d'exigences : intégration de simili, textes et aplats (à hauteur de 20 % de la surface) traitables par les différents procédés, support à plat, impression d'une teinte sur un procédé d'impression traditionnel, format maximum 52 x 72 cm.

L'évaluation comporte deux parties.

Le fait de ne pas réussir la première partie ne doit pas porter préjudice au candidat. Tous les éléments nécessaires seront communiqués au candidat afin que ces deux parties puissent avoir un caractère indépendant.

Première partie : préparation de la production, coefficient 3, durée 2 heures

Compétences évaluées (tout ou partie) :

C. 3.1 / Vérifier les éléments nécessaires à la production

C. 3.2 / Préparer les données, les produits, les matières et les ressources

C. 3.3 / Configurer et régler les moyens de production

C. 7.2 / Appliquer les mesures de prévention

On attend du candidat qu'il fasse la démonstration de ses savoirs et de ses savoir-faire, pour tout ou partie des domaines suivants :

Option A productions graphiques

- participation à la préparation technique de la production ;
- exploitation des éléments numériques fournis ;
- traitement des données et des fichiers ;
- déclinaison de la conception à la production attendue ;
- organisation de son poste de travail.

Option B productions imprimées

- participation à la préparation technique de la production ;
- vérification de la disponibilité des matériels et des matières d'œuvre ;
- préparation des matières premières ;
- réalisation d'une teinte ;
- organisation de son poste de travail.

Deuxième partie : réalisation de la production, coefficient 6, durée 4 heures

Compétences évaluées (tout ou partie) :

C. 4.1 / Réaliser la production attendue (quantité, qualité)

C. 4.2 / Ajuster les réglages en cours de production

C. 4.3 / Appliquer les consignes

C. 4.4 / Renseigner le dossier de fabrication

C. 5.1 / Contrôler la conformité du produit

C. 6.1 / Entretenir son poste de travail

C. 6.2 / Participer aux opérations de maintenance

Chaque candidat dispose :

- de l'ensemble des documents nécessaires pour conduire le travail demandé ;
- des moyens matériels disponibles en état de fonctionnement.

Option A productions graphiques, en disposant :

- des ressources matérielles et logicielles ;
- d'un mode opératoire ;
- du dossier de travail ;
- d'une page format A4, 3 colonnes maximum ;
- d'une esquisse ou de la maquette du client ;
- d'une image (monochrome ou couleur) fournie numérisée et conforme au bon à graver ;
- du texte partiellement saisi.

On attend du candidat qu'il fasse la démonstration de ses savoirs et savoir-faire pour tout ou partie des domaines suivants :

- réalisation de la production dans le respect des consignes ;
- traitement des fichiers et des données ;
- application de procédures de sécurité informatique et de normes environnementales ;
- entretien du poste de travail.

Option B productions imprimées, en disposant :

- d'une machine pré-réglée ;
- de la notice technique de la machine ;
- des consignes de sécurité ;

- du (ou des) mode(s) opératoire(s) ;
- du fichier numérique ou du film pour la réalisation de la forme imprimante ;
- de la matière d'œuvre, support au format 52 x 72 cm maximum ;
- d'un modèle imprimé ;
- d'un modèle de la teinte ;
- du bon à rouler.

On attend du candidat qu'il fasse la démonstration de ses savoirs et savoir-faire pour tout ou partie des domaines suivants :

- calage des formes imprimantes, alimentation des moyens de production, réglages du passage des supports ;
- suivi de la production (150 à 300 feuilles imprimées ou 100 exemplaires sérigraphiés) ;
- ajustement des réglages et de la production ;
- contrôles, identification et correction des défauts ;
- application des procédures de sécurité et de santé au travail ;
- entretien du poste de travail et des moyens de production.

Modalités pour l'attribution de la note finale

Une grille d'évaluation, rédigée et mise à jour par l'Inspection générale de l'éducation nationale, est diffusée aux services rectoraux des examens et concours. Seule cette dernière sera transmise au jury final.

La grille d'évaluation permettra d'évaluer les deux parties en prenant en compte :

- les activités confiées au candidat et son degré d'implication ;
- le niveau de maîtrise démontré ;
- la capacité du candidat à utiliser les moyens disponibles et les procédures fournies.

Pour attribuer la note ramenée au point entier sur 20 après attribution, l'évaluation prend en compte :

- les coefficients de la 1^{ère} et de la deuxième partie, pour respectivement, 1/3 et 2/3 de la note sur 20 ;
- la performance du candidat vis-à-vis des compétences démontrées dans les deux parties ;
- l'adéquation des exigences du cahier des charges et des activités réalisées ;
- la mise en œuvre des procédés et des procédures lors des activités de préparation et de la production ;
- la qualité de la production ;
- la capacité du candidat à répondre aux questions posées relatives aux activités menées ou conduites par le candidat.

La commission d'évaluation sera composée de deux professeurs ou formateurs de la spécialité et éventuellement d'un professionnel de la filière des industries graphiques. Ces deux professeurs ou formateurs seront présents tout au long de la durée des épreuves pratiques. L'évaluation du candidat se déroule en continu sur la base des critères et des indicateurs de la grille d'évaluation.

À l'issue de ces deux parties, la commission d'évaluation constituera, pour chaque candidat, un dossier d'évaluation comprenant :

- l'ensemble des documents remis pour conduire le travail demandé pendant la sous-épreuve ;
- les documents et travaux réalisés par le candidat lors du projet ;
- la fiche d'évaluation de la commission d'évaluation (note et appréciation).

L'ensemble du dossier d'évaluation sera tenu à la disposition du jury et de l'autorité rectorale jusqu'à la session suivante. Le jury pourra éventuellement en exiger l'envoi avant délibération afin de le consulter.

Épreuve dans le cadre du contrôle en cours de formation

L'évaluation repose sur deux situations d'évaluation. Les situations d'évaluations sont élaborées et organisées par l'équipe enseignante chargée des enseignements technologiques et professionnels de l'établissement de formation. Les situations d'évaluation s'inscrivent dans la continuité des apprentissages, au cours d'une séquence de formation ou dans le cadre et à l'issue de la période de formation en milieu professionnel, sans qu'il soit nécessaire d'interrompre le cours normal de la formation.

Première situation d'évaluation : préparation de la production, coefficient 3

Période d'évaluation : dans le centre de formation, avant la fin du dernier trimestre de la classe de seconde ou dans le cadre de la dernière période de formation en milieu professionnel organisée en classe de seconde professionnelle.

Deuxième situation d'évaluation : réalisation de la production, coefficient 6

Période d'évaluation : dans le centre de formation avant la fin du 1^{er} semestre de la classe de première ou dans le cadre de la première période de formation en milieu professionnel organisée en classe de première professionnelle.

Dans le cadre du contrôle en cours de formation l'épreuve conserve les mêmes objectifs que ceux de l'épreuve pratique ponctuelle. Les conditions initiales de réalisation du projet de communication sont identiques à celles énumérées et décrites pour l'épreuve pratique ponctuelle.

La durée de chacune des différentes situations d'évaluation ne devra pas être inférieure à la durée indiquée pour chacune des parties de l'épreuve ponctuelle, ni excéder le double de celle-ci. Dans la mesure d'un temps majoré, le niveau d'exigence ne devra pas dépasser celui attendu pour l'épreuve ponctuelle.

Les situations d'évaluation s'inscrivent dans la continuité des apprentissages, au cours d'une ou plusieurs séquences de formation, sans qu'il soit nécessaire d'interrompre le cours normal de la formation.

Le candidat est informé du calendrier prévu pour le déroulement des situations d'évaluation.

À l'issue des deux situations d'évaluation, dont le degré d'exigence est équivalent à celui requis dans le cadre de l'évaluation ponctuelle correspondante, l'équipe pédagogique de l'établissement de formation adresse au jury une fiche d'évaluation des travaux réalisés par le candidat.

Le jury peut éventuellement demander à prendre connaissance de tous les documents, tels que les sujets proposés, les documents fournis lors des situations d'évaluation et les travaux réalisés par le candidat. Ces documents sont tenus à la disposition du jury et de l'autorité rectorale pour la session considérée et jusqu'à la session suivante.

Après examen attentif des documents fournis le cas échéant, le jury formule toutes remarques et observations qu'il juge utile et arrête la note.

Épreuve EP2

Prévention, santé, environnement

Coefficient 1 - Unités UP2

L'évaluation de Prévention, santé, environnement (PSE) est intégrée à l'épreuve EP2. Elle est notée sur 20 points. Elle porte sur les modules 1 à 7 de l'annexe à l'arrêté du 10 février 2009 relatif au programme d'enseignement de prévention, santé, environnement pour les classes préparatoires au baccalauréat professionnel.

Objectifs de l'épreuve

L'épreuve a pour objectif d'évaluer les capacités du candidat à :

- conduire une démarche d'analyse de situations en appliquant la démarche de résolution de problème ;
- mobiliser des connaissances scientifiques, juridiques et économiques ;
- proposer et justifier les mesures de prévention adaptées.

L'évaluation porte notamment sur :

- le respect des étapes de la démarche mise en œuvre ;
- l'exactitude des connaissances ;
- la pertinence et le réalisme des solutions proposées.

Modalités d'évaluation

a) Contrôle en cours de formation (noté sur 20)

Le contrôle en cours de formation est organisé à partir de deux situations d'évaluation. Chaque situation d'évaluation est notée sur 10 points.

- première situation d'évaluation : écrite – 1 heure

Elle permet en fin de seconde professionnelle l'évaluation par sondage des compétences des modules 1 à 5 des référentiels pour les baccalauréats professionnels (santé et équilibre de vie, alimentation et santé, prévention des comportements à risques et des conduites addictives, sexualité et prévention et environnement économique et protection du consommateur). Le sujet comporte plusieurs questions indépendantes ou liées sur les modules correspondants. Il permet d'évaluer des capacités et des connaissances. À partir d'une situation de la vie quotidienne, le candidat doit notamment mettre en œuvre une démarche de résolution de problème.

- deuxième situation d'évaluation : écrite – 1 heure

Elle permet, au plus tard à la fin du premier semestre de la première professionnelle, l'évaluation par sondage des compétences et des connaissances des modules 6 et 7 (gestion des ressources naturelles et développement durable et prévention des risques). Elle prend appui sur des situations de la vie quotidienne ou professionnelle accompagnées d'une documentation.

b) Épreuve ponctuelle (notée sur 20) - 1 heure

Le sujet se compose de deux parties indépendantes, l'une correspondant à l'évaluation des modules 1 à 5, l'autre correspondant à l'évaluation des modules 6 et 7. Chaque partie, notée sur 10 points, comporte plusieurs questions indépendantes ou liées sur les modules correspondants.

Première partie

Le sujet comporte plusieurs questions indépendantes ou liées sur les modules correspondants. Il permet d'évaluer des capacités et des connaissances. À partir d'une situation de la vie quotidienne, le candidat doit notamment mettre en œuvre une démarche de résolution de problème.

Deuxième partie

Le sujet comporte plusieurs questions indépendantes ou liées sur les modules correspondants. Il permet d'évaluer les connaissances relatives à l'environnement et aux risques. Le candidat dispose de documents ressources lui permettant de proposer une démarche de prévention.

Épreuve EG1**Français, histoire-géographie et éducation civique****Coefficient 6 - Unités UG1****Objectifs de l'épreuve**

La partie de l'épreuve portant sur le français permet de vérifier, à l'issue de la première professionnelle, l'acquisition des trois compétences citées dans l'annexe à l'arrêté du 10 février 2009 fixant le programme d'enseignement du français pour les classes préparatoires au baccalauréat professionnel :

- entrer dans l'échange écrit : lire, analyser, écrire ;
- devenir un lecteur compétent et critique ;
- confronter des savoirs et des valeurs pour construire son identité culturelle.

La partie de l'épreuve portant sur l'histoire - géographie - éducation civique vise à apprécier le niveau des connaissances et capacités acquises par le candidat au cours de la première professionnelle dans les sujets d'étude choisis parmi ceux prévus par l'annexe à l'arrêté du 10 février 2009 fixant le programme d'enseignement de l'histoire - géographie - éducation civique pour les classes préparatoires au baccalauréat professionnel.

Modalités d'évaluation**a) Épreuve ponctuelle écrite (notée sur 20) - 3 heures**

Les deux parties de l'épreuve (français et histoire - géographie-éducation civique) sont évaluées à part égale, sur 10 points.

- Première partie : français (1 h 30)

À partir d'un texte littéraire et/ou d'un document, le candidat répond, par écrit, à des questions de vocabulaire et de compréhension. Il rédige ensuite un texte qui peut être une écriture à contraintes (suite de texte, récit, portrait, écriture à la manière de...) ou une écriture argumentative (vingt à vingt cinq lignes).

- Deuxième partie : histoire - géographie - éducation civique (1 h 30)

L'épreuve consiste en un questionnaire à réponse courte (cinq à dix lignes) ou à choix multiples qui porte sur des sujets d'étude et sur des situations définies dans le programme de première professionnelle. Deux questions sont posées en histoire, deux en géographie et une en éducation civique. Les questions peuvent comporter un support documentaire (texte, image, carte...).

En histoire, une question est posée sur un des cinq sujets d'étude obligatoires et une autre sur une situation relevant de l'un des quatre autres sujets d'étude. Cette seconde question est choisie par le candidat parmi trois questions correspondant chacune à une situation de ce sujet d'étude.

En géographie, une question est posée sur un des quatre sujets d'étude obligatoires et une autre sur une situation relevant de l'un des trois autres sujets d'étude. Cette seconde question est choisie par le candidat parmi trois questions correspondant chacune à une situation de ce sujet d'étude.

En éducation civique, une question est posée sur le thème obligatoire du programme.

Les questions d'histoire sont notées sur 4 points, les questions de géographie sur 4 points, la question d'éducation civique sur 2 points.

b) Contrôle en cours de formation (noté sur 20)

Les situations d'évaluation de français sont notées sur 10 et celles d'histoire – géographie – éducation civique également sur 10.

Français

Les deux situations d'évaluation, prennent place à deux moments distincts du cursus de formation. Elles sont référées à des sujets d'études inscrits au programme des classes de baccalauréat professionnel.

- Situation 1 : Lecture - 50 minutes

À la fin d'une séquence, pendant laquelle une œuvre ou un groupement de textes ont été étudiés, le professeur propose un support nouveau (texte ou document iconographique) qui peut être pris dans l'œuvre étudiée, qui peut être pris dans ce qui précède ou ce qui suit un extrait étudié dans le groupement de textes, qui peut être un texte ou document iconographique nouveau en lien avec la séquence dans laquelle s'insère l'évaluation.

Le candidat répond par écrit à trois consignes de travail. Il dispose de l'ensemble de ses documents (les textes lus, l'œuvre, ses notes de cours, des enrichissements de son choix, des travaux personnels...).

Deux consignes de travail visent à vérifier la capacité du candidat à construire le sens du texte :

- compréhension du sens explicite d'un élément du texte : la question porte sur le lexique, un fait de langue, un effet d'écriture...
- interprétation : la question porte sur un élément du texte ou sur l'ensemble du texte en rapport avec le champ littéraire inscrit au programme de l'objet d'étude.

Une troisième consigne de travail invite le candidat à choisir, dans l'œuvre ou dans le groupement de textes étudiés, un texte ou un document iconographique qui lui a particulièrement plu, ou qui l'a particulièrement frappé, et à expliquer son choix en une dizaine de lignes.

Le candidat dispose d'une fiche, élaborée par le professeur, précisant les critères d'évaluation : connaissances relevant du champ littéraire et du champ linguistique et capacités de lecture définies par le référentiel de certification.

- Situation 2 - Écriture - 50 minutes

À la fin d'une séquence pendant laquelle une œuvre ou un groupement de textes ont été étudiés, le professeur propose une consigne qui peut être :

- soit une contrainte d'écriture prenant appui sur un des supports étudiés pendant la séquence ;
- soit une question engageant une écriture argumentative en rapport avec la séquence.

Le candidat rédige un texte de trente à quarante lignes. Il dispose de l'ensemble de ses documents (les textes lus, l'œuvre, ses notes de cours, des enrichissements de son choix, des travaux personnels...).

Histoire - géographie

Le contrôle est organisé en deux situations d'évaluation qui prennent place à deux moments distincts du cursus de formation. Chaque situation comporte deux parties.

- Situation 1 – 1 heure

1re partie : en histoire, trois ou quatre questions de connaissance portant sur un des sujets d'étude ;

2e partie : en géographie, commentaire d'un ou deux documents.

- Situation 2 – 1 heure

1re partie : en géographie, trois ou quatre questions de connaissances portant sur un sujet d'études ;

2e partie : en histoire, commentaire d'un ou deux documents.

Épreuve EG2

Mathématiques et sciences physiques et chimiques

Coefficient 4 - Unités UG2

Objectifs de l'épreuve

L'épreuve en mathématiques et sciences physiques et chimiques est destinée à évaluer les objectifs et capacités prévus par les référentiels de mathématiques et de sciences physiques et chimiques définis dans l'annexe à l'arrêté du 10 février 2009 relatif aux programmes d'enseignement de mathématiques et de sciences physiques et chimiques pour les classes préparatoires au baccalauréat professionnel :

- former à l'activité mathématique et scientifique par la mise en œuvre des démarches d'investigation, de résolution de problèmes et d'expérimentation ;
- apprendre à mobiliser les outils mathématiques et scientifiques dans des situations liées à la profession ou à la vie courante ;
- entraîner à la lecture active de l'information, à sa critique, à son traitement en privilégiant l'utilisation des TIC ;
- développer les capacités de communication écrite et orale.

Modalités d'évaluation

1. Contrôle en cours de formation (CCF)

Le contrôle en cours de formation comporte deux situations d'évaluation, l'une en mathématiques, l'autre en sciences physiques ou chimiques, chacune fractionnée dans le temps en deux séquences. Elles se déroulent quand le candidat est considéré comme prêt à être évalué à partir des capacités du référentiel de compétences. Les premières séquences doivent cependant pouvoir être organisées avant la fin du deuxième semestre de la seconde professionnelle et les deuxièmes au plus tard à la fin du premier semestre de première professionnelle. Une proposition de note est établie. La note définitive est délivrée par le jury.

La situation d'évaluation en mathématiques (notée sur 20)

Cette évaluation en mathématiques d'une durée totale d'une heure environ est fractionnée dans le temps en deux séquences, chacune notée sur 10.

L'évaluation est conçue comme sondage probant sur des compétences du référentiel.

- Chaque séquence comporte un ou deux exercices avec des questions de difficulté progressive. Les sujets portent principalement sur les domaines mathématiques les plus utiles pour résoudre un problème en liaison avec la physique, la chimie, un secteur professionnel ou la vie courante. Lorsque la situation s'appuie sur d'autres disciplines, aucune connaissance relative à ces disciplines n'est exigible des candidats et toutes les indications utiles doivent être fournies dans l'énoncé.
- L'un des exercices comporte une ou deux questions dont la résolution nécessite l'utilisation de logiciels ou de calculatrices par les candidats. La présentation de la résolution de la (des) question(s) utilisant les TIC se fait en présence de l'examineur. Ce type de questions permet d'évaluer les capacités à expérimenter, à simuler, à émettre des conjectures ou contrôler leur vraisemblance. Le candidat porte ensuite par écrit sur une fiche à compléter, les résultats obtenus, des observations ou des commentaires.

La situation d'évaluation en sciences physiques et chimiques (notée sur 20)

Cette situation d'évaluation en sciences physiques ou chimiques d'une durée d'une heure environ est fractionnée dans le temps en deux séquences, chacune notée sur 10 (7 points pour l'activité expérimentale, 3 points pour le compte rendu).

Elles ont pour support une ou deux activités expérimentales (dont certaines peuvent être assistées par ordinateur). L'évaluation est conçue comme sondage probant sur des compétences du référentiel. Les notions évaluées ont été étudiées précédemment. Chaque séquence d'évaluation s'appuie sur une activité expérimentale composée d'une ou plusieurs expériences. L'évaluation porte nécessairement sur les capacités expérimentales du candidat observées durant les manipulations qu'il réalise, sur les mesures obtenues et leur interprétation. Lors de cette évaluation, il est demandé au candidat :

- de mettre en œuvre un protocole expérimental ;
- d'utiliser correctement le matériel mis à sa disposition ;
- de mettre en œuvre les procédures et consignes de sécurité adaptées ;
- de montrer qu'il connaît le vocabulaire, les symboles, les grandeurs et les unités mises en œuvre ;
- d'utiliser une ou plusieurs relations, ces relations étant données ;
- de rendre compte par écrit des résultats des travaux réalisés.

Le candidat porte, sur une fiche qu'il complète en cours de manipulation, les résultats de ses observations, de ses mesures et leur interprétation. L'examineur élabore une grille d'observation qui lui permet d'évaluer les connaissances et capacités du candidat lors de ses manipulations. Lorsque la situation s'appuie sur d'autres disciplines, aucune connaissance relative à ces disciplines n'est exigible des candidats et toutes les indications utiles doivent être fournies dans l'énoncé.

2. Épreuve ponctuelle (notée sur 20 points) - 2 heures

L'épreuve comporte deux parties écrites d'égale importance concernant l'une les mathématiques, l'autre les sciences physiques et chimiques.

Mathématiques (notée sur 10 points) : 1 heure

- Le sujet se compose de deux ou trois exercices avec des questions de difficulté progressive recouvrant aussi largement que possible des capacités mentionnées dans le référentiel de BEP.
- Les thèmes mathématiques concernés portent principalement sur les domaines mathématiques les plus utiles pour résoudre un problème en liaison avec la physique, la chimie, un secteur professionnel ou la vie courante. Lorsque la situation s'appuie sur d'autres disciplines, aucune connaissance relative à ces disciplines n'est exigible des candidats et toutes les indications utiles doivent être fournies dans l'énoncé.
- Un exercice au moins concerne l'utilisation de Tic. Dans ce cas l'énoncé est adapté au contexte des programmes et aux modalités de l'épreuve : certains éléments qui pourraient être nécessaires (copies d'écran, résultats de calculs, etc.) sont fournis sur papier avec le sujet.

Sciences physiques et chimiques (notée sur 10 points) : 1 heure

Le sujet doit porter sur des champs différents de la physique et de la chimie. Il se compose de deux parties d'égale importance.

Première partie

Un ou deux exercices restituent une expérience ou un protocole opératoire, à partir d'un texte (en une dizaine de lignes au maximum) et éventuellement d'un schéma. Au sujet de cette expérience décrite, quelques questions conduisent

le candidat, par exemple à :

- montrer ses connaissances ;
- relever des observations pertinentes ;
- organiser les observations fournies, en déduire une interprétation et, plus généralement, exploiter les résultats.

Deuxième partie

Un exercice met en œuvre, dans un contexte donné, une ou plusieurs grandeurs et relations entre elles. Les questions posées doivent permettre de vérifier que le candidat est capable :

- de montrer qu'il connaît le vocabulaire, les symboles, les grandeurs et les unités mises en œuvre ;
- d'indiquer l'ordre de grandeur d'une valeur compte tenu des mesures fournies et du contexte envisagé ;
- d'utiliser des définitions, des lois et des modèles pour résoudre le problème posé.

Dans un même exercice, les capacités décrites pour ces deux parties peuvent être mises en œuvre. Lorsque l'épreuve s'appuie sur d'autres disciplines, aucune connaissance relative à ces disciplines n'est exigible des candidats et toutes les indications utiles doivent être fournies dans l'énoncé.

3. Instructions complémentaires pour l'ensemble des types d'épreuves (contrôle en cours de formation ou épreuve ponctuelle)

- Le nombre de points affectés à chaque exercice est indiqué sur le sujet. La longueur et l'ampleur du sujet doivent permettre à tout candidat de le traiter et de le rédiger posément dans le temps imparti.

- Si des questionnaires à choix multiple (QCM) sont proposés, les modalités de notation doivent en être précisées. En particulier, il ne sera pas enlevé de point pour les réponses fausses.
- La clarté des raisonnements et la qualité de la rédaction interviendront dans l'appréciation des copies

Calculatrices et formulaires

- L'emploi des calculatrices est autorisé, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur. Il est ainsi précisé qu'il appartient aux responsables de l'élaboration des sujets de décider si l'usage des calculatrices est autorisé ou non. Ce point doit être précisé en tête des sujets.
- Il n'est pas prévu de formulaire officiel. En revanche, les concepteurs de sujets peuvent inclure certaines formules dans le corps du sujet ou en annexe, en fonction de la nature des questions.

4. Remarques sur la correction et la notation

- Les concepteurs de sujets veilleront, dans leurs propositions, à mettre en évidence les objectifs et les capacités ou compétences visées.
- Les consignes de correction devront permettre aux correcteurs de prendre réellement et largement en compte, dans l'appréciation des copies la démarche critique, la cohérence globale des réponses.
- Les examinateurs et les correcteurs ne manifesteront pas d'exigences de formulation démesurées, et prêteront une attention particulière aux démarches engagées, aux tentatives pertinentes, aux résultats partiels.

Épreuve EG3**Éducation physique et sportive****Coefficient 2 - Unités UG3**

Les modalités de l'épreuve d'éducation physique et sportive sont définies par l'arrêté du 15 juillet 2009 relatif aux modalités d'organisation du contrôle en cours de formation et de l'examen terminal prévus pour l'éducation physique et sportive aux examens du baccalauréat professionnel, du certificat d'aptitude professionnelle et du brevet d'études professionnelles.

Annexe II d**Tableau de dispense des unités d'enseignement général**

(Conformément à l'article 6 du présent arrêté)

Épreuves définies par l'arrêté du 11 janvier 1988 portant définition des épreuves sanctionnant les domaines généraux des BEP et des CAP		BEP réalisation de produits imprimés et plurimédia option A : productions graphiques et Option B : productions imprimées défini par le présent arrêté	
EG1 : Français	U3	EG1 : Français – Histoire – Géographie – Éducation civique	UG1
EG3 : Histoire - géographie	U5		
EG2 : Mathématiques – sciences physiques	U4	EG2 : Mathématiques – sciences	UG2
EG5 : Éducation physique et sportive	U7	EG3 : Éducation physique et sportive	UG3

Annexe III

Tableaux de correspondance entre les unités et les épreuves de l'ancien et du nouveau diplôme

Brevet d'études professionnelles industries graphiques option A production graphique (arrêté du 24 juillet 2009)		Brevet d'études professionnelles réalisation de produits imprimés et plurimedia option productions graphiques (défini par le présent arrêté)	
Épreuves	Unité	Épreuves	Unité
EP1 - Analyse et exploitation d'un dossier de fabrication	UP1	EP1 - Étude du dossier de fabrication d'un produit de communication	UP1
EP2 - Épreuve pratique : Production d'une mise en page Épreuve prenant en compte la PSE (Prévention santé environnement)	UP2	EP2 - Épreuve pratique de réalisation de produits plurimédia ou imprimés Épreuve prenant en compte la PSE (Prévention santé environnement)	UP2
EG1 - Épreuve de français et histoire – géographie et éducation civique	UG1	EG1 - Épreuve de français et histoire – géographie et éducation civique	UG1
EG2 - Mathématiques – sciences physiques et chimiques	UG2	EG2 - Mathématiques – sciences physiques et chimiques	UG2
EG3 - Épreuve d'éducation physique et sportive	UG3	EG3 - Épreuve d'éducation physique et sportive	UG3

Brevet d'études professionnelles industries graphiques option B production imprimée (arrêté du 24 juillet 2009)		Brevet d'études professionnelles réalisation de produits imprimés et plurimédia option productions imprimées (défini par le présent arrêté)	
Épreuves	Unité	Épreuves	Unité
EP1 - Analyse et exploitation d'un dossier de fabrication	UP1	EP1- Étude du dossier de fabrication d'un produit de communication	UP1
EP2 - Épreuve pratique : Réglages et conduite d'une presse pour la production d'une impression monochrome et façonnage d'un imprimé. Épreuve prenant en compte la PSE (Prévention santé environnement)	UP2	EP2- Épreuve pratique de réalisation de produits imprimés Épreuve prenant en compte la PSE (Prévention santé environnement)	UP2
EG1 - Épreuve de français et histoire – géographie et éducation civique	UG1	EG1- Épreuve de français et histoire – géographie et éducation civique	UG1
EG2 - Mathématiques – sciences physiques et chimiques	UG2	EG2 - Mathématiques – sciences physiques et chimiques	UG2
EG3 - Épreuve d'éducation physique et sportive	UG3	EG3 - Épreuve d'éducation physique et sportive	UG3

Personnels

Réunions d'information syndicale

Modalités de mise en œuvre pendant le temps de service pour les personnels relevant du ministère de l'éducation nationale

NOR : MENH1417839C

circulaire n° 2014-120 du 16-9-2014

MENESR - DGRH B1-3

Texte adressé aux rectrices et recteurs d'académie ; à la vice-rectrice et aux vice-recteurs ; aux inspectrices et inspecteurs d'académie - directrices et directeurs académiques des services de l'éducation nationale ; au chef du service de l'éducation à Saint-Pierre-et-Miquelon ; aux inspectrices et inspecteurs de l'éducation nationale chargés de circonscription du premier degré ; aux chefs d'établissement d'enseignement du second degré

Conformément aux dispositions du décret n° 82-447 du 28 mai 1982, l'arrêté du 29 août 2014 relatif aux modalités d'application aux personnels relevant du ministère de l'éducation nationale des dispositions de l'article 5 du décret n° 82-447 du 28 mai 1982 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique, définit les modalités particulières de mise en œuvre des dispositions relatives à l'organisation et la participation aux réunions d'information syndicale (RIS) intervenant pendant le temps de service des personnels relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.

Cet arrêté abroge l'arrêté du 16 janvier 1985 portant application aux personnels relevant du ministère de l'éducation nationale des dispositions de l'article 5 du décret n° 82-447 du 28 mai 1982 relatif à l'exercice du droit syndical.

1. Cadre général

L'article 5 du décret du 28 mai 1982 donne la possibilité aux personnels d'assister, pendant leur temps de service, à une réunion d'information syndicale organisée par les organisations syndicales représentatives qui disposent d'au moins un siège au sein du comité technique compétent pour le périmètre concerné, ou d'au moins un siège au sein du comité technique ministériel ou du comité technique d'établissement public de rattachement. Pour les personnels relevant du ministère de l'éducation nationale, il s'agit donc des organisations syndicales représentées au sein du comité technique académique ou du comité technique spécial départemental du territoire concerné ou du comité technique ministériel institué auprès du ministre chargé de l'éducation nationale.

Ces réunions d'information ne s'adressent qu'aux personnels appartenant au service, à l'établissement ou aux circonscriptions pour lesquels la réunion est organisée.

Les représentants syndicaux n'appartenant pas au service ou établissement dans lequel a lieu la réunion, et qui sont mandatés par l'organisation syndicale, peuvent également assister à la réunion après en avoir informé le responsable du service ou de l'établissement.

Une même organisation syndicale représentative peut organiser plusieurs RIS pour tenir compte du temps de présence des différents agents susceptibles d'y participer.

Si une RIS est organisée pendant la dernière heure de service de la journée, elle peut se prolonger au-delà de la fin du service.

Le nouvel arrêté tient compte, d'une part, de l'organisation des obligations de service incombant aux différentes catégories de personnels du ministère chargé de l'éducation nationale et, d'autre part, des termes de l'article 7 du décret du 28 mai 1982 précité en imposant que la tenue des réunions d'information syndicale ne porte pas atteinte au bon fonctionnement du service ou n'entraîne pas une réduction de la durée d'ouverture du service.

Compte tenu de cette préoccupation, l'arrêté distingue la situation des personnels pour lesquels un aménagement particulier est nécessaire des personnels pour lesquels l'application des dispositions de droit commun définies par l'article 5 du décret du 28 mai 1982 précité est possible. Est ainsi régie par le droit commun de la fonction publique la participation aux réunions d'information syndicale des personnels administratifs, ouvriers, de service, sociaux et de santé, celle des personnels de direction des établissements du second degré et de formation, des personnels d'éducation et des personnels des centres de documentation et d'information. Conformément aux dispositions de l'article 5 du décret du 28 mai 1982, ces personnels ont donc la possibilité d'assister pendant leur temps de service à une réunion d'information syndicale dans la limite d'une heure par mois.

2. Les modalités particulières d'organisation des réunions à destination des personnels enseignants

Conformément aux dispositions de l'article 7 du décret du 28 mai 1982 précité, la participation des personnels enseignants à ces réunions ne doit pas entraîner la fermeture des écoles et des établissements d'enseignement. Cette obligation impose en outre qu'une attention particulière doit être portée à l'accueil, la surveillance, et l'enseignement des élèves qui doivent être assurés en priorité selon des modalités de prise en charge adaptées aux premier et second degrés.

Afin de garantir cette prise en charge des élèves, les modalités d'organisation des réunions d'information syndicale font l'objet d'une concertation entre, d'une part, les organisations syndicales organisatrices et, d'autre part, les inspecteurs de l'éducation nationale dans le premier degré, les chefs d'établissement dans le second degré, au moins une semaine avant chacune des dates retenues.

En outre, afin de faciliter l'organisation de ces réunions et d'ajuster les modalités de prise en charge des élèves, les personnels enseignants souhaitant y participer doivent prévenir l'autorité hiérarchique dont ils relèvent au moins 48 heures avant la date prévue.

2.1. Situation des personnels enseignants du premier degré

S'agissant des réunions d'information à destination des personnels enseignants du premier degré, celles-ci doivent être regroupées dans le cadre d'une ou plusieurs circonscriptions d'un même département.

La tenue de ces réunions ainsi regroupées ne doit pas aboutir à ce que les autorisations spéciales d'absences accordées aux personnels enseignants du premier degré désirant y assister excèdent trois demi-journées par année scolaire délaïs de route non compris.

Le nouvel arrêté conduit à redéfinir les modalités de conciliation des besoins en enseignement des élèves avec l'organisation des réunions d'information syndicale et par conséquent à abroger la note de service du 5 septembre 2008.

Le nouveau dispositif ouvre la possibilité aux enseignants du premier degré de participer à une réunion d'information syndicale pendant le temps de présence devant élèves, tout en encadrant celle-ci.

Dans le cadre de la réorganisation des obligations réglementaires de service des enseignants du premier degré, si les RIS ont vocation à s'imputer sur l'enveloppe des 108 heures consacrées par les enseignants à des activités autres que d'enseignement, il convient de concilier le souci d'assurer la continuité de la prise en charge des élèves avec le droit à l'information syndicale en veillant à préserver le temps consacré aux activités pédagogiques complémentaires (APC).

Pour cela, la procédure de concertation sur les modalités d'organisation de ces réunions doit permettre, dans l'année scolaire, aux personnels de participer à l'une des 3 demi-journées pendant le temps devant élèves, sous réserve de définir des modalités de prise en charge des élèves dans le respect des nécessités de service.

La participation des personnels enseignants du premier degré à cette réunion d'information syndicale pendant le temps devant élèves doit s'accompagner d'une prise en charge par chaque école des élèves pendant l'absence de chaque enseignant.

Par ailleurs, les parents d'élèves doivent être informés de la tenue des réunions d'information syndicale susceptibles de concerner les enseignants de l'école dans laquelle leurs enfants sont scolarisés.

2.2. Situation des personnels enseignants du second degré

Pour les personnels enseignants du second degré, le droit commun du décret du 28 mai 1982 s'applique, sous réserve des modalités particulières d'organisation des RIS susmentionnées (cf. 2).

Le nouvel arrêté n'introduit aucune nouveauté par rapport au régime actuel. Le cadre réglementaire applicable aux personnels enseignants du second degré reste donc inchangé à l'exception toutefois de la durée du délai de prévenance qui est ramené à 48 heures au lieu du délai d'une semaine prévu jusqu'à présent par l'arrêté du 16 janvier 1985.

3. Les réunions spéciales organisées pendant la campagne électorale

Les réunions d'informations spéciales qui peuvent s'organiser pendant les six semaines précédant le premier jour du scrutin organisé en vue du renouvellement des instances de concertation s'ajoutent aux réunions d'information syndicale auxquelles les personnels du ministère de l'éducation nationale peuvent participer, conformément aux dispositions du II de l'article 5 du décret du 28 mai 1982 précité.

Chaque agent peut donc assister à l'une de ces réunions spéciales tenues par les organisations syndicales candidates au scrutin, sans condition de représentativité, dans la limite d'une heure. Cette heure d'information spéciale s'ajoute au quota auquel a droit chaque agent pour assister aux RIS. Ces dispositions sont également applicables aux personnels enseignants du premier degré.

Pour les personnels enseignants, l'organisation de ces réunions doit se faire dans le respect des modalités particulières des articles 1er, 4 et 5 du nouvel arrêté. Les personnels souhaitant participer à ces réunions devront prévenir l'autorité hiérarchique dont ils relèvent au moins 48 heures avant la date prévue de la réunion.

Pour la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche
et par délégation,
La directrice générale des ressources humaines,
Catherine Gaudy

Personnels

Élections professionnelles

Organisation des élections professionnelles du 27 novembre au 4 décembre 2014 au comité technique ministériel de l'éducation nationale, aux comités techniques académiques, au comité technique d'administration centrale, aux comités techniques spéciaux et de proximité, aux commissions administratives paritaires, aux commissions consultatives spéciales académiques et aux commissions consultatives paritaires du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, ainsi qu'au comité consultatif ministériel des maîtres de l'enseignement privé sous contrat et aux commissions consultatives mixtes académiques, départementales ou interdépartementales des maîtres des établissements d'enseignement privé sous contrat

NOR : MENH1421652C

circulaire n° 2014-121 du 16-9-2014

MENESR - DGRH - DAF

Texte adressé au ministre de la défense ; au ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement ; à la ministre de la culture et de la communication ; au ministre de la ville, de la jeunesse et des sports ; aux rectrices et recteurs d'académie ; à la vice-rectrice et aux vice-recteurs ; aux présidentes et présidents d'université ; aux directrices et directeurs des établissements d'enseignement supérieur ; aux inspectrices et inspecteurs d'académie-directrices et directeurs académiques des services de l'éducation nationale ; au chef du service de l'éducation nationale de Saint-Pierre-et-Miquelon ; aux directrices et directeurs généraux d'établissement public d'enseignement supérieur ; aux directrices et directeurs généraux et directrices et directeurs d'établissement public administratif ; au chef du service de l'action administrative et des moyens de l'administration centrale, à la directrice de l'AEFE

Sommaire

- 1 - Calendrier des opérations électorales
- 2 - La liste électorale
 - 2.1 Établissement de la liste électorale
 - 2.1.1 Pour les CT : CTMEN et CT de proximité et CT spéciaux (décret n° 2011-184 du 15 février 2011 et arrêté du 8 avril 2011 modifiés)
 - 2.1.1.1 Les conditions requises pour être électeur (article 18 du décret du 15 février 2011)
 - 2.1.1.2 Les critères déterminant la qualité d'électeur
 - 2.1.2 Pour les CAP : CAPM, CAPN, CAPA, CAPD, CAPL, les CCP des directeurs adjoints chargés de SEGPA, des directeurs d'Erea et des directeurs d'ERPD et les CCSA
 - 2.1.2.1 Les conditions requises pour être électeur
 - 2.1.2.2 Les personnels qui ne sont pas électeurs
 - 2.1.3 Pour les CCP compétentes à l'égard des agents non-titulaires instituées par l'arrêté du 27 juin 2011 modifié précité
 - 2.1.3.1. Les conditions générales pour être électeurs aux CCP
 - 2.1.3.2 Les personnels qui ne sont pas électeurs
 - 2.1.4 Pour le CCMMEP et les CCMA, CCMD ou CCMI (art. R. 914-10-5 et R. 914-13-9 du code de l'éducation)
 - 2.2 Publicité de la liste électorale
- 3 - Candidatures
 - 3.1 Éligibilité
 - 3.1.1 Conditions d'éligibilité pour les CT
 - 3.1.2 Conditions d'éligibilité pour les CAP, les CCSA des directeurs d'établissements spécialisés, les CCPA des directeurs adjoints chargés de SEGPA, des directeurs d'Erea et des directeurs d'ERPD
 - 3.1.3 Dispositions communes
 - 3.1.4 Dispositions relatives aux CCP des non-titulaires

- 3.2 Constitution des candidatures
 - 3.2.1 Pour les listes de candidats
 - 3.2.1.1 Pour les comités techniques
 - 3.2.1.2 Pour les CAP des personnels enseignants, d'éducation et d'orientation de l'enseignement du second degré
 - 3.2.1.3 Pour les CAP des personnels d'encadrement et les CCP des directeurs adjoints chargés de SEGPA, des directeurs d'Erea et des directeurs d'ERPD
 - 3.2.1.4 Pour les CCSA des directeurs d'établissements spécialisés
 - 3.2.1.5 Pour les CAP des enseignants du premier degré
 - 3.2.1.6 Pour le CCMMEP, les CCMA, CCMD ou CCMI
 - 3.2.2 Pour les candidatures sur sigle
 - 3.3 Dépôt des candidatures, des professions de foi et des logos
 - 3.4 Dépôt de candidatures communes
 - 3.4.1 Impact sur l'attribution des sièges
 - 3.4.2 Impact sur la répartition des suffrages
 - 3.5 Dépôt des déclarations individuelles de candidature (DIC)
 - 3.6 Appréciation de la recevabilité des candidatures présentées par les organisations syndicales
 - 3.7 Procédure contentieuse en cas de rejet des candidatures pour non recevabilité :
 - 3.8 Candidatures concurrentes
- 4 - Moyens de vote
 - 4.1 Notice de vote : information sur l'élection et identifiant de vote
 - 4.1.1 Remise contre émargement
 - 4.1.1.1 Pour les électeurs exerçant dans une structure pour laquelle une remise contre émargement est possible
 - 4.1.1.2 Pour les agents affectés en COM
 - 4.1.1.3 Pour les agents affectés dans un département ministériel autre que ceux relevant de l'éducation nationale ou de l'enseignement supérieur
 - 4.1.2 Réception par courrier postal
 - 4.1.2.1 Pour les agents en congé parental, congé de longue maladie, de longue durée, congé de formation professionnelle ou bénéficiant d'une décharge totale de service
 - 4.1.2.2 Pour les agents en position de détachement ou mis à disposition
 - 4.1.3 Réception par la voie électronique
 - 4.2 Création du mot de passe et procédure de réassort
 - 4.2.1 Mot de passe
 - 4.2.2 Procédure de réassort en cas de perte ou de vol de l'identifiant de vote
 - 4.2.3 Perte du mot de passe avant ou pendant le déroulement des scrutins
- 5 - Opérations électorales
 - 5.1 Bureau de vote électronique (BVE)
 - 5.1.1 Constitution
 - 5.1.2 Rôle
 - 5.2 Bureau de vote électronique centralisateur (BVEC)
 - 5.2.1 Constitution
 - 5.2.2 Rôle
 - 5.3. Le vote
 - 5.3.1 Modalités du vote
 - 5.3.2 L'espace électoral
 - 6 - Opérations post-électorales
 - 6.1 Dépouillement des votes
 - 6.2 Répartition des sièges
 - 6.2.1 Règle de la plus forte moyenne (cf annexe 12)
 - 6.2.1.1 Pour les CT
 - 6.2.1.2 Pour les CAP et les CCPA des directeurs adjoints chargés de SEGPA, des directeurs d'Erea et des directeurs d'ERPD
 - 6.2.1.3 Pour les CCP des ANT
 - 6.2.1.4 Pour le CCMMEP et les CCMA, CCMD ou CCMI
 - 6.2.2 Procédure de désignation applicable aux CTSD et CTSA et aux CCP
 - 6.2.2.1 Pour les CTSD et les CTSA
 - 6.2.2.2 Pour les CCP des ANT

6.2.3 Hypothèse où aucune candidature de liste ou de sigle n'a été présentée et qu'il doit être procédé à une désignation par tirage au sort

6.3 Proclamation des résultats

6.4 Conservation des clefs de chiffrement et des mots de passe.

7 - Assistance

7.1 Cellule d'assistance technique académique

7.2 Cellule d'assistance téléphonique

8 - Mesures diverses

Les élections professionnelles au comité technique ministériel de l'éducation nationale, aux comités techniques académiques, au comité technique d'administration centrale, aux comités techniques spéciaux et de proximité, à la commission administrative paritaire ministérielle (CAPM), aux commissions administratives paritaires nationales (CAPN), aux commissions administratives paritaires académiques (CAPA) et départementales (CAPD), aux commissions administratives paritaires locales (CAPL), aux commissions administratives paritaires (CAP), aux commissions consultatives spéciales académiques (CCSA), aux commissions consultatives paritaires (CCP) du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche ainsi qu'au comité consultatif ministériel des maîtres de l'enseignement privé sous contrat (CCMMEP) et aux commissions consultatives mixtes académiques (CCMA), départementales (CCMD) ou interdépartementales (CCMI) des maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat, s'inscrivent dans le cadre du deuxième renouvellement général issu des accords de Bercy du 2 juin 2008 et de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social dans la fonction publique.

Le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 modifié relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'État et le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires fixent le cadre applicable :

- Le principe de la généralisation de l'élection est retenu pour la désignation des instances de concertation : comités techniques, commissions administratives paritaires et commissions consultatives paritaires (CT, CAP, CCP). Les élections professionnelles se déroulent au scrutin de liste ou de sigle (pour les CCP ANT - agents non titulaires) à un seul tour quel que soit le taux de participation électorale ;
- le mandat des instances est fixé à **quatre ans** sauf pour les CCP compétentes à l'égard des directeurs adjoints chargés de SEGPA, des directeurs d'Erea et des directeurs d'ERPD pour lesquelles la durée du mandat est de trois ans conformément aux dispositions prévues dans les arrêtés du 6 septembre 1984 relatifs à la création de commissions consultatives paritaires compétentes à l'égard de certains personnels de direction des établissements d'enseignement et de formation relevant du ministre de l'éducation nationale.

Par ailleurs, les articles L. 914-1-2 et L. 914-1-3 du code de l'éducation, introduits par la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'École de la République et les décrets n° 2013-1230 et n° 2013-1231 du 23 décembre 2013 pris pour son application, transposent aux instances représentatives des maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat et relevant du ministre de l'éducation nationale les principes applicables aux instances représentatives du public. Ces instances sont le comité consultatif ministériel des maîtres de l'enseignement privé sous contrat (CCMMEP) et les commissions consultatives mixtes académiques, départementales ou interdépartementales (CCM) dont la réforme a fait l'objet de la circulaire MEN-DAF n° 2014-045 du 28 mars 2014, publiée au B.O.E.N. n° 15 du 10 avril 2014.

L'arrêté du 3 juin 2014 de la fonction publique fixe la date unique des prochaines élections professionnelles au 4 décembre 2014 et prévoit qu'elles se dérouleront, par dérogation, du 27 novembre au 4 décembre 2014 pour les instances relevant du périmètre de l'éducation nationale, ainsi que pour les commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des corps d'ingénieurs et des personnels techniques de la filière de recherche et de formation, et des corps de la filière bibliothèque.

Compte tenu de la démultiplication des scrutins directs, dans un objectif de modernisation, de simplification et de développement durable, et afin de faciliter l'expression du suffrage ainsi que les opérations matérielles de vote et de dépouillement, le ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche a choisi de mettre en place, comme lors des élections professionnelles organisées en octobre 2011, le vote par voie électronique pour les instances précitées.

Les conditions de vote par **voie électronique** pour l'élection des représentants du personnel au sein des organismes

de concertation sont fixées par les textes suivants :

- décret n° 2011-595 du 26 mai 2011 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique de l'État ;
- décret n° 2014-1029 du 9 septembre 2014 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et pour les élections professionnelles des maîtres des établissements d'enseignement privés des premier et second degrés sous contrat et relevant du ministre chargé de l'éducation nationale ;
- arrêté du 9 septembre 2014 relatif aux modalités d'organisation du vote électronique par Internet des personnels relevant du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche pour l'élection des représentants des personnels aux comités techniques, aux commissions administratives paritaires, aux commissions consultatives paritaires, au comité consultatif ministériel des maîtres de l'enseignement privé sous contrat et aux commissions consultatives mixtes pour les élections professionnelles fixées du 27 novembre 2014 au 4 décembre 2014 ;
- arrêté du 9 septembre 2014, portant création de traitements automatisés de données à caractère personnel dans le cadre du vote électronique par Internet.

Afin de maintenir, au sein du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, les deux CT ministériels respectivement compétents pour l'éducation nationale et l'enseignement supérieur et la recherche, il est nécessaire de prévoir par dérogation aux dispositions de l'article 3 du décret n° 2011-184 du 15 février 2011 précité, la création de ces instances, par décret en Conseil d'État. Le choix retenu permet de maintenir le périmètre du CTMEN inchangé. L'arrêté du 8 avril 2011 portant création du comité technique ministériel et des comités techniques des services déconcentrés du ministère chargé de l'éducation nationale a été modifié pour tenir compte de cette création et pour y introduire les comités techniques spéciaux académiques. Comme pour les comités techniques spéciaux départementaux, ces comités seront renouvelés à partir des suffrages émis pour les élections des comités techniques académiques du périmètre concerné et ne feront donc pas l'objet d'un vote direct par les électeurs. En outre, le champ de compétences du comité technique spécial de Nouvelle-Calédonie a été restreint aux questions intéressant les services administratifs du vice-rectorat, afin de tenir compte de la modification de la répartition des compétences entre l'État et la Nouvelle-Calédonie.

Par ailleurs, un décret en cours de publication modifie la composition des CAP des professeurs certifiés (19 sièges : 15 représentants pour la classe normale et 4 représentants pour la hors classe), ainsi que celle des professeurs d'éducation physique et sportive du second degré (passage de 7 à 9 sièges, 7 représentants pour la classe normale et 2 représentants pour la hors classe). Il fixe également, pour les CAP académiques des professeurs d'enseignement général de collège, le nombre de sièges à 2 au lieu de 3 dans les académies où le nombre d'électeurs est supérieur ou égal à vingt et inférieur ou égal à cent. Enfin, pour la détermination du nombre de sièges de ces CAP, il prévoit, une date d'observation des effectifs des professeurs d'enseignement général de collège, des instituteurs et des professeurs des écoles, des directeurs de centre d'information et d'orientation et des conseillers d'orientation-psychologues au 1er septembre 2014

Enfin, l'arrêté du 27 juin 2011 instituant des commissions consultatives paritaires compétentes à l'égard des agents non-titulaires exerçant des fonctions d'enseignement, d'éducation, d'orientation, de surveillance et d'accompagnement des élèves et des agents non titulaires exerçant leurs fonctions dans les domaines administratif, technique, social et de santé au sein du ministère chargé de l'éducation nationale a été modifié pour aligner la condition d'ancienneté dans les fonctions pour être électeur, applicables aux agents en CDD, sur celles des comités techniques, dans un souci d'harmonisation. Cette durée est ainsi portée à deux mois.

La liste des principaux textes applicables aux élections professionnelles du 27 novembre au 4 décembre 2014 figure en **annexe 1** de la présente circulaire. La liste des instances concernées, la composition des commissions administratives paritaires nationales ainsi que le nombre des représentants des maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat dans les CCMA, CCMD et CCMI, sont rappelés en **annexe 2**.

Un portail dédié aux élections sera ouvert pour la diffusion de l'ensemble des informations et la réalisation des opérations électorales, à l'adresse suivante : <http://www.education.gouv.fr/electionspro2014>. L'accès à l'espace électeur se fait via cette adresse.

1 - Calendrier des opérations électorales

Dates	Opérations	
Entre le 1er et le 15 septembre	Transmission de la composition de chaque instance aux organisations syndicales et aux services de l'administration centrale.	(*) Écoles et établissements du 1er degré : de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Implantations des espaces électoraux (hors 1er degré) : au moins de 9 h à 17 h.
Lundi 22 septembre	Ouverture de l'espace grand public www.education.gouv.fr/electionsp2014 donnant accès à l'espace électeur	
Lundi 22 septembre	Ouverture de la cellule d'assistance technique académique aux électeurs (les horaires d'ouverture seront précisés sur les sites académiques).	
Mercredi 15 octobre	Affichage des listes électorales (LEC) pour l'ensemble des scrutins sur les espaces électeurs. Point de départ du délai de recours concernant les LEC. Affichage des LEC par extraits dans les écoles, les établissements publics locaux d'enseignement, les services académiques, les établissements publics administratifs et les établissements publics d'enseignement supérieur et les établissements d'enseignement privés des 1 ^{er} et 2 nd degrés sous contrat. Les extraits mentionnent pour chaque électeur l'ensemble des scrutins auquel il est rattaché.	
Jeudi 16 octobre 17 h, heure locale	Date limite de dépôt dans les services départementaux de l'éducation nationale, les rectorats et à l'administration centrale des déclarations individuelles de candidatures (DIC), des candidatures, logos et professions de foi et des noms des délégués (contre récépissé des candidatures des organisations syndicales).	
Vendredi 17 octobre après 17 h, heure locale	Affichage pour information dans les services déconcentrés et dans les services centraux des candidatures déposées.	
Vendredi 17 octobre 17 h, heure locale	Date limite de décision d'irrecevabilité d'une candidature présentée par les organisations syndicales.	
Lundi 20 octobre	Remise des fichiers des électeurs aux organisations syndicales pour les scrutins auxquels elles participent.	
Lundi 20 octobre 18 h, heure locale	Date limite pour l'administration de notification de la décision d'inéligibilité d'un ou plusieurs candidats auprès du délégué de l'organisation syndicale concernée.	
Jeudi 23 octobre 17 h, heure locale	Fin du délai de correction des candidatures par les OS suite aux observations faites par l'administration.	
Lundi 27 octobre	Tirage au sort de l'ordre d'affichage des candidatures, logos et professions de foi.	
Lundi 27 octobre, 12 h, heure locale	Date limite de présentation des demandes de rectification des LEC.	
Mardi 28 octobre	Mise en ligne sur le portail, des candidatures, logos et professions de foi conformément à l'ordre tiré au sort. Edition et affichage des candidatures dans les services centraux, les services académiques, les établissements publics administratifs et les établissements publics d'enseignement supérieur.	
	Information des services de l'administration centrale de l'absence de candidats, toutes organisations syndicales confondues, pour un grade et un scrutin donnés.	

À partir du mardi 4 novembre	Réception du matériel de vote dans les communautés de travail
Du mardi 4 au vendredi 7 novembre	Réunion afin de déterminer les organisations syndicales qui détiendront une clé de chiffrement au sein des BVEC (bureau de vote électronique centralisateur) et BVE (bureau de vote électronique) (article 22 de l'arrêté organisationnel)
Mercredi 12 novembre	Date limite de remise aux électeurs du matériel de vote.
Entre le 17 et le 20 novembre	Retour par les directeurs d'école, les chefs d'établissements ou de services des listes émargées attestant de la remise des notices dans leur école, établissement ou service.
Mercredi 26 novembre	Date limite de réception d'un nouvel identifiant de vote en cas de vol par voie électronique uniquement (9h, heure de Paris). Achèvement de la cérémonie publique de génération et d'attribution des clés et du scellement des urnes électroniques (BVE et BVEC).
Jeudi 27 novembre	Réunion de l'ensemble des BVE/BVEC en vue de l'ouverture de l'application de vote à 10 h, heure de Paris et début des opérations électorales de vote électronique par internet. Durant la période de vote, l'application de vote est ouverte 24h sur 24, 7 jours sur 7. Ouverture de l'assistance téléphonique aux électeurs (8h-20h, et le samedi de 9h à 17h, et le 4 décembre de 8h à 17h, heure de Paris). Ouverture des espaces électoraux en Polynésie Française les 27, 28 et du 1er au 4 décembre, en Guyane et Nouvelle Calédonie du lundi 1er au jeudi 4 décembre, en Guadeloupe et Martinique les mardi 2 et jeudi 4 décembre, enfin à Mayotte les 3 et 4 décembre. Horaires et implantations fixés par les recteurs et vice-recteurs.
Jeudi 4 décembre	Ouverture des espaces électoraux (tous lieux) (*).
Jeudi 4 décembre	Clôture du scrutin (17 h, heure de Paris). Réception de la note des experts certifiant l'intégrité du système. Dépouillement des scrutins des comités techniques et du comité consultatif ministériel des maîtres de l'enseignement privé sous contrat, des commissions consultatives mixtes académiques, départementales et interdépartementales et proclamation des résultats pour ces scrutins.
Vendredi 5 décembre	Dépouillement des scrutins des commissions administratives paritaires, des commissions consultatives spéciales académiques et des commissions consultatives paritaires, des bureaux de vote électronique pour les CAPL et CCP locales et proclamation des résultats pour ces scrutins. Publication de l'ensemble des résultats et de la répartition des sièges sur le site education.gouv.fr Début du délai de recours administratif préalable de 5 jours.

2 - La liste électorale

La liste électorale sera publiée sur le site dédié dans l'espace électeur, pour l'ensemble des scrutins le 15 octobre 2014.

Les listes électorales seront définitivement arrêtées la veille du premier jour du scrutin, soit le 26 novembre 2014.

a) Modifications opérées dans les délais impartis pour les demandes de rectifications

Entre le jeudi 16 octobre et le 27 octobre, 12 h, heure locale, les électeurs pourront vérifier le contenu de ces listes. Les électeurs peuvent également, durant cette même période, formuler par voie dématérialisée, des réclamations contre les inscriptions et les omissions éventuelles (**cf. annexe 3A**).

b) Modifications opérées au plus tard la veille du premier jour du scrutin

Des modifications pourront intervenir après l'expiration de ces délais **uniquement si un événement postérieur** et prenant effet au plus tard la veille du premier jour du scrutin entraîne l'acquisition ou la perte de la qualité d'électeur. Ces modifications seront effectuées soit à l'initiative de l'administration, soit à la demande de l'intéressé qui devra l'adresser au service concerné le 24 novembre 2014 au plus tard (**cf. annexe 3B**).

2.1 Établissement de la liste électorale

2.1.1 Pour les CT : CTMEN et CT de proximité et CT spéciaux (décret n° 2011-184 du 15 février 2011 et arrêté du 8 avril 2011 modifiés)

2.1.1.1 Les conditions requises pour être électeur (article 18 du décret du 15 février 2011)

Pour être électeur il faut, à la date d'ouverture du scrutin, être soit :

a) titulaire :

- en position d'activité (inclus donc le temps partiel, le congé de maladie, le congé longue maladie, le congé longue durée, les congés maternité ou paternité, pour adoption, de formation professionnelle, pour formation syndicale, d'accompagnement d'une personne en fin de vie ou de présence parentale ainsi que le congé administratif) ;
- accueilli par voie de mise à disposition (article 41 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984) ;
- en position de détachement entrant (article 45 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984) ;
- en position de congé parental (article 54 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984) ;
- affecté dans les conditions du décret n° 2008-370 du 18 avril 2008 organisant les conditions d'exercice des fonctions, en position d'activité dans les administrations de l'État.

b) stagiaire :

- en position d'activité ;
- en position de congé parental.

c) agent contractuel de droit public ou de droit privé :

- en CDI ;
- en CDD depuis au moins deux mois à la date du 27 novembre 2014, et pour une durée minimale de six mois ou reconduit successivement depuis au moins six mois.

Les agents non-titulaires doivent de plus être en fonctions, en congé rémunéré ou en congé parental.

Les contractuels de droit privé concernés sont les agents que les administrations ou les établissements publics de l'État ont été autorisés, par des dispositions législatives spécifiques, à recruter dans les conditions du code du travail. Dans une telle hypothèse, si ces dispositions législatives spécifiques précisent que les instances de représentation du personnel prévues par le code du travail s'appliquent à ces personnels ou qu'un dispositif propre de représentation du personnel est mis en place pour eux, ces personnels ne sont pas représentés au sein des instances de représentation des personnels de la fonction publique de l'État.

Dans le cas contraire, ces agents sont éligibles et électeurs au sein des comités techniques institués dans les administrations et les établissements publics de l'État.

Sont notamment électeurs :

- les contrats aidés ;
- les contractuels de droit privé des Greta et CFA.

Sont exclus les agents non-titulaires recrutés directement par les GIP.

2.1.1.2 Les critères déterminant la qualité d'électeur

a) Le principe

Les agents ne doivent être représentés qu'une seule fois pour un même niveau d'instance.

L'article 18 du décret du 15 février 2011, relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'Etat, fixe le **critère fonctionnel du lieu d'exercice des fonctions** pour déterminer la qualité d'électeur aux différents comités techniques.

Un agent relevant du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche vote soit au CTMEN, soit au CTMESR, le scrutin à l'un de ces comités étant exclusif de tout autre au niveau national.

Les agents sont électeurs au **CT de proximité** : académique, spécial ou de proximité dans le ressort duquel ils exercent leurs fonctions. Le périmètre de chaque comité technique est défini par les dispositions de l'arrêté du 8 avril 2011 modifié.

Les résultats des élections aux CT de proximité seront utilisés pour la constitution des CT spéciaux départementaux et des comités techniques spéciaux académiques, par voie de désagrégation.

En application de ce critère fonctionnel, les agents **venant d'un autre département ministériel**, en situation de **détachement entrant** qui exercent dans le périmètre de l'éducation nationale votent au CTMEN ainsi qu'au CT de proximité de leur académie d'exercice. À l'inverse les agents relevant du ministre chargé de l'éducation nationale en **détachement sortant dans un autre département ministériel** ne votent ni au CTMEN ni au CT de proximité académique.

Dans les mêmes conditions, les agents mis à disposition, ou affectés par la voie de la position normale d'activité (PNA) auprès d'un autre département ministériel ne votent ni au CTMEN ni au CT de proximité. Il en va de même pour les agents titulaires exerçant majoritairement leurs fonctions dans des établissements d'enseignement privés sous contrat : ils ne votent ni au CTMEN ni au CT de proximité.

En revanche, les agents d'un autre département ministériel mis à disposition ou affectés par la voie de la PNA pour exercer leurs fonctions dans le périmètre de l'éducation nationale sont électeurs au CTMEN et au CT de proximité académique.

b) Les dérogations au principe fonctionnel applicables au CTMEN

Afin d'adapter les critères déterminant la qualité d'électeur à la fusion des deux départements ministériels, le décret relatif à la création de comités techniques auprès du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, qui crée le nouveau comité technique ministériel, a prévu une disposition particulière qui permet de couvrir la situation des agents affectés dans les services de l'enseignement supérieur et de la recherche non prévue par l'article 18 du décret du 15 février 2011.

Ainsi, si l'article 2 du décret portant création des comités techniques auprès du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, prévoit de façon classique que « sont électeurs pour la désignation des représentants du personnel au sein du comité technique ministériel de l'éducation nationale (...) : 1°) les agents remplissant, dans le périmètre du comité technique ministériel susmentionné, les conditions définies par l'article 18 du décret du 15 février 2011 », il prévoit que sont également électeurs: « 2°) Par dérogation au 1°, les agents affectés dans un service relevant de l'enseignement supérieur et de la recherche et dont la gestion, est, en application de leur statut particulier, assurée par le ministre chargé de l'éducation nationale. »

Ces modifications permettent de maintenir inchangées les règles de rattachement des électeurs affectés dans les services de l'enseignement supérieur et de la recherche au CTMEN par rapport aux précédentes élections professionnelles de 2011.

Exemple :

Un attaché d'administration de l'État dont la gestion relève du ministre chargé de l'éducation nationale, affecté à la DGESIP votera au CTMEN.

En vertu du même principe, les ingénieurs et personnels techniques de recherche et de formation dont la gestion relève du ministre chargé de l'enseignement supérieur qui sont affectés dans un service de l'éducation nationale sont électeurs au seul CTMESR. En revanche, ils votent au CT de proximité du lieu dans lequel ils exercent leurs fonctions donc au CT académique ou CTAC s'ils sont affectés à l'administration centrale, dans la mesure où la dérogation ne s'applique qu'au CTM.

La situation des agents affectés dans des services relevant d'autres périmètres que celui de l'enseignement supérieur et de la recherche demeure régie, conformément au 1° du I de l'article 2 du décret portant création des comités techniques auprès du MENESR, par les dispositions du deuxième alinéa du II de l'article 18 du décret du 15 février 2011, qui prévoient que les agents affectés dans un service placé sous la tutelle d'un ministre autre que celui en charge de la gestion sont électeurs au seul comité technique ministériel du département ministériel assurant leur gestion.

Ainsi, un SAENES affecté à l'administration centrale du ministère chargé de la jeunesse et des sports est électeur au

CTMEN.

c) Cas des fonctionnaires mis à disposition ou détachés auprès d'un groupement d'intérêt public (GIP) ou d'une autorité publique indépendante (API) et des agents contractuels mis à disposition d'un GIP ou d'une API

Ces agents sont électeurs au comité technique ministériel du département assurant leur gestion et au comité technique du GIP ou de l'API auprès duquel ou de laquelle ils exercent leurs fonctions. En revanche, les contractuels recrutés directement par ces structures ne sont pas électeurs au CTM.

d) Cas spécifique des agents exerçant leurs fonctions dans des établissements publics administratifs

Le comité technique ministériel ne peut être compétent pour l'examen de questions relatives à des **établissements publics administratifs** que lorsqu'il a reçu compétence spécifique pour le faire, conformément aux dispositions de l'article 35 du décret du 15 février 2011.

Ainsi, l'arrêté du 8 avril 2011 modifié pris en application du décret précité et du décret dérogatoire relatif à certains comités techniques institués auprès du ministre chargé de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, précise que le CT ministériel de l'éducation nationale est compétent pour examiner les questions communes aux établissements administratifs que sont :

- le Centre international d'études pédagogiques (CIEP) ;
- le Centre national de documentation pédagogique (CNDP) ;
- les Centres régionaux de documentation pédagogique (CRDP) ;
- le Centre national d'enseignement à distance (Cned) ;
- l'Office national d'information sur les enseignements et les professions (Onisep) ;
- le Centre d'étude et de recherche sur les qualifications (Cereq).

Ainsi les agents exerçant leurs fonctions dans ces établissements votent au CTMEN, quel que soit leur statut. Par exemple, un adjoint technique de recherche de formation affecté au CNED votera au CTMEN.

L'application de cette règle conduit donc à ce que l'ensemble des agents exerçant leurs fonctions dans les établissements publics qui relèvent du périmètre du CTMESR votent au CTMESR. Ainsi, un attaché ou un professeur agrégé affectés en université voteront au CTMESR.

2.1.2 Pour les CAP : CAPM, CAPN, CAPA, CAPD, CAPL, les CCP des directeurs adjoints chargés de SEGPA, des directeurs d'Erea et des directeurs d'ERPD et les CCSA

2.1.2.1 Les conditions requises pour être électeur

Pour être électeur il faut, à la date d'ouverture du scrutin, être soit :

- a)** titulaire, au sens de l'article 2 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, en position d'activité, appartenant au corps appelé à être représenté, et cela même s'ils exercent leurs fonctions à temps partiel (annualisé ou non) ou s'ils bénéficient de l'un des congés visés aux articles 34 et 40 bis de la loi du 11 janvier 1984 précitée : congé de maladie, de longue maladie, de longue durée, pour maternité ou paternité, pour adoption, de formation professionnelle, pour formation syndicale, d'accompagnement d'une personne en fin de vie ou de présence parentale. De même, sont électeurs ceux qui bénéficient, à la date du scrutin, d'un congé administratif ;
- b)** mis à disposition en application de l'article 41 de la loi n° 84 16 du 11 janvier 1984 ;
- c)** en position de congé parental, en application de l'article 54 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ;
- d)** en position de détachement en application de l'article 45 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, y compris ceux qui sont stagiaires dans un autre corps.

2.1.2.2 Les personnels qui ne sont pas électeurs

Ne sont pas admis à voter les personnels qui sont :

- a)** placés en position de congé de non-activité pour raison d'études ;
- b)** placés en position de disponibilité ;
- c)** placés en position hors-cadres ;
- d)** stagiaires.

2.1.3 Pour les CCP compétentes à l'égard des agents non-titulaires instituées par l'arrêté du 27 juin 2011 modifié précité

2.1.3.1. Les conditions générales pour être électeurs aux CCP

L'arrêté du 27 juin 2011 modifié instituant des commissions consultatives paritaires compétentes à l'égard de certains agents non-titulaires **exerçant leurs fonctions au sein du ministère chargé de l'éducation nationale** prévoit trois CCP :

- une commission compétente à l'égard des agents non-titulaires exerçant des fonctions d'enseignement, d'éducation et d'orientation ;
- une commission compétente à l'égard des agents non-titulaires exerçant des fonctions de surveillance et d'accompagnement des élèves ;
- une commission consultative paritaire compétente à l'égard des agents non-titulaires exerçant leurs fonctions dans les domaines administratif, technique, social et de santé.

Sont électeurs dans une CCP les agents non-titulaires exerçant les fonctions au titre desquelles la commission a été instituée et remplissant à la date d'ouverture du scrutin, les conditions cumulatives suivantes :

- a)** justifier d'un contrat d'une durée au moins égale à six mois ou d'un CDI ou d'un CDD reconduit successivement depuis au moins six mois dans les écoles publiques, les établissements ou les services situés dans le ressort territorial de la commission ;
- b)** être en fonction depuis au moins deux mois (à l'exception des CDI) ;
- c)** être en activité ou en congé rémunéré, en congé parental.

Pour remplir les conditions d'ancienneté nécessaires pour être électeur, il n'y a pas lieu de tenir compte de la quotité de service (temps plein, temps partiel ou temps incomplet).

Par ailleurs, les agents non-titulaires mis à disposition d'une autre administration ou d'un autre organisme en application des dispositions de l'article 33-1 du décret du 17 janvier 1986 sont électeurs à la commission placée auprès de leur employeur d'origine. Au contraire, ceux qui, à la date d'ouverture du scrutin, bénéficient d'un congé de mobilité en application des dispositions de l'article 33-2 du même décret ne sont pas électeurs à la commission placée auprès de leur employeur d'origine.

2.1.3.2 Les personnels qui ne sont pas électeurs

Ne sont pas électeurs :

- a)** les agents relevant de contrat de droit privé (notamment les contrats aidés) ;
- b)** les personnels contractuels recrutés par les GIP ;
- c)** les maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat ;
- d)** les agents bénéficiant à la date d'ouverture du scrutin d'un congé pour élever un enfant de moins de huit ans ou d'un congé pour convenances personnelles (conformément au 2.1.3.1) ;
- e)** tous les agents en fonction dans les établissements publics administratifs qui ont leurs propres CCP.

2.1.4 Pour le CCMMEP et les CCMA, CCMD ou CCMI (art. R. 914-10-5 et R. 914-13-9 du code de l'éducation)

La circulaire n° 2014-045 du 28 mars 2014 relative à la réforme des instances représentatives des maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat détaille en son annexe 7 « Qualité d'électeur et d'éligible » les conditions générales pour être électeur.

Les précisions suivantes sont apportées.

Les maîtres rémunérés sur une échelle de rémunération du premier degré et exerçant dans le second degré votent aux CCMD ou CCMI.

En application des articles R. 914-10-5 et R. 914-13-9 du code de l'éducation, les maîtres délégués bénéficiant à la date d'ouverture du scrutin d'un congé non rémunéré pour élever un enfant de moins de huit ans ou d'un congé pour convenances personnelles ne sont électeurs à aucun scrutin concernant la représentation des maîtres de l'enseignement privé sous contrat.

Les maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat du second degré exerçant à Saint-Pierre-et-Miquelon relèvent de la CCMA de l'académie de Caen.

Les maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat exerçant à Mayotte sont électeurs au CCMMEP.

2.2 Publicité de la liste électorale

Les listes des électeurs appelés à voter sont arrêtées par l'administration et sont consultables sur le site www.education.gouv.fr/electionspro2014, dans « espace électeur » **à compter du 15 octobre 2014.**

Les noms, prénoms, civilité, numéro électeur attribué par le prestataire, corps et grade ou échelle de rémunération pour les scrutins du privé, académie de rattachement et affectation des personnels, à l'exclusion de toute autre mention à caractère personnel, seront portés sur cette liste.

Ces listes ne pourront être accessibles qu'aux électeurs concernés par le scrutin et qu'aux seules organisations syndicales ayant déposé des candidatures pour lesdits scrutins. Ces dernières doivent s'engager à ne pas utiliser les données ainsi communiquées à d'autres fins que celles liées à l'élection considérée.

Des extraits des listes électorales devront être affichés à compter du 15 octobre dans les écoles, établissements,

établissements publics d'enseignement supérieur, services déconcentrés et à l'administration centrale. Ces extraits comporteront la liste de tous les électeurs de la communauté de travail concernée avec leurs scrutins associés. Enfin, il appartient aux chefs de service de statuer sur d'éventuelles réclamations formulées dans les délais prévus à compter de la publication des listes électorales qui interviendra le 15 octobre 2014. Ces réclamations seront effectuées par le biais d'un formulaire spécifique dématérialisé ou éventuellement au moyen du formulaire prévu à cet effet, joint en **annexe 3** à la présente circulaire.

3 - Candidatures

Remarques liminaires

Pour les scrutins du privé (CCMMEP, CCMA, CCMD ou CCMI), les conditions d'éligibilité, d'appréciation de la recevabilité des candidatures et des candidats présentés par les organisations syndicales représentant les maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat sont précisées respectivement en annexe 7 « Qualité d'électeur et d'éligible » et en annexe 8 « Recevabilité des candidatures des organisations syndicales pour la représentation des maîtres » de la circulaire du 28 mars 2014 relative à la réforme des instances représentatives des maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat susmentionnée.

En revanche, la présente circulaire précise les modalités de constitution des candidatures (cf. 3.2), les conditions de dépôt des candidatures accompagnées des déclarations individuelles de candidatures (cf. 3.3 à 3.5), la procédure contentieuse en cas de rejet des candidatures pour non-recevabilité (cf. 3.7) et la procédure applicable en cas de candidatures concurrentes (cf. 3.8).

3.1 Éligibilité

3.1.1 Conditions d'éligibilité pour les CT

Sont éligibles les personnels qui remplissent les conditions requises pour être inscrits sur la liste électorale, à l'exclusion des agents :

- en situation de congé de longue maladie, de longue durée ou de grave maladie ;
- qui ont été frappés d'une rétrogradation ou d'une exclusion temporaire de fonctions de trois mois à deux ans. Toutefois, ces agents sont éligibles s'ils ont été amnistiés ou s'ils ont bénéficié d'une décision acceptant leur demande tendant à ce qu'aucune trace de la sanction prononcée ne subsiste à leur dossier ;
- frappés d'une des incapacités énoncées aux [articles L. 5 et L. 6 du code électoral](#).

Pour les comités techniques spéciaux départementaux (CTSD) et les comités techniques spéciaux académiques (CTSA), les conditions mentionnées ci-dessus doivent être remplies au moment de la procédure de désignation intervenant à l'issue du scrutin décrite au 6.3.4.1 (article 14 du décret n° 2011-184 relatif aux comités techniques).

3.1.2 Conditions d'éligibilité pour les CAP, les CCSA des directeurs d'établissements spécialisés, les CCPA des directeurs adjoints chargés de SEGPA, des directeurs d'Erea et des directeurs d'ERPD

Sont éligibles les personnels qui remplissent les conditions requises pour être inscrits sur la liste électorale, à l'exclusion des agents :

- en situation de congé de longue durée (article 14 du décret 82-451 sur les CAP) ;
- qui ont été frappés d'une rétrogradation ou d'une exclusion temporaire de fonctions de trois mois à deux ans, à moins qu'ils aient été amnistiés ou qu'ils aient bénéficié d'une décision acceptant leur demande tendant à ce qu'aucune trace de la sanction prononcée ne subsiste à leur dossier ;
- frappés d'une des incapacités énoncées aux [articles L. 5 et L. 6 du code électoral](#).

3.1.3 Dispositions communes

Les dispositions des articles 22 du décret n° 2011-184 du 15 février 2011 et 16 du décret n° 82-451 du 28 mai 1982 ainsi que des articles R. 914-10-12 et R. 914-13-13 du code de l'éducation prévoient un délai de trois jours, après la date limite de dépôt des listes de candidats, pour la vérification de l'éligibilité des candidats et leur éventuel remplacement conformément au calendrier prévu au 1 de la présente circulaire.

Vous procéderez avec une extrême vigilance, précocement et sans attendre la date limite de dépôt des listes, aux vérifications des conditions d'éligibilité qui vous seraient demandées par les organisations syndicales ayant déposé ces listes conformément aux procédures décrites au 3.3.

Pour les scrutins nationaux, dans les cas où la vérification des conditions d'éligibilité ne peut être effectuée directement par l'administration centrale, cette vérification doit être opérée par vos services, sur ma demande. Vos réponses me seront adressées par retour de courriel :

elections-ctmen@education.gouv.fr

elections-premierdegre@education.gouv.fr
elections-seconddegre@education.gouv.fr
elections-encadrement@education.gouv.fr
elections-biatss@education.gouv.fr
elections-ccmmep@education.gouv.fr

3.1.4 Dispositions relatives aux CCP des non-titulaires

Sans objet, l'élection se faisant sur sigle, les représentants sont désignés par les organisations syndicales candidates après la proclamation des résultats, les conditions que doivent remplir ces représentants sont appréciées lors de la procédure de désignation (cf. 6.3.3).

3.2 Constitution des candidatures

Voir l'**annexe 4** pour la synthèse des formalités de candidatures et de dépôt de listes de candidats et candidatures sur sigle.

3.2.1 Pour les listes de candidats

Lors de son dépôt, conformément à la procédure décrite au 3.3, chaque liste doit comporter le nom d'usage, le prénom, le corps ou l'échelle de rémunération pour les scrutins du privé, le service ou l'établissement d'affectation et l'ordre de présentation de chaque candidat. Le nom que doit comporter la liste est soit le nom de naissance qui figure sur l'acte d'état civil, soit le nom d'usage (par exemple pour les femmes mariées, le nom d'usage peut être le nom de l'époux ou les deux noms accolés). Le lieu d'exercice des candidats affectés à titre provisoire doit être mentionné sur la liste. S'agissant des candidats affectés sur une zone de remplacement, l'établissement de rattachement et la zone de remplacement doivent être indiqués.

3.2.1.1 Pour les comités techniques

Chaque liste comprend un nombre de noms égal au moins aux deux tiers et au plus au nombre de sièges de représentants titulaires et de représentants suppléants à pourvoir, sans qu'il soit fait mention pour chacun des candidats de la qualité de titulaire ou de suppléant. En outre, elle doit comporter un nombre pair de noms (cf. **annexe 5**).

3.2.1.2 Pour les CAP des personnels enseignants, d'éducation et d'orientation de l'enseignement du second degré

Pour l'ensemble des corps, il est précisé que lorsque le nombre d'électeurs à une commission administrative paritaire est inférieur à vingt pour un grade donné, le nombre de représentants des personnels de ce grade est fixé à un titulaire et un suppléant.

Il est rappelé que pour les PEGC, les grades sont fusionnés. Par ailleurs, le décret n° 86-492 du 14 mars 1986 modifié relatif au statut particulier des professeurs d'enseignement général de collège modifié fixe désormais le nombre de sièges comme suit :

- 3 sièges de titulaires et 3 sièges de suppléants lorsque le nombre d'électeurs observé au 1er septembre 2014 est supérieur à 100 ;
- 2 sièges de titulaires et 2 sièges de suppléants lorsque le nombre d'électeurs observé au 1er septembre 2014 est égal ou supérieur à 20 et inférieur ou égal à 100 ;
- 1 siège de titulaire et 1 siège de suppléant lorsque le nombre d'électeurs observé au 1er septembre 2014 est inférieur à 20.

À l'issue du dépôt des candidatures, vous signalerez aux bureaux concernés de l'administration centrale, le mardi 28 octobre 2014 au plus tard, l'absence de candidats pour un grade donné (toutes organisations syndicales comprises).

Ces informations seront transmises à l'adresse mël suivante : elections-seconddegre@education.gouv.fr

Chaque liste doit comprendre autant de noms qu'il y a de sièges à pourvoir (titulaires et suppléants) pour un grade donné. Cependant, pour les corps comportant plusieurs grades, une liste peut ne pas présenter des candidats pour tous les grades d'un même corps. Ainsi, serait recevable une liste qui ne présenterait des candidats que pour le grade de professeur agrégé de classe normale (la classe est assimilée au grade en application du deuxième alinéa de l'article 2 du décret n° 82-451 du 28 mai 1982).

3.2.1.3 Pour les CAP des personnels d'encadrement et les CCP des directeurs adjoints chargés de SEGPA, des directeurs d'Erea et des directeurs d'ERPD

La composition des CAP des personnels d'encadrement et des CCP des directeurs adjoints chargés de SEGPA, des directeurs d'Erea et des directeurs d'ERPD est précisée en annexe 2.

À l'issue du dépôt des candidatures, vous signalerez aux bureaux concernés de l'administration centrale, le mardi 28 octobre 2014 au plus tard, l'absence de candidats pour un grade ou une catégorie d'emploi donné(e) (toutes organisations syndicales comprises).

Ces informations seront transmises à l'adresse mèl suivante : elections-encadrement@education.gouv.fr

Chaque liste doit comprendre autant de noms qu'il y a de sièges à pourvoir (titulaires et suppléants) pour un grade ou une catégorie d'emploi donné(e).

3.2.1.4 Pour les CCSA des directeurs d'établissements spécialisés

Le décret n° 74-388 du 8 mai 1974 modifié fixe les conditions de nomination et d'avancement dans certains emplois de directeur d'établissement spécialisé. Les personnels concernés sont les directeurs d'établissement d'éducation adaptée et spécialisée nommés aux emplois mentionnés aux articles 4, 5, 6 et 7 du décret susmentionné n° 74-388 du 8 mai 1974 modifié[1].

L'article 8 de ce décret dispose que les fonctionnaires concernés peuvent se voir retirer leur emploi, dans l'intérêt du service, après avis d'une commission consultative spéciale académique (CCSA) et que la composition des membres de cette commission est fixée par arrêté du ministre chargé de l'éducation nationale et du ministre chargé de la fonction publique.

En application de ces dispositions, l'arrêté interministériel du 18 février 1977 modifié, notamment par l'arrêté du 2 août 2013, crée auprès de chaque recteur cette commission pour les directeurs d'établissement spécialisé.

Chaque liste de candidats doit comprendre autant de noms qu'il y a de postes à pourvoir, soit deux titulaires et deux suppléants, conformément aux dispositions de l'article 5 et de l'annexe IV de l'arrêté du 18 février 1977 modifié.

Pour mémoire, l'arrêté du 2 août 2013, dans son chapitre II, a prorogé le mandat des membres des commissions consultatives spéciales compétentes à l'égard des directeurs d'établissements spécialisés jusqu'au prochain renouvellement général des instances représentatives du personnel de la fonction publique.

3.2.1.5 Pour les CAP des enseignants du premier degré

Le décret n° 90-770 du 31 août 1990 relatif aux commissions administratives paritaires uniques communes aux corps des instituteurs et des professeurs des écoles régit le nombre de sièges de la commission administrative paritaire nationale unique commune aux corps des instituteurs et des professeurs des écoles (CAPN) et des commissions administratives paritaires départementales uniques communes aux corps des instituteurs et des professeurs des écoles (CAPD).

La commission administrative paritaire nationale unique commune aux corps des instituteurs et des professeurs des écoles, est composée de 10 sièges dont 9 sièges représentant les instituteurs et les professeurs des écoles de classe normale et un siège de professeur des écoles hors classe (cf. **annexe 6A**). Pour chaque représentant titulaire du personnel, sont désignés dans les mêmes conditions que les titulaires un premier suppléant et un deuxième suppléant.

Le décret n° 90-770 du 31 août 1990 précité prévoit que le nombre de sièges des CAPD varie en fonction des effectifs.

Les articles 4, 5 et 5-1 du décret précité prévoient que chaque commission départementale, à l'exception de Saint-Pierre-et-Miquelon et de la Polynésie française, comprend :

- 5 membres titulaires représentant l'administration et 5 membres titulaires représentant le personnel lorsque le nombre total des effectifs de professeurs des écoles et d'instituteurs est inférieur à 1 500 ;
- 7 membres titulaires représentant l'administration et 7 membres titulaires représentant le personnel lorsque l'effectif est égal ou supérieur à 1 500 et inférieur à 2 800 ;
- 10 membres titulaires représentant l'administration et 10 membres titulaires représentant le personnel lorsque

l'effectif est au moins égal à 2 800.

Chaque titulaire a un suppléant désigné dans les mêmes conditions.

L'article 5 indique que pour l'application de l'article 4, les sièges des membres titulaires au sein de chaque commission administrative paritaire départementale ainsi qu'au sein de celle du département de Mayotte sont répartis conformément au tableau suivant :

Départements dont l'effectif est :	égal ou supérieur à 2 800	égal ou supérieur à 1 500 et inférieur à 2 800	inférieur à 1 500
Professeurs des écoles de classe normale et instituteurs	9 sièges	6 sièges	4 sièges
Professeurs des écoles hors classe	1 siège	1 siège	1 siège

L'article 5-1 précise que par dérogation aux articles 4 et 5, dans les départements dont l'effectif de professeurs des écoles hors classe est inférieur à 50, la classe normale et la hors-classe du corps des professeurs des écoles sont considérées comme constituant un seul et même grade.

La date d'observation des effectifs prévue aux articles 4 et 5, fait actuellement l'objet d'une modification. Le projet de décret portera la **date d'observation des effectifs au 1er septembre de l'année scolaire au cours de laquelle les élections sont organisées** (au lieu du 1er jour de la rentrée scolaire).

En application de l'article R. 222-29 du code de l'éducation et de l'arrêté du 10 août 2011 modifié, une délégation permanente de pouvoirs a été donnée aux recteurs d'académie et au vice-recteur de Mayotte pour fixer le nombre de sièges des CAPD en application des dispositions des article 4, 5 et 5-1 du décret n° 90-770 du 31 août 1990 modifié.

L'académie de Caen devra faire figurer dans son arrêté la composition de la CAP de Saint-Pierre et Miquelon prévue par l'article 6 du décret du 31 août 1990 précité.

Le nombre de sièges pour les enseignants du 1er degré de Polynésie Française est fixé par l'article 9 du décret n° 2003-1260 du 23 décembre 2003 fixant les dispositions statutaires applicables aux professeurs des écoles du corps de l'État créé pour la Polynésie française dans sa rédaction issue du décret n° 2010-1570 du 15 décembre 2010.

Pour mémoire, l'arrêté du 2 août 2013, dans son chapitre II, a prorogé le mandat des membres de la commission administrative commune compétente à l'égard des instituteurs et des professeurs des écoles des corps de l'État créés pour la Polynésie française jusqu'au prochain renouvellement général des instances représentatives du personnel de la fonction publique.

Les recteurs d'académie délèguent aux inspecteurs d'académie, directeurs académiques des services de l'éducation nationale, leur signature en matière de réception des déclarations individuelles de candidature (DIC), du dépôt des candidatures, de leur vérification et validation (cf. 3.3 et 3.4). Un modèle d'arrêté est joint en annexe (cf. **annexe 6B**). Cette compétence est exercée par les vice-recteurs à Mayotte et en Polynésie française. Le chef du service de l'éducation à Saint-Pierre-et-Miquelon reçoit cette délégation du recteur de Caen.

Il vous appartient, eu égard aux effectifs de votre académie, d'indiquer entre le 1er et le 15 septembre 2014 à l'administration centrale et aux organisations syndicales la composition de chacune des instances précitées.

3.2.1.6 Pour le CCMMEP, les CCMA, CCMD ou CCM

Les listes de candidats doivent être complètes, donc comporter autant de noms qu'il y a de sièges de représentants titulaires et suppléants à pourvoir. Toute liste comporte un nombre pair de noms. Des listes incomplètes ne peuvent être déposées (art. R. 914-10-11 et R. 914-13-12 du code de l'éducation).

Le CCMMEP comprend 10 représentants titulaires et 10 représentants suppléants des maîtres de l'enseignement privé sous contrat (cf. arrêté du 24 février 2014 référencé en annexe 1).

La circulaire du 28 mars 2014 relative à la réforme des instances représentatives des maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat susmentionnée détaille, en son annexe 2 « une composition et un fonctionnement remaniés des commissions consultatives mixtes », les seuils d'effectifs déterminant le nombre des représentants titulaires et suppléants des maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat (art. R. 914-5 et R. 914-8 du code de l'éducation) des CCMA, CCMD ou CCMI.

Pour ces commissions, le nombre des représentants titulaires et suppléants, déterminé sur la base des effectifs de maîtres des établissements d'enseignement privés des premier et second degrés sous contrat constatés au 1er avril 2014 conformément à l'arrêté du 24 février 2014 précité, est précisé à l'**annexe 2**.

3.2.2 Pour les candidatures sur sigle

Seules sont concernées les CCP des agents non titulaires. Les organisations syndicales qui souhaitent déposer une candidature sur sigle doivent se conformer à la procédure décrite au 3.3. Chaque candidature doit comporter le nom de la ou des organisations syndicales candidates.

3.3 Dépôt des candidatures, des professions de foi et des logos

Conformément à l'article 27 de l'arrêté relatif aux modalités d'organisation du vote électronique par internet, les organisations syndicales doivent déposer prioritairement de manière dématérialisée les candidatures, les logos et les professions de foi à l'adresse suivante : <https://candelec2014.adc.education.fr>

À défaut, et à titre tout à fait exceptionnel, les organisations syndicales peuvent déposer sur support informatique, à l'administration centrale - à la DGRH - pour les scrutins nationaux, et au SAAM pour les scrutins locaux spécifiques à l'administration centrale, à la DAF pour le comité consultatif ministériel des maîtres de l'enseignement privé sous contrat, dans les rectorats et vice-rectorats pour les scrutins académiques, et les services départementaux de l'éducation nationale pour les scrutins locaux et départementaux, les documents susmentionnés. Pour les scrutins CCMD et CCMI des maîtres des établissements d'enseignement privé du 1er degré sous contrat, les services auprès desquels peuvent être déposés, les candidatures, les logos et les professions de foi, sont précisés dans le tableau joint à l'**annexe 4**.

Dans tous les cas, les candidatures, les professions de foi et les logos doivent être déposés au plus tard le jeudi 16 octobre, 17 h, heure locale, conformément au calendrier mentionné au I de la présente circulaire.

Le délai de vérification de l'éligibilité des candidatures, imparti à l'administration, est ouvert à compter de la date limite de dépôt des candidatures, prévue au I, et pendant 3 jours. Durant ce délai et jusqu'au 20 octobre 18 h, heure locale, l'administration informe le délégué de l'inéligibilité de l'une ou des candidatures. Le délégué peut transmettre, jusqu'au 23 octobre 17 h, heure locale, la ou les rectifications nécessaires par voie dématérialisée.

Quelle que soit la modalité de dépôt des candidatures, des logos et des professions de foi, la procédure à suivre est indiquée en **annexe 4**. Le format et la taille des différents documents devront impérativement être respectés.

Il est rappelé que les professions de foi sont facultatives. Toutefois, lors du dépôt dématérialisé et en l'absence d'une profession de foi, un fichier PDF contenant une page barrée de la mention « pas de profession de foi » devra être déposée, dans les mêmes délais, quelle que soit la modalité de dépôt.

Lors du dépôt doivent être obligatoirement mentionnés le nom et les coordonnées (adresse courriel et téléphone) d'un délégué titulaire. Il peut également être fait mention d'un délégué suppléant.

En cas de dépôt d'une liste d'union/candidature commune, il n'est désigné qu'un seul délégué titulaire et éventuellement un seul délégué suppléant.

Le délégué titulaire ou son suppléant peut être toute personne électeur ou non, éligible ou non, appartenant ou non à l'administration, désignée par l'organisation syndicale pour représenter la candidature dans toutes les opérations électorales. En cas de scrutin de liste, le délégué peut être ou non candidat.

L'administration préconise qu'un même délégué ne soit pas désigné au titre de plusieurs académies, et ce pour rendre possible la constitution des bureaux de vote électronique et des bureaux de vote électronique centralisateurs, notamment en ce qui concerne la répartition des clés de chiffrement de l'urne.

Les professions de foi sont affichées dans les services centraux et déconcentrés (rectorats, vice-rectorats, service de l'éducation de Saint-Pierre-et-Miquelon, les services départementaux de l'éducation nationale et circonscriptions du premier degré).

3.4 Dépôt de candidatures communes

Une candidature commune peut être présentée par au moins deux syndicats affiliés ou non à la même union. Une liste commune peut être composée d'unions ou bien de syndicats représentant les personnels relevant du ministère avec la mention de leur affiliation à une union.

Dans tous les cas, la candidature est clairement désignée sous les noms ou sigles de toutes les organisations syndicales composant la candidature commune (par exemple « candidature syndicat A/ syndicat B »). Toutefois, en cas de scrutin de liste, il peut être fait mention, en regard du nom de chaque candidat, du syndicat au titre duquel celui-ci se présente. La déclaration de candidature est signée par chaque organisation syndicale concernée.

3.4.1 Impact sur l'attribution des sièges

La candidature commune est une candidature unique, soumise aux mêmes règles que la candidature individuelle. Ainsi, la candidature commune (de liste ou de sigle) obtient un ou plusieurs sièges en application de la règle de la proportionnelle avec répartition des restes à la plus forte moyenne, en fonction du nombre de voix qu'elle a obtenu.

En cas de scrutin de liste : chaque candidat est nommé dans l'ordre de la liste et siègera, pendant toute la durée de son mandat au nom de la liste commune (syndicat A/syndicat B) quelle que soit sa propre appartenance syndicale. Les suffrages ont été remportés en effet au titre de la liste commune et non au titre de chacun des syndicats qui la composent.

En cas de scrutin de sigle : les syndicats qui ont obtenu des sièges au titre de la candidature commune s'entendent pour désigner des agents qui siègeront au nom de la candidature commune.

3.4.2 Impact sur la répartition des suffrages

La répartition des suffrages sert au calcul de la représentativité des syndicats et le cas échéant des unions dont ils ont mentionné leur appartenance sur leur candidature.

Lorsqu'une candidature de liste ou de sigle commune a été établie par des organisations syndicales, la répartition entre elles des suffrages exprimés se fait sur la base indiquée par les organisations syndicales concernées lors du dépôt de leur candidature. A défaut d'indication, la répartition des suffrages se fait à part égale entre les organisations concernées.

Cette règle permet un décompte différencié des suffrages selon le choix exprimé par les organisations syndicales de la candidature.

La répartition est affichée avec les candidatures dans les services ministériels, les services déconcentrés, les établissements publics administratifs et les établissements d'enseignement supérieur.

Une fois les documents mentionnés ci-dessus déposés, un récépissé de dépôt est délivré (si dépôt dématérialisé : récépissé téléchargeable, si dépôt sur support informatique dans les services, un récépissé est remis). Ce récépissé ne préjuge pas de la recevabilité des candidatures. Il n'a pour vocation que d'indiquer la date et l'heure de dépôt des documents correspondants. Il figure en modèle à l'**annexe 14**.

3.5 Dépôt des déclarations individuelles de candidature (DIC)

En complément du dépôt des documents susmentionnés, les organisations syndicales doivent remettre, pour chaque candidat, hormis pour les CCP compétentes à l'égard des agents non titulaires, une déclaration individuelle de candidature (DIC) dans les services compétents pour chaque scrutin auprès des services désignés ci-après :

- national : à l'administration centrale, à la DGRH pour l'ensemble des scrutins nationaux, à l'exception du scrutin relatif au CCMMEP, pour lequel le dépôt s'effectue auprès de la sous-direction de l'enseignement privé de la DAF (DAF-D) ;
- académique : auprès des rectorats ;
- départemental : auprès des services départementaux de l'éducation nationale ;

- départemental ou interdépartemental pour l'enseignement privé : au service précisé en **annexe 4** ;
- local, spécifique à l'administration centrale : auprès du SAAM ;
- comité technique de proximité (Mayotte) et spécial des vice-rectorats et du service de l'éducation de Saint-Pierre-et-Miquelon : auprès du vice-rectorat concerné ou du service de l'éducation de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Les éléments, pour chacun des scrutins, devant figurer sur une DIC sont indiqués en **annexe 4** de la présente circulaire.

Ces DIC doivent impérativement être déposées conformément au calendrier prévu au I de la présente circulaire.

3.6 Appréciation de la recevabilité des candidatures présentées par les organisations syndicales

Toute organisation syndicale de fonctionnaires peut se présenter à une élection **dès lors que ce syndicat ou l'union de syndicats** à laquelle il est affilié **remplit, au sein de la fonction publique** de l'État, **trois conditions appréciées**, au plus tard, à la date de l'ouverture du scrutin, soit **le 27 novembre 2014** :

- **exister depuis au moins deux ans** à compter de la date de dépôt légal de ses statuts ;
- satisfaire aux critères de respect des **valeurs républicaines** ;
- et **d'indépendance**.

Afin d'apprécier le critère de respect des valeurs, il convient de se référer aux accords de Bercy qui ont considéré que le respect des valeurs républicaines implique notamment le respect de la liberté d'opinion politique, philosophique ou religieuse ainsi que le refus de toute discrimination, de tout intégrisme et de toute intolérance.

Le rejet d'une candidature, sur l'un des motifs précités, doit faire l'objet d'une motivation approfondie qui fera l'objet d'un contrôle de l'erreur manifeste d'appréciation par le juge administratif.

Il convient de noter que toute organisation syndicale de fonctionnaires créée par fusion d'organisations syndicales ou d'unions de syndicats ou de fédérations qui remplissent la condition d'ancienneté de deux ans est présumée remplir elle-même cette condition.

L'administration peut rejeter une liste de candidats, un ou plusieurs candidats, une liste d'union ou une candidature sur sigle jusqu'au lendemain de la date limite de dépôt des candidatures. Ce rejet doit être expressément motivé. S'agissant d'un scrutin de liste, si un ou plusieurs candidats inscrits sur une liste sont reconnus inéligibles dans un délai de trois jours suivant la date limite de dépôt des listes, l'administration informe sans délai le délégué de liste. Celui-ci transmet alors, à l'administration dans un délai de trois jours à compter de l'expiration du délai de trois jours susmentionné, les rectifications nécessaires. A défaut de rectification, l'administration raye de la liste les candidats inéligibles. Cette liste ne peut participer aux élections que si elle satisfait néanmoins à la condition de comprendre un nombre de noms égal au moins aux deux tiers des sièges de représentants titulaires et suppléants à pourvoir.

3.7 Procédure contentieuse en cas de rejet des candidatures pour non recevabilité

Cette procédure contentieuse ne concerne que les litiges relatifs à **la recevabilité des candidatures, c'est-à-dire à l'appréciation des trois critères que doivent remplir les organisations syndicales qui présentent ces candidatures, rappelés au 3.6.**

Seules les organisations syndicales dont la candidature est rejetée par l'administration peuvent utiliser cette procédure (CE, 6 décembre 1999, syndicat Sud Rural, Fédération syndicale unitaire, n° 213492). Toutefois, la candidature d'une organisation syndicale pourra toujours être contestée dans le cadre du contentieux a posteriori des opérations électorales.

En cas de recours devant le tribunal administratif sur la recevabilité des candidatures aux différents scrutins, il vous appartiendra de suivre attentivement le déroulement de la procédure, compte tenu des délais très courts dans lesquels elle s'inscrit, et de produire dans les plus brefs délais les mémoires exposant la position de l'administration en liaison avec les services de la direction des affaires juridiques. En tout état de cause, les recours éventuels n'interrompent pas le déroulement des opérations électorales. La décision du tribunal est immédiatement exécutoire, la procédure d'appel n'étant pas suspensive. Le processus électoral doit être poursuivi en intégrant la ou les candidatures dont le tribunal a admis la recevabilité.

Dans le cas où le tribunal admet la recevabilité d'une candidature écartée par l'administration, l'éligibilité des candidats devra être vérifiée par l'administration, dans le délai de trois jours à compter de la notification du jugement du tribunal. De même, la procédure de rectification des listes concurrentes doit être mise en œuvre simultanément,

dans le même délai.

Les délais sont indiqués dans l'**annexe 7** (procédure électorale délais et computation des délais, affichage et liste de candidats).

3.8 Candidatures concurrentes

Les organisations affiliées à une même union ne peuvent pas présenter de candidatures concurrentes à une même élection. Ce principe, de nature législative, s'applique à toutes les organisations syndicales qui présentent des candidatures.

En cas de dépôt de candidatures concurrentes, il convient de mettre en œuvre la procédure fixée par l'article 16 bis du décret n° 82-451 du 28 mai 1982, l'article 24 du décret n° 2011-184 du 15 février 2011 et l'article 16 de l'arrêté CCP ou par les articles R. 914-10-13 (CCM) ou R. 914-13-15 (CCMMEP) du code de l'éducation. Cette procédure prévoit que l'administration informe, dans des délais déterminés, les délégués de chacune des candidatures en cause et, le cas échéant, ceux de l'union concernée pour déterminer celle des candidatures qui bénéficiera de son habilitation.

Dans l'hypothèse où l'une des candidatures en cause n'est pas habilitée par l'union, l'administration apprécie, au niveau considéré et pour chaque scrutin, sa recevabilité au regard des dispositions décrites au 3.6 de la présente circulaire ou de l'annexe 8 « Recevabilité des candidatures des organisations syndicales pour la représentation des maîtres » de la circulaire du 28 mars 2014 relative à la réforme des instances représentatives des maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat susmentionnée. La candidature concernée ne peut, en aucun cas, se prévaloir de son appartenance à l'union ni la mentionner. Il en est de même lorsqu'aucune des candidatures n'a été habilitée par l'union.

Les délais sont indiquée dans l'**annexe 7** (procédure électorale - délais et computation des délais, affichage et liste de candidats) qui sont repris, pour les scrutins du privé, dans l'annexe 10 de la circulaire du 28 mars 2014 précitée.

4 - Moyens de vote

Un portail spécifique « élections » est dédié à l'ensemble des opérations de vote auxquelles participeront les agents concernés. Il est accessible à l'adresse suivante : <http://www.education.gouv.fr/electionspro2014>.

Ce portail permet à chaque électeur d'accéder à l'espace électeur pour s'identifier, créer son propre mot de passe, connaître les scrutins pour lesquels il est électeur, consulter les listes électorales, les listes de candidats et les professions de foi pour les scrutins concernés.

L'électeur pourra pendant la période de vote, à partir de cette même adresse, accéder à la solution de vote afin d'exprimer son ou ses votes et obtenir un accusé de réception pour chaque scrutin auquel il a participé.

4.1 Notice de vote : information sur l'élection et identifiant de vote

La notice de vote donne à l'électeur toutes les informations utiles pour se connecter sur le portail élections. Elle est remise à l'électeur contre émargement, ou transmise par courrier postal directement et à titre dérogatoire par voie électronique, conformément aux dispositions de l'article 30 de l'arrêté relatif aux modalités d'organisation du vote électronique par Internet.

4.1.1 Remise contre émargement

Chaque électeur est destinataire d'une enveloppe cachetée constituant la notice de vote qui lui délivre une information générale sur les élections et lui communique son identifiant de vote.

4.1.1.1 Pour les électeurs exerçant dans une structure pour laquelle une remise contre émargement est possible

La notice de vote est transmise à leur adresse professionnelle, jusqu'au 12 novembre 2014.

Le directeur d'école, le chef d'établissement ou le chef de service doit distribuer ce courrier, contre émargement avec date, dès réception et au plus tard le 12 novembre 2014. La liste des émargements, jointe à l'envoi de l'ensemble des courriers, est présentée par ordre alphabétique.

Dès le 13 novembre 2014 et sans délai, la liste des émargements ainsi que les courriers non distribués doivent être transmis, par les responsables d'école, d'établissement ou de service, aux responsables administratifs de gestion des agents (services centraux et déconcentrés et dans les services en charge des élections des universités). Ce retour

devra être effectué obligatoirement pour le jeudi 20 novembre.

Les personnels remplaçants affectés à l'année dans les établissements scolaires des 1^{er} et 2nd degrés recevront leur pli personnel du directeur d'école ou du chef d'établissement.

Concernant les courriers non remis, le directeur d'école, le chef d'établissement ou le chef de service doit indiquer le motif de non distribution et renvoyer les enveloppes aux services déconcentrés chargés du réacheminement vers les adresses personnelles.

Les personnes qui n'auront pas pu bénéficier de cette remise en main propre seront, à titre exceptionnel, destinataires d'un courriel à leur adresse professionnelle leur donnant les mêmes informations que celles mentionnées sur la notice de vote.

À l'issue des délais de recours contentieux, les courriers non distribués, qui auront été conservés dans un espace sécurisé, sont détruits par les chefs des services déconcentrés.

Les chefs d'établissements du réseau de l'Agence pour l'enseignement à l'étranger (AEFE) doivent conserver les enveloppes non remises ainsi que la liste des émargements dans un endroit sécurisé jusqu'à expiration des délais de recours contentieux. Les listes d'émargement seront adressées au courriel suivant : elections2014-dgrh@education.gouv.fr. Les plis non remis seront détruits sur indication du ministère chargé de l'éducation nationale.

4.1.1.2 Pour les agents affectés en COM

L'envoi des notices de vote devrait s'effectuer avant la date prévue pour les agents affectés dans un établissement de la métropole.

Les vice-rectorats et le service de l'éducation nationale de Saint-Pierre-et-Miquelon reçoivent l'ensemble des enveloppes destinées aux différents établissements.

Il conviendra de mettre tout en œuvre pour l'acheminement de ces enveloppes, par le moyen le plus approprié, à chaque responsable d'établissement, afin qu'il puisse distribuer les courriers cachetés contre émargement à chaque électeur.

Un registre des courriers expédiés par voie postale sera établi par le vice-recteur ou le chef du service de l'éducation de Saint-Pierre et Miquelon et conservé jusqu'à la fin du processus électoral.

À l'issue des délais de recours contentieux les courriers non distribués, qui auront été conservés dans un espace sécurisé, seront détruits par les chefs des services déconcentrés.

Par décision du vice-recteur ou du chef de service pour Saint-Pierre-et-Miquelon, les électeurs peuvent disposer de la capacité de retirer le pli qui les concerne dans les services jusqu'au jour de la clôture des scrutins, le 4 décembre 2014 à 16 h, heure de Paris, la clôture étant fixée le même jour à 17 h.

4.1.1.3 Pour les agents affectés dans un département ministériel autre que ceux relevant de l'éducation nationale ou de l'enseignement supérieur

La notice de vote peut être transmise soit par courrier postal, soit par courrier électronique.

4.1.2 Réception par courrier postal

Les électeurs, mentionnés aux 3^e et 4^e alinéas de l'article 30 de l'arrêté relatif aux modalités d'organisation du vote électronique par internet (notamment PRAG et PRCE affectés dans les établissements d'enseignement supérieur) qui ne peuvent obtenir leur courrier dans les conditions visées au 4.1.1 reçoivent leur notice de vote et leur identifiant par voie postale (cf. **annexe 8**). Les personnels remplaçants qui ne sont pas affectés à l'année dans un établissement scolaire du 1^{er} ou du 2nd degré recevront leur pli personnel par la voie postale.

4.1.2.1 Pour les agents en congé parental, congé de longue maladie, de longue durée, congé de formation professionnelle ou bénéficiant d'une décharge totale de service

La notice de vote est envoyée par voie postale à leur domicile.

4.1.2.2 Pour les agents en position de détachement ou mis à disposition

La notice de vote peut être transmise soit par courrier postal, soit par courrier électronique.

4.1.3 Réception par la voie électronique

Les électeurs pour lesquels l'envoi de la notice de vote par courrier postal n'a pas été possible, bénéficient d'une procédure d'envoi électronique. Le nombre d'électeurs concernés par cette procédure exceptionnelle sera faible. En effet, seront soumis à cette procédure dématérialisée :

- les électeurs détachés à l'exception de ceux exerçant leurs fonctions dans les organismes publics relevant de l'AEFE, des ministères de la défense nationale, de la culture et de la communication, de l'agriculture, de la jeunesse et des sports, des grands établissements publics nationaux (BNF,...) ;
- les agents non titulaires qui auront fait l'objet d'un primo recrutement ;
- les électeurs qui demanderont à nouveau leur identifiant ou un nouvel identifiant, à la suite d'une perte ou d'un vol de l'identifiant remis la première fois.

4.2 Création du mot de passe et procédure de réassort

4.2.1 Mot de passe

Le mot de passe est créé par l'électeur lui-même par voie électronique, à compter du 22 septembre 2014.

Après réception de son identifiant de vote, l'électeur doit se rendre via l'adresse

<http://www.education.gouv.fr/electionspro2014> sur l'espace électeur afin de créer son mot de passe, s'il ne l'a pas créé antérieurement.

J'attire votre attention sur le fait que l'identifiant de vote reçu et le mot de passe créé par l'électeur constituent les 2 éléments d'authentification indispensables à l'électeur pour exprimer ses votes.

4.2.2 Procédure de réassort en cas de perte ou de vol de l'identifiant de vote

Cette procédure, dont les modalités sont décrites ci-après, s'effectue obligatoirement par voie électronique sur le portail élections au sein de l'espace électeur.

Perte de l'identifiant de vote :

Le renvoi du même identifiant de vote est possible jusqu'au 4 décembre 2014, avant 17 heures, heure de paris. Ce nouvel envoi de l'identifiant à l'électeur est fait par voie électronique

Vol de l'identifiant de vote avant l'ouverture des scrutins :

Dans ce cas, l'électeur peut demander l'envoi d'un nouvel identifiant de vote par voie électronique.

Cette opération est possible jusqu'au 26 novembre 2014 (9h, heure de Paris). Il peut le recevoir par courriel ou SMS.

4.2.3 Perte du mot de passe avant ou pendant le déroulement des scrutins

Dans ce cas, l'électeur a la possibilité de recréer un mot de passe jusqu'au 4 décembre 2014, avant 16 h 50, heure de Paris.

Les scrutins pour lesquels il a déjà exprimé son vote ne sont pas accessibles car les votes sont définitifs.

5 - Opérations électorales

Pour le nombre de bureaux de vote électronique (BVE) et de bureaux de vote électronique centralisateurs (BVEC) et pour la répartition des clés de chiffrement : voir **annexes 9 (A, B et C)**.

5.1 Bureau de vote électronique (BVE)

5.1.1 Constitution

Il est prévu un bureau de vote électronique (BVE) par scrutin.

Les BVE sont créés dans les rectorats, les vice-rectorats, au service de l'éducation de Saint-Pierre-et-Miquelon et à l'administration centrale, conformément aux dispositions des articles 9 à 13 de l'arrêté relatif aux modalités d'organisation du vote électronique par internet des personnels relevant du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche pour l'élection des représentants des personnels aux comités techniques, aux commissions administratives paritaires, aux commissions consultatives paritaires, au comité consultatif ministériel des maîtres de l'enseignement privé sous contrat et aux commissions consultatives mixtes pour les élections professionnelles fixées du 27 novembre 2014 au 4 décembre 2014.

Chaque BVE comprend les membres suivants : un président, un secrétaire désigné par l'administration et un délégué de liste désigné par chacune des organisations syndicales candidates aux élections.

La composition de chaque BVE ainsi que la nomination des représentants de l'administration sont fixées, avant les opérations de scellement, par arrêté du ministre chargé de l'éducation nationale ou le cas échéant par le recteur d'académie, le vice-recteur, le chef du service de l'éducation à Saint-Pierre-et-Miquelon.

En cas d'absence ou d'empêchement, le président est remplacé par le secrétaire.

En cas de partage égal des voix, le président a voix prépondérante.

Des modèles d'arrêté de composition figurent en **annexes 10A et B**.

5.1.2 Rôle

Les bureaux de vote électronique (BVE) exercent les compétences décrites conformément aux dispositions de l'arrêté relatif au vote électronique par Internet susmentionné.

Les membres du BVE assurent notamment le bon déroulement des opérations électorales qui leur sont confiées.

Ils reçoivent des identifiants électroniques leur permettant d'accéder, sur le portail élections, à un espace dédié pour suivre le taux de participation du scrutin 3 fois par 24 h (8 h/14 h et 20 h à l'exclusion du 27 novembre à 8h et du 4 décembre à 20 h) et consulter la liste des émargements des électeurs ayant voté (une mise à jour automatique des informations sera effectuée chaque jour à 14 h).

En outre, pour le BVE de l'administration centrale en charge du scrutin relatif au comité consultatif ministériel des maîtres de l'enseignement privé, le BVE de Wallis et Futuna en charge du scrutin relatif au comité technique spécial, le BVE de Saint-Pierre-et-Miquelon en charge du scrutin relatif à la commission consultative mixte départementale, les membres détiennent les clés de chiffrement et exercent les compétences précisées à l'article 14 du décret n° 2011 595 du 26 mai 2011 et à l'article 14 de l'arrêté relatif aux modalités d'organisation du vote électronique par internet susmentionné. La détermination du nombre et la répartition des clés de chiffrement s'effectue suivant les modalités prévues par les articles 20 et 22 de l'arrêté relatif au vote électronique par internet susmentionné ; le président du BVE et ses membres détiennent chacun une clé (voir **annexes 9A, B et C** récapitulant le nombre de BVE/BVEC ainsi que les modalités de répartition des clefs).

Les membres des BVE institués pour l'élection des CAPD du 1er degré, peuvent se réunir au siège des services départementaux de l'éducation nationale pour l'accomplissement de leur mission.

Les séances au cours desquelles il est procédé, d'une part, à l'établissement et à la répartition des clefs de chiffrement et, d'autre part, au dépouillement sont ouvertes aux électeurs concernés par le scrutin.

5.2 Bureau de vote électronique centralisateur (BVEC)

5.2.1 Constitution

Les bureaux de vote électronique centralisateurs (BVEC) sont créés dans les rectorats, les vice-rectorats, au service de l'éducation de Saint-Pierre-et-Miquelon et à l'administration centrale conformément aux dispositions des articles 9 à 13 de l'arrêté relatif aux modalités d'organisation du vote électronique par internet des personnels relevant du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche pour l'élection des représentants des personnels aux comités techniques, aux commissions administratives paritaires, aux commissions consultatives paritaires, au comité consultatif ministériel des maîtres de l'enseignement privé sous contrat et aux commissions consultatives mixtes pour les élections professionnelles fixées du 27 novembre 2014 au 4 décembre 2014.

Chaque BVEC comprend les membres suivants : un président, un secrétaire, un ou deux assesseurs (selon le nombre de BVE) désignés par l'administration et un délégué représentant chacune des fédérations ou organisations syndicales ou listes d'union d'organisations syndicales n'ayant pas la même affiliation ayant déposé au moins une liste pour au moins un scrutin situé dans le champ de compétence du BVEC.

La composition de chaque BVEC, ainsi que la nomination des représentants de l'administration sont fixées, avant les

opérations de scellement, par arrêté du ministre chargé de l'éducation nationale ou le cas échéant par le recteur d'académie ou le vice-recteur.

En cas d'absence ou d'empêchement, le président est remplacé par le secrétaire.

En cas de partage égal des voix, le président a voix prépondérante.

Des modèles d'arrêté de composition figurent en **annexes 11A et B**.

5.2.2 Rôle

Les bureaux de vote électronique centralisateurs (BVEC) exercent les compétences fixées par l'article 17 du décret du 26 mai 2011 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique de l'État et par l'arrêté relatif aux modalités d'organisation du vote électronique par Internet susmentionné.

Les membres du BVEC détiennent les clés de chiffrement dont la détermination du nombre et la répartition s'effectue suivant les modalités prévues par les articles 21 et 22 de l'arrêté relatif aux modalités d'organisation du vote électronique par internet susmentionné.

Le président et les membres du BVEC sont chargés des opérations suivantes :

Avant le début du scrutin :

1. Procéder à la répartition des clefs de chiffrement ;
2. vérifier que les composantes du système de vote électronique ayant fait l'objet d'une expertise n'ont pas été modifiées et s'assurer que les tests prévus ont été effectués ;
3. vérifier, pour chacun des scrutins, que l'urne électronique est vide, scellée et chiffrée par des clefs de chiffrement délivrées à cet effet ;
4. procéder, pour chacun des scrutins, au scellement du système de vote électronique, de la liste des candidats, de la liste des électeurs, des heures d'ouverture et de fermeture du scrutin ainsi que du système de dépouillement.

À la clôture du scrutin :

Les membres des BVE et les membres des BVEC sont chargés des opérations post-électorales prévues au 6 de la présente circulaire.

Les séances au cours desquelles il est procédé, d'une part, à la répartition des clefs de chiffrement et, d'autre part, au dépouillement sont ouvertes aux électeurs concernés par le scrutin.

5.3. Le vote

Une application spécifique pour les électeurs non-voyants sera mise en œuvre. Les correspondants techniques (COTEC) seront les relais opérationnels pour ces personnels ayant des besoins spécifiques.

5.3.1 Modalités du vote

Entre le 27 novembre 2014, 10 h (heure de Paris) et le 4 décembre 2014, 17 h (heure de Paris), tout électeur peut se connecter au serveur de vote avec son identifiant de vote et son mot de passe via les sites académiques et ministériels.

Pour ce faire, l'électeur doit disposer d'un ordinateur connecté à Internet.

Après s'être authentifié, l'électeur a accès à l'ensemble des scrutins auxquels il peut participer. Il sélectionne alors l'un des scrutins pour lequel il souhaite émettre son vote. Les différentes candidatures avec leurs logos s'affichent à l'écran. L'électeur a la possibilité de consulter les listes des candidats correspondantes. L'électeur choisit une liste de candidats, une liste d'union/candidature commune ou une candidature sur sigle ou le vote blanc et valide son choix. Un écran lui demande ensuite de confirmer ce choix ou de le modifier. Dans ce dernier cas, il accède de nouveau à l'écran de choix.

Après validation du vote, une preuve de vote (identifiant reçu) s'affiche à l'écran. Celle-ci peut être imprimée et permettra à l'électeur de vérifier que son vote aura été dépouillé. Le vote est définitif et ne peut être modifié.

L'électeur accède à nouveau à l'écran de présentation des scrutins auxquels il peut participer. Il a alors connaissance des scrutins pour lesquels il lui reste à émettre un vote.

Pour chaque scrutin, l'électeur doit réitérer cette procédure.

L'électeur a la possibilité de se déconnecter à tout moment ou de quitter l'espace de vote après avoir exprimé ou non un vote pour un scrutin.

L'électeur peut se reconnecter, à tout moment pendant la période de vote, afin d'exprimer un vote pour les scrutins auxquels il n'aurait pas encore participé.

5.3.2 L'espace électoral

L'espace électoral accueille le ou les postes informatiques dédiés connectés à Internet, placé dans une salle organisée de manière à préserver la confidentialité du choix de l'électeur. Chaque poste informatique doit, dans la mesure du possible, être relié à une imprimante, afin qu'à l'issue de chaque vote émis par l'électeur, celui-ci puisse éditer sa preuve de vote (identifiant de reçu).

Il convient de donner toute facilité, particulièrement aux électeurs qui n'utilisent pas de manière coutumière les outils informatiques, pour se rendre dans les espaces ouverts sur les lieux de travail.

Un espace électoral est mis en place le 4 décembre 2014 dans tous les lieux de travail relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, sous la responsabilité de l'administration, accessible durant les heures de service, et dans les conditions suivantes :

- les écoles publiques et privées sous contrat de 8 électeurs et plus disposent d'au moins un poste dédié ;
- les électeurs des écoles du premier degré de moins de huit électeurs ont accès aux établissements publics locaux d'enseignement et aux services académiques disposant d'un espace électoral ;
- les établissements d'enseignement scolaire du second degré, les établissements d'enseignement privés du second degré sous contrat, les services centraux et déconcentrés, les établissements publics administratifs ainsi que les établissements publics d'enseignement supérieur disposent d'au moins un poste, plus un poste dédié par tranche de trente électeurs, au-delà de la trentaine ;
- les établissements et services disposant d'implantations géographiques éloignées entre elles doivent mettre à disposition, sur chaque site, un poste dédié par tranche de trente électeurs.

Les personnels bénéficiant à titre individuel, comme outil de travail, d'un poste informatique n'entrent pas dans le calcul de la tranche des électeurs.

Vous voudrez bien diffuser, sur votre site académique, la cartographie de ces espaces de vote en précisant pour chaque site les horaires d'ouverture.

Pendant l'ouverture des espaces de vote et durant les heures d'ouverture des différents sites, chaque électeur régulièrement inscrit sur les listes électorales peut se rendre dans ceux-ci. Une bienveillance particulière devra être accordée aux personnels qui souhaitent exprimer leur scrutin, au regard de leurs obligations de service.

En cas d'incapacité à utiliser l'ordinateur mis à disposition, l'électeur peut se faire accompagner par un électeur de son choix, dans le cadre de la procédure de vote sous réserve que l'accompagnant soit inscrit sur l'une des listes électorales.

Pendant la journée de mise à disposition du poste dédié le 4 décembre, l'accès à l'espace électoral peut s'effectuer durant la pause méridienne et les heures de service, à l'exception des dispositions prévues pour les établissements scolaires du 1er degré et le vice-rectorat de Wallis-et-Futuna pour lesquels l'espace de vote ne sera pas accessible durant la pause méridienne de 12 h à 14 h (cf. I de la présente circulaire). Une vigilance particulière conduira à permettre l'accès à tout personnel électeur ou représentant d'une organisation syndicale candidate dans les établissements ayant ouvert un espace électoral. Conformément aux dispositions de l'article 41 de l'arrêté relatif aux modalités d'organisation du vote électronique par internet susmentionné et par dérogation à l'article 33 de ce même arrêté, les espaces électoraux peuvent être ouverts, en heures locales, durant les horaires de service :

- en Nouvelle-Calédonie, Guyane et Wallis-et-Futuna, du lundi 1er décembre 2014 au jeudi 4 décembre 2014 ;
- en Polynésie française, les jeudi 27 novembre 2014 et vendredi 28 novembre 2014 puis du lundi 1er décembre 2014 au jeudi 4 décembre 2014 ;
- à Mayotte, les mercredi 3 décembre 2014 et jeudi 4 décembre 2014 ;
- en Guadeloupe et en Martinique, les mardi 2 décembre 2014 et jeudi 4 décembre 2014.

6 - Opérations post-électorales

À la clôture du scrutin (jeudi 4 décembre 2014, 17 h, heure de Paris) et après épuisement du délai de 20 minutes accordé à l'électeur connecté au moment de la clôture pour exprimer son vote, le contenu de l'urne et la liste d'émargement sont horodatés et scellés automatiquement sur le serveur sous le contrôle du bureau de vote (BVE ou BVEC).

Un expert dûment mandaté vérifie l'intégrité du système. Le dépouillement ne peut intervenir avant l'autorisation donnée par l'expert. Cette autorisation sera matérialisée par un courriel aux présidents des BVE et BVEC garantissant l'intégrité du système.

L'autorisation délivrée par les experts sera jointe au procès-verbal de chaque BVE ou BVEC.

6.1 Dépouillement des votes

Après réception du procès-verbal de l'expert, le bureau de vote (BVE ou BVEC compétent pour le dépouillement) peut procéder aux opérations de dépouillement des scrutins.

Il sera procédé, le jeudi 4 décembre, au dépouillement des scrutins relatifs aux comités techniques, au CCMMEP et aux CCMA, CCMD et CCMI et, le vendredi 5 décembre, au dépouillement des scrutins relatifs aux commissions administratives paritaires et enfin relatifs aux commissions consultatives paritaires.

Pour procéder au dépouillement, la présence du président du bureau de vote est indispensable et le nombre de membres détenteurs de clés présents doit être au moins égal au seuil fixé à l'article 22 de l'arrêté relatif aux modalités d'organisation du vote électronique par internet susmentionné.

L'opération de dépouillement ne peut pas être interrompue.

6.2 Répartition des sièges

6.2.1 Règle de la plus forte moyenne (cf annexe 12)

La répartition des sièges se fait en fonction du nombre total des sièges de représentants titulaires attribués à chaque candidature de liste ou de sigle par scrutin.

Chaque candidature de liste ou de sigle a droit à autant de sièges de représentants titulaires que le nombre de voix recueillies par elle contient de fois le quotient électoral. Le quotient électoral est obtenu en divisant le nombre total de suffrages valablement exprimés (suffrages exprimés moins les votes blancs et nuls) par le nombre de représentants titulaires à élire.

Les sièges de représentants titulaires restant éventuellement à pourvoir sont attribués suivant la règle de la plus forte moyenne.

N.B : dans le cas où, pour l'attribution d'un siège, les candidatures de liste ou de sigle ont la même moyenne, le siège est attribué à la candidature de liste ou de sigle qui a recueilli le plus grand nombre de voix. Si plusieurs de ces listes ont obtenu le même nombre de voix, le siège est attribué à celle ayant présenté le plus grand nombre de candidats (sauf pour les scrutins du privé, pour lesquels les listes sont complètes). Si plusieurs de ces candidatures de liste ou de sigle ont présenté le même nombre de candidats, alors le siège est attribué à l'une d'entre elles par voie de tirage au sort. Cette dernière opération se fait de manière manuelle.

Dans l'hypothèse où aucune candidature de liste ou de sigle n'a été présentée par les organisations syndicales, la désignation des représentants du personnel a lieu par voie de tirage au sort.

6.2.1.1 Pour les CT

La répartition des sièges s'effectue conformément à l'article 28 du décret n° 2011-184 du 15 février 2011. Il convient également de se référer à la circulaire portant application du décret précité (cf. **annexe 12**).

6.2.1.2 Pour les CAP et les CCPA des directeurs adjoints chargés de SEGPA, des directeurs d'Erea et des directeurs d'ERPD

Toutes les précisions concernant les modalités d'attribution des sièges figurent à l'article 21 du décret n° 82-451 du 28 mai 1982. Il convient également de se référer à la circulaire portant application du décret précité (cf. **annexe 12**).

La désignation des membres titulaires est effectuée ainsi :

1/ Fixation des grades dans lesquels les listes ont des représentants titulaires

La liste ayant droit au plus grand nombre de sièges choisit les sièges de titulaires qu'elle souhaite se voir attribuer sous réserve de ne pas empêcher par son choix une autre liste d'obtenir le nombre de sièges auxquels elle a droit dans les grades pour lesquels elle avait présenté des candidats. Elle ne peut toutefois choisir d'emblée plus d'un siège dans chacun des grades pour lesquels elle a présenté des candidats que dans le cas où aucune autre liste n'a présenté de candidats pour le ou les grades considérés.

Les autres listes exercent ensuite leur choix successivement dans l'ordre décroissant du nombre de sièges auxquels elles peuvent prétendre, dans les mêmes conditions et sous les mêmes réserves. En cas d'égalité du nombre des sièges obtenus, l'ordre des choix est déterminé par le nombre respectif de suffrages obtenu par les listes en présence. En cas d'égalité du nombre des suffrages, l'ordre des choix est déterminé par voie de tirage au sort. Lorsque la procédure prévue ci-dessus n'a pas permis à une ou plusieurs listes de pourvoir tous les sièges auxquels elle aurait pu prétendre, ces sièges sont attribués à la liste qui, pour les grades dont les représentants restent à désigner, a obtenu le plus grand nombre de suffrages.

Dans l'hypothèse où aucune liste n'a présenté de candidats pour un grade du corps considéré, les représentants de ce grade sont désignés par voie de tirage au sort parmi les fonctionnaires titulaires de ce grade en résidence dans le ressort de la commission concernée dont les représentants doivent être membres. Si les fonctionnaires ainsi désignés n'acceptent pas leur nomination, les sièges vacants des représentants du personnel sont attribués à des représentants de l'administration.

2/ Désignation des représentants titulaires de chaque grade

Les représentants titulaires sont désignés selon l'ordre de présentation de la liste.

3) Hypothèse, pour les CAP, de l'absence de candidats pour ou plusieurs grades

Si un ou plusieurs grades sont dénués de tout candidat pour l'attribution des sièges par la voie de l'élection, le quotient électoral est calculé en retenant les sièges pour lesquels des candidatures ont été présentées, sans tenir compte de ceux devant être pourvus par la voie du tirage au sort.

6.2.1.3 Pour les CCP des ANT

La répartition des sièges se fait en fonction du nombre total des sièges de représentants titulaires attribués selon les effectifs des personnels concernés, selon la règle de la plus forte moyenne.

Dans les huit jours qui suivent la proclamation des résultats, les sièges doivent être attribués par niveau de catégorie entre les organisations syndicales.

La fixation des niveaux de catégorie dans lesquelles les organisations syndicales ont des représentants titulaires est effectuée selon les modalités suivantes :

- l'organisation syndicale ayant droit au plus grand nombre de sièges choisit les sièges de titulaires qu'elle souhaite se voir attribuer. Elle ne peut toutefois choisir d'emblée plus d'un siège dans chaque niveau de catégorie ;
- les autres organisations syndicales exercent ensuite leur choix successivement dans l'ordre décroissant du nombre de sièges auxquelles elles peuvent prétendre, dans les mêmes conditions. En cas d'égalité du nombre de sièges obtenus, l'ordre du choix est déterminé par le nombre respectif de suffrages obtenus par les organisations syndicales en présence. En cas d'égalité du nombre de suffrages, l'ordre des choix est déterminé par voie de tirage au sort. Dans l'hypothèse où aucune candidature de liste ou de sigle n'a été présentée par les organisations syndicales, la désignation des représentants du personnel a lieu par voie de tirage au sort.

6.2.1.4 Pour le CCMMEP et les CCMA, CCMD ou CCM

La répartition des sièges est précisée en annexe 9 « Modalités d'attribution des sièges des représentants des maîtres » de la circulaire du 28 mars 2014 relative à la réforme des instances représentatives des maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat susmentionnée.

6.2.2 Procédure de désignation applicable aux CTSD et CTSA et aux CCP

La procédure de désignation s'applique pour les comités techniques spéciaux départementaux et académiques qui ne font pas l'objet d'une élection directe ainsi que pour les CCP des ANT pour lesquels les élections ont lieu avec un scrutin sur sigle.

Dans l'hypothèse où aucune candidature de liste ou de sigle n'a été présentée, il est procédé à une désignation par voie de tirage au sort.

6.2.2.1 Pour les CTSD et les CTSA

Les résultats obtenus dans le département concerné pour le CTSD et dans les services du rectorat de l'académie concernée pour le CTSA, pour l'élection au CTA sont pris en compte. Les sièges sont attribués aux organisations syndicales qui ont participé à l'élection du CTA selon la règle de la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne.

Le recteur de l'académie compétent est chargé de fixer par arrêté la liste des organisations syndicales habilitées à désigner des représentants ainsi que le nombre de sièges auxquels les organisations syndicales ont droit et le délai imparti pour procéder à cette désignation qui doit être compris entre 15 et 30 jours.

Le représentant désigné doit remplir les conditions d'éligibilité requises (article 20 du décret du 15 février 2011) et relever du périmètre du CTSD (tous les personnels des écoles et EPLE du ressort départemental concerné ; cf. article 6 arrêté du 8 avril 2011) ou du CTSA (services du rectorat et services départementaux de l'éducation nationale ; cf. article 5-1 de l'arrêté du 8 avril 2011).

Lorsque l'organisation syndicale candidate ne peut désigner, dans le délai imparti, tout ou partie de ses représentants pour le ou les sièges auxquels elle a droit, ces sièges demeurent non attribués aux organisations syndicales. Ces mêmes sièges sont par la suite attribués par tirage au sort parmi la liste des électeurs à la commission, éligibles au moment de la désignation.

Un arrêté doit être ensuite pris et publié pour préciser le nom des représentants ainsi désignés.

6.2.2.2 Pour les CCP des ANT

Les organisations syndicales candidates disposent d'un délai de 30 jours à compter de la proclamation des résultats pour désigner leur représentant.

Le représentant doit remplir les conditions requises pour être inscrit sur les listes électorales.

Exclusion :

- les agents en congé grave maladie ;
- les agents frappés d'une des incapacités énoncées par les articles L. 5 et L. 6 du code électoral ;
- les agents frappés d'une exclusion temporaire de fonctions, à moins qu'elle n'ait été amnistiée ou que les intéressés n'aient bénéficié d'une décision acceptant leur demande tendant à ce qu'aucune trace de la sanction prononcée ne subsiste dans leur dossier.

Lorsque l'organisation syndicale candidate ne peut désigner dans le délai imparti de 30 jours, tout ou partie de ses représentants pour le ou les sièges auxquels elle a droit, ces sièges demeurent non attribués aux organisations syndicales.

Ces mêmes sièges sont par la suite attribués par tirage au sort parmi la liste des électeurs à la commission, éligibles au moment de la désignation.

6.2.3 Hypothèse où aucune candidature de liste ou de sigle n'a été présentée et qu'il doit être procédé à une désignation par tirage au sort

Pour les CT, la procédure de désignation par tirage au sort se fait parmi la liste des électeurs au comité technique concerné conformément aux dispositions de l'article 33 du décret du 15 février 2011.

Pour les CAP, la procédure de désignation par tirage au sort se fait parmi les fonctionnaires du ou des grades du corps concerné conformément aux dispositions du b de l'article 21 du décret du 28 mai 1982 précité. Si les fonctionnaires ainsi désignés n'acceptent pas leur nomination, les sièges vacants des représentants du personnel sont attribués à des représentants de l'administration qui seront nécessairement titulaires d'un grade égal ou supérieur.

Pour les CCP, la procédure de désignation par tirage au sort se fait parmi la liste des électeurs aux CCP éligibles au moment de la désignation.

Pour le CCMMEP, les CCMA, CCMD et CCMI, le tirage au sort est opéré parmi les électeurs à l'instance concernée (articles R. 914-10-19 et R. 914-13-23 du code de l'éducation).

6.3 Proclamation des résultats

Pour les différentes instances, après la répartition des sièges et la signature des procès-verbaux (cf. **annexes 13A et B**), le président du bureau de vote électronique proclame les résultats le 4 et le 5 décembre 2014, à l'issue du dépouillement des votes conformément au calendrier des opérations électorales.

L'ensemble des résultats électoraux seront publiés sur le site www.education.gouv.fr/electionspro2014 afin d'unifier le point de départ des délais de recours contre le processus électoral.

Les contestations sur la validité des opérations, les résultats électoraux et la répartition des sièges sont obligatoirement portées devant l'administration avant toute saisine éventuelle postérieure du juge administratif, dans un délai de cinq jours à compter de la publication des résultats.

Ce recours administratif devant le ministre ou, selon le cas, devant l'autorité auprès de laquelle l'instance est constituée est préalable à toute saisine éventuelle de la juridiction administrative.

6.4 Conservation des clefs de chiffrement et des mots de passe

À l'issue du dépouillement des scrutins, il est fait application de l'article 40 de l'arrêté relatif aux modalités d'organisation du vote électronique par Internet susmentionné. Les clefs de chiffrement et les mots de passe associés sont conservés sous plis scellés publiquement.

Les fichiers et les clefs sont détruits par les services de l'administration centrale à l'issue des délais de recours contentieux si aucune instance juridictionnelle n'est engagée. Dans l'hypothèse d'une procédure contentieuse, la destruction ne peut être engagée qu'à l'issue de la décision juridictionnelle devenue définitive.

7 - Assistance

Il est mis en place deux systèmes d'assistance prévus par les articles 7 et 34 de l'arrêté relatif au vote électronique par Internet. Ces systèmes d'assistance technique et téléphonique sont accessibles par appel téléphonique non surtaxé à partir du guichet unique académique d'assistance.

7.1 Cellule d'assistance technique académique

Une cellule d'assistance technique académique est créée à compter du 22 septembre 2014 par appel téléphonique non surtaxé. Elle prend en charge les questions liées à l'utilisation de l'outil nécessaire à l'accomplissement des opérations électorales pour les électeurs relevant de l'académie. Les représentants de l'administration peuvent faire appel au prestataire. Les heures d'ouverture sont publiées sur les sites internet des académies.

7.2 Cellule d'assistance téléphonique

Une cellule d'assistance téléphonique est instituée afin d'aider les électeurs dans l'accomplissement des opérations électorales du 27 novembre 2014 au 4 décembre 2014. La cellule d'assistance téléphonique est accessible par un numéro non surtaxé le jeudi 27 novembre, le vendredi 28 novembre, le lundi 1er décembre, le mardi 2 décembre, et le mercredi 3 décembre 2014 de 8 h à 20 h. Elle est accessible le samedi 29 novembre 2014 de 9 h à 17 h et le jeudi 4 décembre 2014 de 8 h à 17 h (heure de Paris).

8 - Mesures diverses

La circulaire n° 2011-107 du 18 juillet 2011 relative à l'organisation des élections professionnelles (du 13 au 20 octobre 2011) au CTM, aux CTA, CTAC, aux comités techniques spéciaux et de proximité, à la CAPM, aux CAPN, aux CAP académiques et départementales, aux CAP locales et aux CCP du MEN et du MESR est abrogée.

Toutes difficultés d'application des présentes modalités doivent être communiquées à la direction générale des ressources humaines : elections2014-contact@education.gouv.fr

Fait le 16 septembre 2014

Pour la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche
et par délégation,
La directrice générale des ressources humaines,
Catherine Gaudy

Pour la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche
et par délégation,
Le directeur des affaires financières,
Guillaume Gaubert

[1] Article 4 du décret du 8 mai 1974 : directeur d'école autonome et de perfectionnement communale et départementale (caduque)

Article 5 du décret du 8 mai 1974 : directeur d'école d'application

Article 6 du décret du 8 mai 1974 : directeur d'école comportant au moins 3 classes spécialisées (CLIS), directeur d'établissement ayant passé protocole avec le MEN (IME, etc.)

Article 7 du décret du 8 mai 1974 : directeur de CMPP

Annexe 1

↳ Textes juridiques applicables aux élections professionnelles

Annexe 2

↳ Liste des instances soumises aux élections, ventilation des sièges CAP et nombre des sièges aux CCMA, CCMD et CCMI

Annexe 3A, 3B

↳ Formulaire réclamation LEC
Formulaire réclamation tardive LEC

Annexe 4

↳ Synthèse formalités candidature et dépôts de listes

Annexe 5

↳ Nombres minimaux de candidats devant figurer sur une liste de candidatures à l'élection des comités techniques

Annexe 6A, 6B

↳ Annexe 6A Arrêté, annexe 6B Arrêté

Annexe 7

↳ Procédure électorale

Annexe 8

- ↳ Envoi postal à l'adresse personnelle de la notice de vote

Annexe 9A, 9B, 9C

- ↳ Nombre de BVE dans le BVEC public
- ↳ Nombre de BVE dans le BVEC académique public
- ↳ Nombre et répartition des clefs des 71 BVE ou BVEC

Annexe 10A, 10B

- ↳ BVE enseignement public
- ↳ BVE enseignement privé sous contrat

Annexe 11A, 11B

- ↳ BVEC enseignement public
- ↳ BVEC enseignement privé sous contrat

Annexe 12

- ↳ Calcul de répartition des sièges

Annexe 13A, 13B

- ↳ Modèle de procès-verbal résultats (enseignement public)
- ↳ Modèle de procès-verbal résultats (enseignement privé sous contrat)

Annexe 14

- ↳ Modèle de récépissé de dépôt de candidatures

Annexe 1**Textes juridiques applicables aux élections professionnelles du 27 novembre au 4 décembre 2014****I - Comités techniques et commissions administratives paritaires, commissions consultatives paritaires**

- 1 - La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, dans leur rédaction issue de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique, plus spécialement article 9.
- 2 - Le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 modifié relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'État.
- 3 - Le décret relatif à la création de comités techniques auprès du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.
- 4 - L'arrêté du 8 avril 2011 modifié portant création du comité technique ministériel et des comités techniques des services déconcentrés du ministère chargé de l'éducation nationale.
- 5 - L'arrêté du 1er juillet 2011 portant création du comité technique d'administration centrale des ministères chargés de l'éducation nationale et de l'enseignement et de la recherche.
- 6 - Circulaire d'application du décret n° 2011-184 du 15 février 2011 relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'État (organisation et composition).
- 7 - Le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires dans sa version issue du décret n° 2011-183 en date du 15 février 2011.
- 8 - Le décret n° 84-914 du 10 octobre 1984 modifié relatif aux commissions administratives paritaires de certains personnels enseignants relevant du ministère de l'éducation nationale.
- 9 - Le décret n° 90-770 du 31 août 1990 modifié relatif aux commissions administratives paritaires uniques communes aux corps des instituteurs et des professeurs des écoles.
- 10 - L'arrêté du 6 septembre 1984 portant création de commissions consultatives paritaires compétentes à l'égard de certains personnels de direction des établissements d'enseignement et de formation relevant du ministère de l'éducation nationale.
- 11 - L'arrêté du 6 septembre 1984 portant création de commissions consultatives paritaires compétentes à l'égard de certains personnels de direction des établissements d'enseignement et de formation relevant du ministère de l'éducation nationale et exerçant dans les territoires d'outre-mer.
- 12 - L'arrêté du 27 juin 2011 modifié instituant des commissions consultatives paritaires compétentes à l'égard de certains agents non titulaires exerçant au sein du ministère de l'éducation nationale.
- 13 - L'arrêté du 3 juin 2014 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la fonction publique de l'État.
- 14 - Arrêté du 25 juillet 2014 relatif à la réduction de la durée des mandats des membres de certaines instances représentatives du personnel du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche

II - Comité consultatif ministériel et commissions consultatives mixtes académiques, départementales ou interdépartementales des maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat

- 15 - Code de l'éducation, articles L. 914-1-2 et L. 914-1-3.
- 16 - Code de l'éducation, articles R. 914-13-1 à R. 914-13-39 créés par le décret n° 2013-1230 du 23 décembre 2013 portant création auprès du ministre chargé de l'éducation nationale du comité consultatif ministériel des maîtres de l'enseignement privé sous contrat.
- 17 - Code de l'éducation, articles R. 914-4 à R. 914-10-23 modifiés ou créés par le décret n° 2013-1231 du 23 décembre 2013 relatif aux commissions consultatives mixtes des maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat et relevant du ministre de l'éducation nationale.
- 18 - Décret modifiant le décret n° 2009-920 du 28 juillet 2009 modifiant les dispositions réglementaires du chapitre IV du titre 1er du livre IX du code de l'éducation et portant extension de ces dispositions à la Nouvelle-Calédonie et à la Polynésie française (à paraître).
- 19 - Arrêté du 24 février 2014 fixant le nombre de représentants des maîtres au comité consultatif ministériel des maîtres de l'enseignement privé sous contrat.
- 20 - Arrêté du 24 février 2014 fixant la date de constatation des effectifs déterminant le nombre de sièges des représentants des maîtres aux commissions consultatives mixtes des établissements d'enseignement privés sous contrat.
- 21 - Circulaire MEN DAF-D n° 2014-045 du 28 mars 2014 relative à la réforme des instances représentatives des maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat.

III - Vote électronique par Internet

22 - Le décret n° 2011- 595 du 26 mai 2011 relatif aux conditions et modalités de recours au vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique d'État.

23 - Le décret n° 2014-1029 du 9 septembre 2014 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et pour les élections professionnelles des maîtres des établissements d'enseignement privés des premier et second degrés sous contrat et relevant du ministre chargé de l'éducation nationale.

24 - L'arrêté du 9 septembre 2014 relatif aux modalités d'organisation du vote électronique par internet des personnels relevant du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche pour l'élection des représentants des personnels aux comités techniques, aux commissions administratives paritaires, aux commissions consultatives paritaires, au comité consultatif ministériel des maîtres de l'enseignement privé sous contrat et aux commissions consultatives mixtes pour les élections professionnelles fixées du 27 novembre 2014 au 4 décembre 2014.

25 - L'arrêté du 9 septembre 2014 portant création de traitements automatisés de données à caractère personnel pour le vote électronique par internet pour l'élection des instances de représentation des personnels relevant du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Annexe 2**Liste des instances soumises aux élections, ventilation des sièges CAP et nombre des sièges aux CCMA, CCMD et CCMi****A - Liste des instances de représentation des personnels soumises aux élections du 27 novembre au 4 décembre 2014****1. Comités techniques**

Comité technique ministériel de l'éducation nationale

Comité technique d'administration centrale des ministères chargés de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche

Comités techniques académiques

Comité technique de proximité de Mayotte

Comités techniques spéciaux de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française, de Wallis-et-Futuna et de Saint-Pierre-et-Miquelon

2. Commissions administratives paritaires ministérielles ou nationales

Administrateurs civils

Inspecteurs d'académie - inspecteurs pédagogiques régionaux

Inspecteurs de l'éducation nationale

Personnels de direction d'établissement d'enseignement ou de formation relevant du ministre de l'éducation nationale

Professeurs de chaires supérieures

Ingénieurs de recherche

Ingénieurs d'études

Assistants ingénieurs

Techniciens de recherche et de formation

Conservateurs généraux des bibliothèques

Conservateurs des bibliothèques

Bibliothécaires

Bibliothécaires assistants spécialisés

Magasiniers des bibliothèques

Techniciens de l'éducation nationale

Attachés d'administration de l'État

Secrétaires administratifs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur

Adjointes administratifs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur

Médecins de l'éducation nationale

Infirmiers de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur

Infirmières et infirmiers du ministère chargé de l'éducation nationale

Conseillers techniques de service social des administrations de l'État

Assistants de service social des administrations de l'État

Professeurs agrégés

Professeurs certifiés et adjoints d'enseignement

Professeurs d'éducation physique et sportive et chargés d'enseignement d'éducation physique et sportive

Professeurs de lycée professionnel

Professeurs des écoles et instituteurs

Conseillers principaux d'éducation

Conseillers d'orientation psychologues et directeurs de centre d'information et d'orientation

Adjointes techniques de recherche et de formation

Adjointes techniques des établissements d'enseignement

3. Commissions administratives paritaires académiques, départementales et locales

Inspecteurs de l'éducation nationale

Personnels de direction d'établissement d'enseignement ou de formation relevant du ministre de l'éducation nationale

Attachés d'administration de l'État

Secrétaires administratifs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur

Adjointes administratifs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur

Infirmiers de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur

Assistants de service social des administrations de l'État

Professeurs agrégés

Professeurs certifiés et adjoints d'enseignement

Professeurs d'éducation physique et sportive et chargés d'enseignement d'éducation physique et sportive

Professeurs d'enseignement général de collège

Professeurs de lycée professionnel

Professeurs des écoles et instituteurs

Conseillers principaux d'éducation

Conseillers d'orientation psychologues et directeurs de centre d'information et d'orientation

Adjointes techniques de recherche et de formation

Adjointes techniques des établissements d'enseignement

4. Commissions administratives paritaires

Inspecteurs généraux de l'éducation nationale

Inspecteurs généraux de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche

5. Commissions consultatives paritaires nationales

Directeurs d'établissement régional d'enseignement adapté (Erea)

Directeurs d'école régionale du premier degré (ERPD)

6. Commissions consultatives paritaires académiques

Directeurs adjoints chargés de section d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA)

7. Commissions consultatives spéciales académiques compétentes à l'égard des directeurs d'établissements spécialisés

8. Commissions consultatives paritaires compétentes à l'égard des agents non titulaires

Agents non titulaires exerçant leurs fonctions dans les services centraux du ministère chargé de l'éducation nationale

Agents non titulaires exerçant des fonctions d'enseignement d'éducation et d'orientation

Agents non titulaires exerçant des fonctions dans les domaines administratif, technique, social et de santé

Agents non titulaires exerçant des fonctions de surveillance et d'accompagnement des élèves (assistants d'éducation/ agents accompagnant les élèves en situation de handicap/maîtres d'internat/surveillants d'externat)

9. Comité consultatif ministériel des maîtres de l'enseignement privé sous contrat

10. Commissions consultatives mixtes

10.1 Commissions consultatives mixtes départementales ou interdépartementales des maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat relevant des échelles de rémunération du premier degré

10.2 Commissions consultatives mixtes académiques des maîtres et documentalistes des établissements d'enseignement privés sous contrat relevant des échelles de rémunération du second degré

10.3 Commissions consultatives mixtes locales du 1er et commissions consultatives mixtes locales du 2nd degré pour les maîtres exerçant dans les établissements d'enseignement privés sous contrat en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française

B - Nombre de représentants des personnels aux CAPN compétentes pour les personnels enseignants, d'éducation et d'orientation du 2nd degré

Corps	CAPN
Professeurs de chaires supérieures	4 titulaires + 4 suppléants
Professeurs agrégés	- Hors-classe : 2 titulaires + 2 premiers suppléants + 2 seconds suppléants - Classe normale : 8 titulaires + 8 premiers suppléants + 8 seconds suppléants
Professeurs certifiés, adjoints d'enseignement	- Hors-classe : 4 titulaires + 4 premiers suppléants + 4 seconds suppléants - Classe normale/AE : 15 titulaires + 15 premiers suppléants + 15 seconds suppléants
Professeurs d'éducation physique et sportive, chargés d'enseignement d'éducation physique et sportive	- Hors-classe PEPS, classe exc. CEEPS : 2 titulaires + 2 premiers suppléants + 2 seconds suppléants - Classe normale PEPS/CEEPS, hors classe CEEPS : 7 titulaires + 7 premiers suppléants + 7 seconds suppléants
Professeurs de lycée professionnel	- Hors-classe : 2 titulaires + 2 premiers suppléants + 2 seconds suppléants - Classe normale : 8 titulaires + 8 premiers suppléants + 8 seconds suppléants
Directeurs de centres d'information et d'orientation - Conseillers d'orientation-psychologues	- DCIO : 2 titulaires + 2 suppléants - COP : 3 titulaires + 3 suppléants
Conseillers principaux d'éducation	- Hors-classe : 1 titulaire + 1 premier suppléant + 1 second suppléant - Classe normale : 7 titulaires + 7 premiers suppléants + 7 seconds suppléants

Pour l'ensemble des corps, lorsque le nombre d'électeurs observé dans un grade au 1er septembre de l'année scolaire au cours de laquelle les élections sont organisées est inférieur à 20, le nombre de représentants pour ce grade est de 1 titulaire + 1 suppléant.

C - Nombre de représentants des personnels aux CAP uniques communes aux corps des instituteurs et des professeurs des écoles et aux CCSA des directeurs d'établissements spécialisés

1 - Commission administrative paritaire nationale unique commune aux corps des instituteurs et des professeurs des écoles

Professeurs des écoles de classe normale et instituteurs : 9 sièges

Professeurs des écoles hors classe : 1 siège

Chaque titulaire a deux suppléants qui ont rang de premier et deuxième suppléant.

2 - Commission administrative paritaire départementale unique commune aux corps des instituteurs et des professeurs des écoles

Départements dont l'effectif est :	égal ou supérieur à 2 800	égal ou supérieur à 1 500 et inférieur à 2 800	inférieur à 1 500
Professeurs des écoles de classe normale et instituteurs	9 sièges	6 sièges	4 sièges
Professeurs des écoles hors classe	1 siège (*)	1 siège (*)	1 siège (*)

Saint-Pierre-et-Miquelon : 2 sièges pour les professeurs des écoles de classe normale et instituteurs et 1 siège de professeurs des écoles hors classe (*).

(*) Dans les départements dont l'effectif de hors-classe est inférieur à 50 (au 1er septembre 2014), la classe normale et la hors-classe du corps des professeurs des écoles sont considérées comme constituant un seul et même grade.

Polynésie française : 5 sièges pour les professeurs des écoles de classe normale et instituteurs et 1 siège de professeurs des écoles hors classe.

Chaque titulaire a 1 suppléant.

3 - Commission consultative spéciale académique (CCSA) des directeurs d'établissements spécialisés

2 sièges de titulaires et 2 sièges de suppléants

D - Nombre de représentants des personnels aux CAPN compétentes à l'égard des personnels BIATSS

Pour les CAP, le nombre de représentants du personnel est défini par l'article 6 du décret n°82- 451 du 28 mai 1982, en fonction du nombre de fonctionnaires par grade, selon les seuils suivants :

Seuils	Nombre de représentants
Effectif inférieur à 20	1 titulaire + 1 suppléant
Effectif supérieur ou égal à 20 et inférieur à 1 000	2 titulaires + 2 suppléants
Effectif supérieur ou égal à 1 000 et inférieur à 5 000	3 titulaires + 3 suppléants
Effectif supérieur ou égal à 5 000 ou, lorsqu'il s'agit d'un corps à grade unique dont l'effectif est supérieur ou égal à mille : 4 titulaires, 4 suppléants	4 titulaires + 4 suppléants

Corps	CAP
Conservateurs généraux des bibliothèques	Conservateurs généraux : 2 titulaires + 2 suppléants
Conservateurs des bibliothèques	- Conservateurs en chef : 2 titulaires + 2 suppléants - Conservateurs : 2 titulaires + 2 suppléants
Bibliothécaires	- Bibliothécaires : 2 titulaires + 2 suppléants
Bibliothécaires assistants spécialisés	Bibliothécaires assistants spécialisés classe exceptionnelle : 2 titulaires + 2 suppléants Bibliothécaires assistants spécialisés classe supérieure : 2 titulaires + 2 suppléants Bibliothécaires assistants spécialisés classe normale : 2 titulaires + 2 suppléants
Magasiniers des bibliothèques	- Magasiniers principaux 1ère classe : 2 titulaires + 2 suppléants - Magasiniers principaux 2ème classe : 2 titulaires + 2 suppléants - Magasiniers 1ère classe : 2 titulaires + 2 suppléants - Magasiniers 2ème classe : 2 titulaires + 2 suppléants
Techniciens de l'éducation nationale	-Techniciens de classe supérieure : 1 titulaire + 1 suppléant -Techniciens de classe normale : 1 titulaire + 1 suppléant

Corps	CAP
Attaché d'administration de l'État	Attachés d'administration hors-classe : 2 titulaires + 2 suppléants Attachés principaux d'administration et directeurs de service : 3 titulaires + 3 suppléants Attachés d'administration : 4 titulaires + 4 suppléants
Secrétaires administratifs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur	SAENES classe exceptionnelle : 3 titulaires + 3 suppléants SAENES classe supérieure : 3 titulaires + 3 suppléants SAENES classe normale : 4 titulaires + 4 suppléants
Adjoints administratifs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur	ADJAENES principaux de 1ère classe : 4 titulaires + 4 suppléants ADJAENES principaux de 2ème classe : 4 titulaires + 4 suppléants ADJAENES de 1ère classe : 4 titulaires + 4 suppléants ADJAENES de 2ème classe : 3 titulaires + 3 suppléants
Médecins de l'éducation nationale	MEN de 1ère classe : 2 titulaires + 2 suppléants MEN de 2ème classe : 2 titulaires + 2 suppléants
Infirmiers de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur	INFENES hors classe : 2 titulaires + 2 suppléants INFENES classe-supérieure : 3 titulaires + 3 suppléants INFENES classe-normale : 4 titulaires + 4 suppléants
Infirmières et infirmiers du ministère chargé de l'éducation nationale	Infirmiers classe supérieure : 2 titulaires + 2 suppléants Infirmiers classe normale : 2 titulaires + 2 suppléants
Conseillers techniques de service social des administrations de l'État	CTSSAE : 2 titulaires + 2 suppléants
Assistants de service social des administrations de l'État	ASSAE principaux : 3 titulaires + 3 suppléants Assistant de service social : 3 titulaires + 3 suppléants
Ingénieurs de recherche	- Ingénieurs de recherche hors classe : 2 titulaires + 2 suppléants - Ingénieurs de recherche 1ère classe : 2 titulaires + 2 suppléants - Ingénieurs de recherche 2ème classe : 3 titulaires + 3 suppléants
Ingénieurs d'études	- Ingénieurs d'études hors classe : 2 titulaires + 2 suppléants - Ingénieurs d'études 1ère classe : 3 titulaires + 3 suppléants - Ingénieurs d'études 2ème classe : 4 titulaires + 4 suppléants
Assistants ingénieurs	- Assistant ingénieur : 4 titulaires + 4 suppléants
Techniciens de recherche et de formation	- Techniciens de recherche et de formation classe exceptionnelle : 3 titulaires + 3 suppléants - Techniciens de recherche et de formation classe supérieure : 3 titulaires + 3 suppléants - Techniciens de recherche et de formation classe normale : 4 titulaires + 4 suppléants
Adjoints techniques de recherche et de formation	- Adjoints techniques de recherche et de formation principaux 1ère classe : 3 titulaires + 3 suppléants - Adjoints techniques de recherche et de formation principaux 2ème classe : 4 titulaires + 4 suppléants - Adjoints techniques de recherche et de formation 1ère classe : 4 titulaires + 4 suppléants - Adjoints techniques de recherche et de formation 2ème classe : 4 titulaires + 4 suppléants
Adjoints techniques des établissements d'enseignement	- Adjoints techniques principaux 1ère classe : 2 titulaires + 2 suppléants - Adjoints techniques principaux 2ème classe : 2 titulaires + 2 suppléants - Adjoints techniques 1ère classe : 2 titulaires + 2 suppléants - Adjoints techniques 2ème classe : 2 titulaires + 2 suppléants

E - Nombre de représentants des personnels aux CAP compétentes à l'égard des personnels d'encadrement

Corps	CAPM	CAPN
Administrateurs civils	- Administrateurs civils hors classe : 2 titulaires + 2 suppléants - Administrateurs civils : 2 titulaires + 2 suppléants	
Inspecteurs généraux de l'éducation nationale		2 titulaires + 2 suppléants
Inspecteurs généraux de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche		- IGAENR 1ère classe : 2 titulaires + 2 suppléants - IGAENR 2ème classe : 2 titulaires + 2 suppléants
Inspecteurs de l'éducation nationale		- IEN hors classe : 2 titulaires + 2 suppléants - IEN classe normale : 3 titulaires + 3 suppléants
Inspecteurs d'académie - Inspecteur pédagogique régional		- IA-IPR hors classe : 2 titulaires + 2 suppléants - IA-IPR classe normale : 3 titulaires + 3 suppléants
Personnels de direction		- Hors classe : 3 titulaires + 3 suppléants - 1ère classe : 4 titulaires + 4 suppléants - 2ème classe : 4 titulaires + 4 suppléants

Pour les CAPA, le nombre de représentants de chaque grade est fixé en fonction du nombre de fonctionnaires du grade considéré conformément aux dispositions de l'article 6 du décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux CAP.

F - Nombre de représentants des personnels aux CCPN compétentes à l'égard des directeurs d'Erea et des directeurs d'ERPD

Directeurs d'Erea	2 titulaires + 2 suppléants
Directeurs d'ERPD	1 titulaire + 1 suppléant

G - Nombre de représentants des personnels aux CCPA compétentes à l'égard des directeurs adjoints chargés de SEGPA

Directeurs adjoints chargés de SEGPA	2 titulaires + 2 suppléants
---	-----------------------------

Lorsque l'effectif des personnels concernés est inférieur à 25 : 1 titulaire + 1 suppléant.

H - Nombre de représentants aux CCP des agents non titulaires exerçant des fonctions d'enseignement, d'éducation, d'orientation, de surveillance et d'accompagnement des élèves

Rappel des dispositions prévues par l'arrêté du 27 juin 2011

Seuils	Nombre de représentants
Nombre d'agents non titulaires inférieur à 500	2 titulaires + 2 suppléants
Nombre d'agents non titulaires supérieur ou égal à 500 et inférieur à 1 000	3 titulaires + 3 suppléants
Nombre d'agents non titulaires supérieur ou égal à 1 000 et inférieur à 2 000 électeurs	4 titulaires + 4 suppléants
Nombre d'agents non titulaires supérieur ou égal à 2 000 et inférieur à 5 000 électeurs	5 titulaires + 5 suppléants
Nombre d'agents non titulaires supérieur ou égal à 5 000 électeurs	6 titulaires + 6 suppléants

I - Nombre de représentants aux CCP des agents non titulaires exerçant leurs fonctions dans les domaines administratif, technique, social et de santé**Rappel des dispositions prévues par l'arrêté du 27 juin 2011**

Les représentants du personnel sont élus par niveau de catégorie au sens de l'article 29 de la loi du 11 janvier 1984, c'est-à-dire A, B, ou C.

Seuils	Nombre de représentants
Nombre d'agents non titulaires relevant d'un même niveau de catégorie inférieur à 40	1 titulaire et 1 suppléant
Nombre d'agents non titulaires relevant d'un même niveau de catégorie supérieur ou égal à 40 et inférieur à 300	2 titulaires et 2 suppléants
Nombre d'agents non titulaires relevant d'un même niveau de catégorie supérieur ou égal à 300	3 titulaires et 3 suppléants

J - Nombre de représentants aux CCMA, CCMD et CCMI des maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat

Rappel des dispositions prévues par l'article R. 914-5 du code de l'éducation, auquel renvoient les articles R. 914-6 et R. 914-8 : le nombre des représentants des maîtres tient compte des effectifs de personnels enseignants (maîtres et documentalistes, ci-après désignés par « maîtres ») des établissements d'enseignement privés sous contrat constatés au 1er avril 2014, en application d'un arrêté du 24 février 2014 cité en référence à l'annexe 1.

Seuils	Nombre de représentants
Inférieur ou égal à 70 maîtres	1 titulaire + 1 suppléant
Entre 71 et 250 maîtres	2 titulaires + 2 suppléants
Entre 251 et 750 maîtres	3 titulaires + 3 suppléants
Entre 751 et 1 500 maîtres	4 titulaires + 4 suppléants
Entre 1 501 et 2 500 maîtres	5 titulaires + 5 suppléants
Égal ou supérieur à 2 501 maîtres	6 titulaires + 6 suppléants

Tableau récapitulatif du nombre de sièges de représentants titulaires et suppléants des maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat

	1er degré				2nd degré	
	CCMD		CCMI		CCMA	
	Titulaires	Suppléants	Titulaires	Suppléants	Titulaires	Suppléants
Aix			4	4	6	6
Amiens			4	4	5	5
Besançon			3	3	4	4
Bordeaux					6	6
Dordogne						
Landes			3	3		
Lot-et-Garonne						
Gironde	3	3				
Pyrénées Atlantiques	4	4				
Caen			4	4	5	5
Clermont-Ferrand			4	4	5	5
Corse					2	2
Corse du sud	1	1				
Haute Corse	1	1				
Créteil			4	4	6	6
Dijon			3	3	5	5
Grenoble					6	6
Ardèche	3	3				
Drôme	3	3				
Haute Savoie	3	3				
Isère	3	3				
Savoie	2	2				
Guadeloupe	3	3			3	3
Guyane	2	2			2	2
Lille			6	6	6	6
Limoges			2	2	3	3
Lyon					6	6
Ain	3	3				
Loire	4	4				
Rhône	5	5				
Martinique	2	2			3	3
Montpellier			5	5	6	6
Nancy-Metz			3	3	6	6
Nantes					6	6
Loire Atlantique	5	5				
Maine et Loire	5	5				
Mayenne	3	3				
Sarthe	3	3				
Vendée	5	5				
Nice			3	3	5	5
Nouvelle-Calédonie	3	3			4	4
Orléans-Tours			4	4	6	6
Paris	5	5			6	6
Poitiers			4	4	5	5
Polynésie française	3	3			3	3
Reims			3	3	5	5
Rennes			6	6	6	6

La Réunion
Rouen
St-Pierre-et-Miquelon
Strasbourg

1er degré			
CCMD		CCMI	
Titulaires	Suppléants	Titulaires	Suppléants
3	3		
		4	4
1	1		
		3	3

2nd degré	
CCMA	
Titulaires	Suppléants
3	3
5	5
-	-
5	5

TOULOUSE					6	6
Ariège	1	1				
Aveyron	3	3				
Gers	2	2				
Haute-Garonne	3	3				
Hautes-Pyrénées	2	2				
Lot	2	2				
Tarn	3	3				
Tarn-et-Garonne	2	2				
VERSAILLES			5	5	6	6

Annexe 3A**Formulaire réclamation LEC****ÉLECTIONS DU 27 NOVEMBRE AU 4 DÉCEMBRE 2014****DEMANDE DE MODIFICATION DE LA LISTE ÉLECTORALE DES**

[préciser le corps ou l'échelle de rémunération pour les scrutins du privé ; ou préciser « Agents non titulaires » ou « maîtres délégués » pour les scrutins du privé]

Pour les personnels enseignants des écoles ou établissements scolaires, préciser :
PUBLIC / PRIVÉ (barrer la mention inutile)

Madame / Monsieur (barrer la mention inutile)

Nom de famille :

Nom d'usage :

Prénoms :

Date et département de naissance :

Objet de la modification de la liste électorale :

Motif de la demande (le cas échéant) :

Établissement ou service d'affectation (adresse) :

Académie de rattachement, le cas échéant le département d'affectation :

Adresse électronique professionnelle :

Adresse postale personnelle :

Annexe 3B**Formulaire inscription tardive LEC****ÉLECTIONS DU 27 NOVEMBRE AU 4 DÉCEMBRE 2014**

DEMANDE D'INSCRIPTION DE LA LISTE ÉLECTORALE DES

[préciser le corps ou l'échelle de rémunération pour les scrutins du privé ; ou préciser « Agents non titulaires » ou « maîtres délégués » pour les scrutins du privé]

Pour les personnels enseignants des écoles ou établissements scolaires, préciser :
PUBLIC / PRIVÉ (barrer la mention inutile)

Madame / Monsieur (barrer la mention inutile)

Nom de famille :

Nom d'usage :

Prénoms :

Date et département de naissance :

Agent non titulaire (ou délégué pour le privé) et éventuellement corps et grade d'appartenance (ou échelle de rémunération pour le privé) :

Date de recrutement et durée du recrutement :

Établissement ou service d'affectation :

Académie de rattachement, le cas échéant le département d'affectation :

Adresse électronique professionnelle :

Adresse postale personnelle :

Annexe 4 Synthèse formalités candidatures et dépôts de listes

<p>Comité technique ministériel, comité de l'administration centrale, comités techniques académiques et comités techniques spéciaux Comité consultatif ministériel des maîtres de l'enseignement privé sous contrat</p>	<p>Commission administrative paritaire ministérielle Commissions administratives paritaires nationales, Commissions administratives paritaires académiques et départementales, Commissions consultatives paritaires pour les Erea et les ERPD, les SEGPA et les CCSA Commissions consultatives mixtes</p>	<p>Commissions consultatives paritaires des agents non titulaires exerçant leurs fonctions au sein du ministère chargé de l'éducation nationale et dans les services déconcentrés</p>
<p>1/ Déclaration individuelle de candidature Mentions obligatoires</p> <p>1/ Instance pour laquelle la candidature est déposée, 2/ Civilité (M. Mme) Nom de famille, Nom d'usage, 3/ Prénom, 4/ Date de naissance, 5/ Corps d'appartenance (pour les non titulaires, préciser « non titulaire ») pour les CT ; échelle de rémunération ou « délégué » pour le CCMMEP 6/ Affectation : - Nom de l'établissement ou service, - Ville (code du département) - Académie (pour le CTM et le CCM), 7/ Organisation syndicale pour laquelle la candidature est déclarée ; le cas échéant, nom de la fédération ou union syndicale à laquelle elle est affiliée ou en cas de candidature commune noms d'une ou des organisations syndicales composant cette candidature, 8/ Date et signature du candidat.</p>	<p>1/ Déclaration individuelle de candidature Mentions obligatoires</p> <p>1/ Instance pour laquelle la candidature est déposée, - Corps, académie ou département s'il y a lieu, pour laquelle la candidature est déposée (CAPN, CAPA, CAPD, CCPA SEGPA, CCSA), - ou CCMA, CCMD ou CCMI 2/ Civilité (M. Mme) Nom de famille, Nom d'usage, 3/ Prénom, 4/ Date de naissance, 5/ Corps d'appartenance et grade ou, pour les CCMA, CCMD et CCMI, échelle de rémunération (ou « délégué ») 6/ Affectation : - Nom de l'établissement ou service, - Ville (code du département) - Académie pour les CAPN, la CAPM, 7/ Organisation syndicale pour laquelle la candidature est déclarée ; le cas échéant, nom de la fédération ou union syndicale à laquelle elle est affiliée ou en cas de candidature commune noms d'une ou des organisations syndicales composant cette candidature, 8/ Date et signature du candidat.</p>	<p>1/ Déclaration individuelle de candidature Mentions obligatoires</p> <p>1/ Instance pour laquelle la candidature a été déposée 2/ Nom de l'organisation syndicale faisant acte de candidature et le cas échéant, nom de la fédération ou l'union syndicale à laquelle elle est affiliée ou en cas de candidature commune noms des organisations syndicales composant cette candidature. 3/ Date et signature du représentant de l'organisation syndicale candidate.</p>

<p>Comité technique ministériel, comité de l'administration centrale, comités techniques académiques et comités techniques spéciaux Comité consultatif ministériel des maîtres de l'enseignement privé sous contrat</p>	<p>Commission administrative paritaire ministérielle Commissions administratives paritaires nationales, Commissions administratives paritaires académiques et départementales, Commissions consultatives paritaires pour les Erea et les ERPD, les SEGPA et les CCSA Commissions consultatives mixtes</p>	<p>Commissions consultatives paritaires des agents non titulaires exerçant leurs fonctions au sein du ministère chargé de l'éducation nationale et dans les services déconcentrés</p>
<p>1/ Déclaration individuelle de candidature Mentions facultatives (sans objet pour le privé) Grade Nature des fonctions (agent non titulaire) Lieu de dépôt Les originaux des déclarations de candidatures avec, le cas échéant, la liste des candidats, seront remis - Au ministère pour le CTM (DGRH), pour le CTAC (SAAM) - Au rectorat pour le CTA avec le cas échéant, la liste des candidats - Au vice rectorat pour les CTS - Au ministère pour le CCMMEP (DAF-D) ;</p> <p>NB : une DIC « Élections professionnelles 2014 » datée antérieurement à la date de publication de la circulaire est recevable. L'ensemble des informations inscrites sur la DIC correspondent à celles détenues par le candidat à la date du scrutin.</p>	<p>1/ Déclaration individuelle de candidature Mentions facultatives Fonction ou spécialité (premier degré) Discipline (second degré) Lieu de dépôt Les originaux des déclarations de candidatures avec le cas échéant, la liste des candidats seront remis : - Au ministère pour la CAPM, les CAPN, les CCPN des directeurs d'Erea et des directeurs d'ERPD - Au rectorat pour les CAPA, les CCPA des directeurs adjoints chargés de SEGPA, les CCSA compétente pour les directeurs d'établissements spécialisés - A la direction académique des services départementaux pour les CAPD du premier degré - Au rectorat pour les CCMA - Au rectorat ou à la direction académique des services départementaux selon la CCMD ou la CCMI concernée selon le tableau joint.</p> <p>NB : une DIC « Élections professionnelles 2014 » datée antérieurement à la date de publication de la circulaire est recevable. L'ensemble des informations inscrites sur la DIC correspondent à celles détenues par le candidat à la date du scrutin.</p>	<p>1/ Déclaration individuelle de candidature Lieu de dépôt Les originaux des déclarations de candidatures seront remis à l'autorité auprès de laquelle la CCP est instituée - le ministère pour la CCP des personnels de l'administration centrale - le rectorat pour : - les CCP des personnels enseignants, d'éducation et d'orientation - les CCP des personnels de surveillance et d'accompagnement - les CCP des personnels exerçant dans les domaines administratif, technique et de santé).</p>

<p>Comité technique ministériel, comités techniques académiques et comités techniques spéciaux Comité consultatifs ministériel des maîtres de l'enseignement privé sous contrat</p>	<p>Commission administrative paritaire ministérielle Commissions administratives paritaires nationales, Commissions administratives paritaires académiques et départementales, Commissions consultatives paritaires pour les Erea et les ERPD, les SEGPA et les CCSA Commissions consultatives mixtes</p>	<p>Commissions consultatives paritaires des agents non titulaires exerçant leurs fonctions au sein du ministère chargé de l'éducation nationale</p>
<p>2/ Liste des candidats = bulletin de vote Mentions obligatoires Élection à (instance) Élections Professionnelles 2014 Liste présentée par..... 1/ Numéro d'ordre de chaque candidat 2/ Civilité (M. Mme). 3/ Nom d'usage 4/ Prénom 5/ Corps ou agent non titulaire pour les CT ou échelle de rémunération pour le CCMMEP 6/ Service, école ou établissement : Type, nom, ville, code du département</p> <p>Mentions facultatives (sans objet pour le privé) 1/ Académie (CTM ou CCM) 2/ Logo(s) 3/ Discipline pour le second degré 4/ Fonction ou spécialité pour le 1^{er} degré 5/ Nom du syndicat auquel le candidat appartient (en cas de liste commune).</p> <p>Lieu de remise des listes de candidats</p>	<p>2/ Liste des candidats = bulletin de vote Mentions obligatoires Élection à (instance) Élections Professionnelles 2014 Liste présentée par..... 1/ Numéro d'ordre de chaque candidat (pour les scrutins du public : par grade composant le corps : grade(s) d'avancement par ordre décroissant) 2/ civilité (M. Mme) 3/ Nom d'usage 4/ Prénom 5/ Service, école ou établissement : Type, nom, ville, code du département (sauf pour les CAPD) 6/ Échelle de rémunération ou « délégué » pour les scrutins CCMA, CCMD et CCMi</p> <p>Mentions facultatives 1/ Académie (CAPN, CAPM ou CCPN directeurs d'EREa et directeurs d'ERPD) ou département (CAPA, CCPA directeurs de SEGPA, CCSA) 2/ Logo(s) 3/ Discipline pour le second degré 4/ Fonction ou spécialité pour le 1^{er} degré 5/ Nom du syndicat auquel le candidat appartient (en cas de liste commune).</p> <p>Lieu de remise des listes de candidats</p>	<p>2/ Candidature sur sigle = bulletin de vote Mentions obligatoires Élection à (instance) Élections Professionnelles 2014 Candidature présentée par ... 1/ Instance pour laquelle la candidature est déposée. 2/ Nom de l'organisation syndicale faisant acte de candidature et le cas échéant, le nom de la fédération ou l'union syndicale à laquelle elle est affiliée ou en cas de candidature commune noms des organisations syndicales composant cette candidature. 3/ Logo(s)</p>
<p>Lieu de remise des listes de candidats</p>	<p>Lieu de remise des listes de candidats</p>	<p>Lieu de remise des listes de candidats</p>

<p>Comité technique ministériel, comités techniques académiques et comités techniques spéciaux Comité consultatifs ministériel des maîtres de l'enseignement privé sous contrat</p>	<p>Commission administrative paritaire ministérielle Commissions administratives paritaires nationales, Commissions administratives paritaires académiques et départementales, Commissions consultatives paritaires pour les Erea et les ERPD, les SEGPA et les CCSA Commissions consultatives mixtes</p>	<p>Commissions consultatives paritaires des agents non titulaires exerçant leurs fonctions au sein du ministère chargé de l'éducation nationale</p>
<p>2/ Liste des candidats = bulletin de vote Les listes de candidats sont déposées dans l'application informatique et vérifiées pour le - CTM par le MEN (DGRH) - CATC par le MEN (SAAM) - CCMMEP par le MEN (DAF-D) - CTA par le rectorat - CTS par le vice-rectorat</p> <p>Les règles La liste doit comprendre Un nombre pair de noms Pour le CT : au moins les deux tiers des sièges à pourvoir Pour le CCMMEP : la liste doit être complète et comprendre 20 noms. Les candidats sont positionnés sur la liste sans qu'il soit mentionné leur qualité de titulaire ou de suppléant. <i>Par exemple : pour le CTM, le classement va de 1 à 30, pour les CTA, de 1 à 20.</i> Le nom du délégué et éventuellement son suppléant sera mentionné directement dans l'application.</p>	<p>2/ Liste des candidats = bulletin de vote Les listes de candidats sont déposées dans l'application informatique et vérifiées - Pour la CAPM, les CAPN les CCPN des directeurs d'Erea et des directeurs d'ERP par le ministère - Pour les CAPA et CCPA des directeurs adjoints chargés de SEGPA et les CCSA par le rectorat - Pour chaque CAPD par la direction des services départementaux - Pour les CCMA par le rectorat - Pour les CCMD ou CCM par le rectorat ou la direction académique des services départementaux selon le tableau joint.</p> <p>Les règles Pour les CAP, la liste doit être complète par grade et peut être incomplète pour un corps si tous les grades ne sont pas représentés, mais ceux-ci doivent être mentionnés et numérotés Les candidats sont positionnés sur la liste sans qu'il soit mentionné leur qualité de titulaire ou de suppléant. <i>Par exemple : pour la CAPN des certifiés, le classement va de 1 à 45 pour la classe normale, de 1 à 12 pour la hors-classe.</i> Pour les CCP, les listes doivent être complètes. Pour les CCMA, CCMD et CCM les listes doivent être complètes (cf. nombre de représentants titulaires et suppléants précisé en annexe 2). Le nom du délégué et éventuellement son suppléant sera mentionné directement dans l'application.</p>	<p>2/ Candidature sur sigle = bulletin de vote Les candidatures sur sigle sont déposées dans l'application informatique et vérifiées par l'autorité auprès de laquelle la CCP est instituée Le ministère pour la CCP des personnels de l'administration centrale Le rectorat pour - Les CCP des personnels enseignants, d'éducation et d'orientation, - Les CCP des personnels de surveillance et d'accompagnement des élèves - Les CCP des personnels exerçant dans les domaines administratif, technique et de santé).</p> <p>Les règles Le nom du délégué représentant la candidature et éventuellement son suppléant sera mentionné directement dans l'application.</p>

Comité technique ministériel, comités techniques académiques et comités techniques spéciaux Comité consultatifs ministériel des maîtres de l'enseignement privé sous contrat	Commission administrative paritaire ministérielle Commissions administratives paritaires nationales, Commissions administratives paritaires académiques et départementales, Commissions consultatives paritaires pour les Erea et les ERPD, les SEGPA et les CCSA Commissions consultatives mixtes	Commissions consultatives paritaires des agents non titulaires exerçant leurs fonctions au sein du ministère chargé de l'éducation nationale
2/ Liste des candidats = bulletin de vote	2/ Liste des candidats = bulletin de vote	2/ Candidature sur sigle = bulletin de vote
A noter Le dépôt des listes d'union et candidatures communes peut comporter une règle de répartition des voix entre les diverses organisations professionnelles qui présentent une liste ou candidature commune ; à défaut les voix sont réparties entre chacune des OS membres de la liste d'union ou candidature commune à parts égales. Les organisations syndicales ayant obtenu des sièges disposent d'un délai de 15 jours à 30 jours à compter de la proclamation des résultats pour désigner leurs représentants au CTSD. Les représentants doivent remplir les conditions d'éligibilité à la date du scrutin et relever du périmètre du CTSD. La même procédure sera retenue pour la composition du CTSA. Les organisations syndicales ayant obtenu des sièges à l'élection des CCP disposent d'un délai de 30 jours à compter de la proclamation des résultats pour désigner leurs représentants.		

<p>Comité technique ministériel, comités techniques académiques et comités techniques spéciaux Comité consultatif ministériel des maîtres de l'enseignement privé</p>	<p>Commission administrative paritaire ministérielle Commissions administratives paritaires nationales, départementales, commissions consultatives paritaires pour les Erea et les ERPD, les SEGPA et CCSSA Commissions consultatives mixtes</p>	<p>Commissions consultatives paritaires des agents non titulaires exerçant leurs fonctions au sein du ministère chargé de l'éducation nationale</p>
<p>Pré-requis techniques</p>		
<p>Liste des candidats</p> <ul style="list-style-type: none"> - Noir et blanc et niveaux de grisé - Format PNG - Mode portrait - Largeur maximum 536 pixels - Hauteur maximum 758 pixels (afin d'éviter 1 ascenseur) - L'impression sera effectuée sur un format A4 - le poids du fichier ne doit pas excéder 75 Ko <p>L'intérêt de garder à 75 Ko maximum la taille de la liste des candidats est de réduire la bande passante nécessaire.</p>	<p>Liste des candidats</p> <ul style="list-style-type: none"> - Noir et blanc et niveaux de grisé - Format PNG - Mode portrait - Largeur maximum 536 pixels - Hauteur maximum 758 pixels (afin d'éviter 1 ascenseur) - L'impression sera effectuée sur un format A4 <hr/> <p>Exception pour la CAPN certifiés</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 images chacune ayant une : <ul style="list-style-type: none"> o Largeur maximum 536 pixels o Hauteur maximum 758 pixels - Première image : 12 Hors classes et 9 classes normales - Deuxième image : 36 classes normales - Devront être indiqués le numéro de l'image En fin de première page devra être indiquée « suite de la liste » <p>Exception pour les CAPA et CAPL certifiés</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 images chacune ayant une : <ul style="list-style-type: none"> o Largeur maximum 536 pixels o Hauteur maximum 758 pixels - Première image : 8 Hors classes et 7 classes normales 	<p>Pré-requis techniques</p> <p>Candidature sur sigle</p> <p>Noir et blanc et niveaux de grisé avec le ou les logos (s'il en existe) Format PNG Mode portrait Largeur maximum 536 pixels Hauteur maximum 758 pixels (afin d'éviter 1 ascenseur) L'impression sera effectuée sur un format A4 Dans le cadre d'une candidature commune : alignement des logos l'un au-dessus de l'autre à gauche. le poids du fichier ne doit pas excéder 75 Ko</p>

<p>Comité technique ministériel, comités techniques académiques et comités techniques spéciaux Comité consultatif ministériel des maîtres de l'enseignement privé</p>	<p>Commission administrative paritaire ministérielle Commissions administratives paritaires nationales, départementales, commissions consultatives paritaires pour les Erea et les ERP, les SEGPA et CCSSA Commissions consultatives mixtes</p>	<p>Commissions consultatives paritaires des agents non titulaires exerçant leurs fonctions au sein du ministère chargé de l'éducation nationale</p>
<p>Pré-requis techniques</p>		
<p>Logo du candidat -Le logo du candidat doit avoir une taille « carré » - -Format PNG -Taille en pixels : 80x80 exactement -Taille du fichier : 10 Ko maximum Profession de foi avec ascenseur -Format PDF -Si pas de dépôt mettre page blanche Libre choix par l'organisation syndicale : - Solution 1 : affichage portrait -Équivalent à 2x44 portrait superposées -le poids du fichier ne doit pas excéder 1 méga OU -Solution 2 : affichage paysage -Équivalent à 2x44 paysages superposées -le poids du fichier ne doit pas excéder 1 méga</p>	<p>Pré-requis techniques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Deuxième image : 23 classes normales - Devront être indiqués le numéro de la page sur le nombre de pages - En fin de première page devra être indiquée « suite de la liste » - ----- - le poids de chaque fichier image ne doit pas excéder 75 Ko - L'intérêt de garder à 75 Ko maximum la taille de la liste des candidats est de réduire la bande passante nécessaire <p>Logo du candidat - Le logo du candidat doit avoir une taille « carré » - - Format PNG - Taille en pixels : 80x80 exactement - Taille du fichier : 10 Ko maximum Profession de foi avec ascenseur - Format PDF - Si pas de dépôt mettre page blanche Libre choix par l'organisation syndicale : - Solution 1 : affichage portrait - Équivalent à 2x44 portrait superposées - le poids du fichier ne doit pas excéder 1 Mo OU - Solution 2 : affichage paysage - Équivalent à 2x44 paysages superposées le poids du fichier ne doit pas excéder 1 Mo</p>	<p>Pré-requis techniques</p> <p>Logo du candidat -Le logo du candidat doit avoir une taille « carré » -Format PNG -Taille en pixels : 80x80 exactement -Taille du fichier : 10Ko maximum Profession de foi avec ascenseur -Format PDF -Si pas de dépôt mettre page blanche Libre choix par l'organisation syndicale -Solution 1 : affichage portrait -Équivalent à 2x44 portrait superposées -le poids du fichier ne doit pas excéder 1 méga OU -Solution 2 : affichage paysage -Équivalent à 2x44 paysages superposées -le poids du fichier ne doit pas excéder 1 méga</p>

MODELE INDICATIF DE LISTES DE CANDIDATURES 1 - A -**Élection au comité technique**
(ministériel, académique, spécial)

(pour les scrutins locaux indiquer l'académie ou le vice-rectorat)

Élections professionnelles 2014
X TITULAIRES - X SUPPLÉANTS**Liste présentée par :** (nom de l'organisation syndicale pour laquelle la liste est déposée ; le cas échéant, nom de la fédération ou union syndicale à laquelle elle est affiliée ou en cas de candidature commune nom(s) des organisations syndicales composant cette candidature)**Logo (b) :**

N° d'ordre	M. ou Mme	Nom d'usage	Prénom	Corps ou ANT	Discipline/ Fonction ou spécialité (a)	Affectation pour CTM :	
						Service, « école ou établissement, Ville (code département)	Académie (b)
1						Affectation pour CTA ou CTS :	
2						Service, école ou établissement, Ville (code département)	
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							
11							
12							
13							
14							
15							
16							
17							
18							
...							
N							

Mention facultative : discipline pour le second degré et fonction/spécialité pour le 1er degré
Mention facultative

MODELE INDICATIF DE LISTES DE CANDIDATURES 1 - B -**Élection à la commission administrative paritaire**

(ministérielle, nationale, académique, départementale ou locale du ou des corps)

(pour les scrutins locaux indiquer le département ou l'académie ou le vice -rectorat)

Élections professionnelles 2014

X TITULAIRES - X SUPPLÉANTS (1er et 2e éventuellement)

Liste présentée par : (nom de l'organisation syndicale pour laquelle la liste est déposée ; le cas échéant, nom de la fédération ou union syndicale à laquelle elle est affiliée ou en cas de candidature commune nom(s) des organisations syndicales composant cette candidature)

Logo (b) :

N° d'ordre	M. ou Mme	Nom d'usage	Prénom	Discipline/ Fonction ou spécialité (a)	Affectation :	
					Service, école ou établissement	CAPM/N : Ville (code département) + Académie (b) ou CAPA/L : Ville (code département) + Département (b) CAPD : Ville
grade : hors classe						
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
grade : classe normale						
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
N						

(a) Mention facultative : discipline pour le second degré et fonction/spécialité pour le 1er degré

(b) Mention facultative

MODELE INDICATIF DE LISTES DE CANDIDATURES 1-C-

Élection à la commission consultative paritaire
-nationale des directeurs d'Erea ou des directeurs d'ERPD
-académique des directeurs adjoints chargés de SEGPA
-spéciale placée auprès du recteur de l'académie de xx compétente pour les directeurs d'établissements
spécialisés

(indiquer l'académie pour un scrutin académique)

Élections professionnelles 2014
X TITULAIRES - X SUPPLÉANTS

Liste présentée par : (nom de l'organisation syndicale pour laquelle la liste est déposée ; le cas échéant, nom de la fédération ou union syndicale à laquelle elle est affiliée ou en cas de candidature commune nom(s) des organisations syndicales composant cette candidature)

Logo (a) :

N° d'ordre	M. ou Mme	Nom d'usage	Prénom	Corps	Affectation :
1					
2					
3					
4					
N					

(a) Mention facultative

MODELE INDICATIF DE BULLETIN DE VOTE 1-D-**Élection à la commission consultative paritaire des agents non-titulaires**

(exerçant les fonctions :

- (1) dans les domaines administratif, technique, social et de santé,
- (2) de surveillance et d'accompagnement des élèves,
- (3) d'enseignement, d'éducation et d'orientation)

(indiquer l'académie)

Élections professionnelles 2014

Candidature présentée par : nom de l'organisation syndicale faisant acte de candidature et le cas échéant, le nom de la fédération ou l'union syndicale à laquelle elle est affiliée ou en cas de candidature commune noms des organisations syndicales composant cette candidature.

Logo :

MODELE INDICATIF DE LISTES DE CANDIDATURES 1-E-**Élection au comité consultatif ministériel
des maîtres de l'enseignement privé sous contrat****Élections professionnelles 2014**

10 TITULAIRES - 10 SUPPLÉANTS (a)

Liste présentée par : (nom de l'organisation syndicale pour laquelle la liste est déposée ; le cas échéant, nom de la fédération ou union syndicale à laquelle elle est affiliée ou en cas de candidature commune nom(s) des organisations syndicales composant cette candidature)

Logo :

N° d'ordre	M. ou Mme	Nom d'usage	Prénom	Échelle de rémunération (corps) ou « Délégué »	Discipline/ Fonction ou spécialité (b)	Affectation	
						Établissement, Ville (code département)	Académie
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							
11							
12							
13							
14							
15							
16							
17							
18							
19							
20							

(a) La liste doit être complète (R. 914-13-12 du code de l'éducation) : la liste comprend autant de noms qu'il y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

(b) Mention facultative : discipline pour le 2nd degré et fonction/spécialité pour le 1er degré.

MODÈLE INDICATIF DE LISTES DE CANDIDATURES 1-F-**Élection à la commission consultative mixte**
(académique, départementale ou interdépartementale)

(indiquer le département pour une CCMD ou les départements pour une CCMI,
l'académie pour une CCMA)

Élections professionnelles 2014

X TITULAIRES - X SUPPLÉANTS (a)

Liste présentée par : (nom de l'organisation syndicale pour laquelle la liste est déposée ; le cas échéant, nom de la fédération ou union syndicale à laquelle elle est affiliée ou en cas de candidature commune nom(s) des organisations syndicales composant cette candidature)

Logo :

N° d'ordre	M. ou Mme	Nom d'usage	Prénom	Échelle de rémunération (corps) ou « Délégué »	Discipline/ Fonction ou spécialité (b)	Affectation	
						Établissement	Ville (code département)
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							
11							
12							

(a) La liste doit être complète (R. 914-10-11 du code de l'éducation) : la liste comprend autant de noms qu'il y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir. Cf. nombre de représentants titulaires et suppléants précisé en annexe 2.

(b) Mention facultative : discipline pour le 2nd degré et fonction/spécialité pour le 1er degré.

Tableau récapitulatif des lieux de dépôt des DIC et des listes de candidats pour les scrutins CCMD et CCMI des maîtres du privé sous contrat

	CCMD	CCMI		CCMD	CCMI
Aix		DSDEN 13			
Amiens		Rectorat	Montpellier		Rectorat
Besançon		DSDEN 70	Nancy-Metz		DSDEN 88
Bordeaux	DSDEN 24 (1)	DSDEN 24 (1)	Nantes	DSDEN 85	
Caen		Rectorat	Nice		Rectorat
Clermont-Ferrand		DSDEN 43	Nouvelle Calédonie	Vice-rectorat	
Corse			Orléans-Tours		DSDEN 37
Corse du sud	DSDEN		Paris	Rectorat	
Haute Corse	DSDEN		Poitiers		DSDEN 79
Créteil		Rectorat	Polynésie Française	Vice-rectorat	
Dijon		Rectorat	Reims		DSDEN 51
Grenoble			Rennes		Rectorat
Ardèche	DSDEN		La Réunion	Rectorat	
Drôme	DSDEN		Rouen		Rectorat
Haute Savoie	DSDEN		St-Pierre-et-Miquelon	SEN SPM	
Isère	DSDEN		Strasbourg		Rectorat
Savoie	DSDEN		Toulouse		
Guadeloupe	Rectorat		Aveyron		
Guyane	Rectorat		Lot	DSDEN 12	
Lille		DSDEN 59	Ariège	DSDEN	
Limoges		Rectorat	Gers	DSDEN	
Lyon			Haute-Garonne	DSDEN	
Ain	DSDEN		Hautes-Pyrénées	DSDEN	
Loire	DSDEN		Tarn	DSDEN	
Rhône	DSDEN		Tarn-et-Garonne	DSDEN	
Martinique	Rectorat		Versailles		Rectorat

(1) Pour les scrutins CCMI Dordogne, Landes et Lot-et-Garonne, CCMD de Gironde et CCMD des Pyrénées Atlantiques

Annexe 5**Nombres minimaux de candidats devant figurer sur une liste de candidatures à l'élection des comités techniques**

Chaque liste comprend un nombre de noms égal au moins aux deux tiers et au plus au nombre de sièges de représentants titulaires et de représentants suppléants à pourvoir, sans qu'il soit fait mention pour chacun des candidats de la qualité de titulaire ou de suppléant.

Elle doit également comporter un nombre pair de noms au moment de son dépôt. Ainsi, lorsque le calcul des deux tiers ne donne pas un nombre entier, le résultat est arrondi à l'entier supérieur.

Exemple :

Composition du comité technique (titulaires + suppléants)	Arrêté du 8 avril 2011 publié au JO du 14 mai 2011	Calcul règle des 2/3	Nombre minimum de candidatures sur une liste lors du dépôt
1		0,66	1
2		1,33	2
3		2	2
4	comité technique spéciaux de Polynésie Française et de Saint-Pierre-et-Miquelon	2,67	4
6		4,00	4
8		5,33	6
10	comités techniques spéciaux de Wallis-et-Futuna et de Nouvelle-Calédonie	6,67	8
12		8,00	8
14		9,33	10
16		10,67	12
18		12,00	12
20	comités techniques académiques, comité technique de proximité de Mayotte, comité technique d'administration centrale	13,33	14
22		14,67	16
24		16,00	16
26		17,33	18
28		18,67	20
30	comité technique ministériel	20,00	20

Le dépôt de chaque liste doit être accompagné d'une déclaration de candidature signée par chaque candidat.

Annexe 6 A

RECTORAT DE [exemple : TOULOUSE]

Arrêté du jj/mm/2014 portant fixation du nombre de sièges de représentants des personnels aux commissions administratives paritaires départementales uniques communes aux corps des instituteurs et des professeurs des écoles dans le ressort de l'académie de Toulouse.

Le recteur de l'académie de [préciser], chancelier des universités,
Vu le code de l'éducation notamment ses articles, R 222-1 et R 222-29 ;
Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié, relatif aux commissions administratives paritaires ;
Vu le décret n°90-770 du 31 août 1990 relatif aux commissions administratives paritaires uniques communes aux corps des instituteurs et des professeurs des écoles, notamment ses articles 4 et 5-1 ;
Vu le décret n° 2011-595 du 26 mai 2011 relatif aux conditions et modalités de recours au vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique d'État ;
Vu décret n° 2014-1029 du 9 septembre 2014 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et pour les élections professionnelles des maîtres des établissements d'enseignement privés des premier et second degrés sous contrat relevant du ministre chargé de l'éducation nationale ;
Vu l'arrêté du 9 septembre 2014 relatif aux modalités d'organisation du vote électronique par internet des personnels relevant du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche pour l'élection des représentants des personnels aux comités techniques, aux commissions administratives paritaires, aux commissions consultatives paritaires, au comité consultatif ministériel des maîtres de l'enseignement privé sous contrat et aux commissions consultatives mixtes pour les élections professionnelles fixées du 27 novembre au 4 décembre 2014 ;
Vu l'arrêté du 10 août 2011, modifié, portant délégation permanente de pouvoirs aux recteurs d'académie pour fixer le nombre de sièges des membres composant les commissions administratives paritaires départementales uniques communes aux corps des instituteurs et des professeurs des écoles,

Arrête

Article 1 - Le nombre de sièges de représentants des personnels aux commissions administratives paritaires uniques communes aux corps des instituteurs et des professeurs des écoles est fixé pour chaque département ainsi qu'il suit :

- 1 - Ariège : 5 sièges de titulaires et 5 suppléants
- 2 - Aveyron : 5 sièges de titulaires et 5 suppléants
- 3 - Haute-Garonne : 10 sièges de titulaires et 5 suppléants
- 4 - Gers : 5 sièges de titulaires et 5 suppléants
- 5 - Lot : 5 sièges de titulaires et 5 suppléants
- 6 - Hautes Pyrénées : 5 sièges de titulaires et 5 suppléants
- 7 - Tarn : 7 sièges de titulaires et 7 suppléants
- 8 - Tarn et Garonne : 5 sièges de titulaires et 5 suppléants

Article 2 - Le grade de professeurs des écoles hors classe est représenté pour l'élection des commissions administratives paritaires uniques communes aux corps des instituteurs et des professeurs des écoles dans le(s) département(s) suivant(s) :

- 1 - Aveyron :
 - professeurs des écoles hors classe : 1 siège de titulaire 1 siège de suppléant
 - professeurs des écoles de classe normale et instituteurs : 4 sièges de titulaires 4 sièges de suppléants
- 2 - Haute-Garonne :
 - professeurs des écoles hors classe : 1 siège de titulaire 1 siège de suppléant
 - professeurs des écoles de classe normale et instituteurs : 9 sièges de titulaires 9 sièges de suppléants
- 3 - Hautes Pyrénées :
 - professeurs des écoles hors classe : 1 siège de titulaire 1 siège de suppléant
 - professeurs des écoles de classe normale et instituteurs : 4 sièges de titulaires 4 sièges de suppléants
- 4 - Tarn :
 - professeurs des écoles hors classe : 1 siège de titulaire 1 siège de suppléant

- professeurs des écoles de classe normale et instituteurs : 6 sièges de titulaires 6 sièges de suppléants
- 5 - Tarn et Garonne:
- professeurs des écoles hors classe : 1 siège de titulaire 1 siège de suppléant
- professeurs des écoles de classe normale et instituteurs : 4 sièges de titulaires 4 sièges de suppléants

Article 3 - Les grades de professeurs des écoles hors classe et professeurs des écoles de classe normale ne forment qu'un seul grade pour l'élection des commissions administratives paritaires uniques communes aux corps des instituteurs et des professeurs des écoles des départements suivants :

- 1 - Ariège : 5 sièges de titulaires et 5 suppléants
- 2 - Gers : 5 sièges de titulaires et 5 suppléants
- 3 - Lot : 5 sièges de titulaires et 5 suppléants

Article 4 - Les dispositions du présent arrêté sont applicables pour les élections professionnelles fixées du 27 novembre au 4 décembre 2014.

Article 5 - Le secrétaire général de l'académie de Toulouse est chargé de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une publication, d'un affichage dans les services du rectorat et dans les directions des services départementaux de l'éducation nationale.

Annexe 6 B**Arrêté du jj/mm/2014 2014 portant délégation de signature aux inspecteurs d'académie, directeurs académiques des services de l'éducation nationale à l'effet de représenter le recteur dans l'accomplissement de diverses opérations électorales pour la désignation des commissions administratives paritaires uniques communes aux corps des instituteurs et des professeurs des écoles.**

Le recteur de l'académie de [préciser], chancelier des universités,

Vu le code de l'éducation notamment son article R. 222-29 ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié, relatif aux commissions administratives paritaires, notamment son article 19 ;

Vu le décret n° 90-770 du 31 août 1990 relatif aux commissions administratives paritaires uniques communes aux corps des instituteurs et des professeurs des écoles ;

Vu le décret n°2011-595 du 26 mai 2011 relatif aux conditions et modalités de recours au vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique d'État ;

Vu décret n° 2014-1029 du 9 septembre 2014 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et pour les élections professionnelles des maîtres des établissements d'enseignement privés des premier et second degrés sous contrat relevant du ministre chargé de l'éducation nationale ;

Vu l'arrêté du 9 septembre 2014 relatif aux modalités d'organisation du vote électronique par internet des personnels relevant du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche pour l'élection des représentants des personnels aux comités techniques, aux commissions administratives paritaires, aux commissions consultatives paritaires, au comité consultatif ministériel des maîtres de l'enseignement privé sous contrat et aux commissions consultatives mixtes pour les élections professionnelles fixées du 27 novembre au 4 décembre 2014 ;

Arrête

Article 1 - Les inspecteurs d'académie, directeurs académiques des services de l'éducation nationale reçoivent délégation pour signer les récépissés de dépôt des candidatures présentées par les organisations syndicales pour l'élection des commissions administratives paritaires communes aux corps des instituteurs et des professeurs des écoles dans le ressort de leur département.

Article 2 - Les inspecteurs d'académie, directeurs académiques des services de l'éducation nationale reçoivent délégation pour recueillir et vérifier les déclarations individuelles de candidatures annexées aux listes de candidats présentées par les organisations syndicales pour l'élection des commissions administratives paritaires communes aux corps des instituteurs et des professeurs des écoles dans le ressort de leur département.

Article 3 - Les inspecteurs d'académie, directeurs académiques des services de l'éducation nationale reçoivent délégation pour recueillir et vérifier les candidatures présentées par les organisations syndicales pour l'élection des commissions administratives paritaires communes aux corps des instituteurs et des professeurs des écoles dans le ressort de leur département.

Article 4 - Les dispositions du présent arrêté sont applicables pour les élections professionnelles fixées du 27 novembre au 4 décembre 2014.

Article 5 - Les inspecteurs d'académie, directeurs académiques des services de l'éducation nationale sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une publication.

Annexe 7

Procédure électorale (délais et computation des délais, affichage, listes de candidats)

	CAP et CCP SEGPA, Erea et ERPD	CT	CCP ANT	Vote électronique
Listes électorales	Décret 82-451 version modifiée en projet	Décret 2011-184 relatif aux CT	Arrêté CCP ANT du 27 juin 2011	Décret Vote électronique
Affichage des listes électorales	1 mois avant la date du scrutin (article 13)	1 mois avant la date du scrutin	Article 8 : 15 jours au moins avant la date du scrutin.	→ Article 1er : renvoi aux dispositions réglementaires du droit commun.
Contrôle des listes et demande d'inscription	Dans les 8 jours suivant la publication			
Réclamations contre les inscriptions ou les omissions	Dans les 8 jours suivant la publication + 3 jours après expiration de ce délai. Rq : l'autorité compétente statue sans délai.			
Candidatures	Articles 14 et suiv. du décret CAP	Articles 20 et suiv. du décret CT		Article 6 du décret
Dépôt des candidatures	Au moins 6 semaines avant la date du scrutin.			
Décision d'irrecevabilité d'une liste	Adressée au plus tard le jour suivant la date limite de dépôt des candidatures			
Examen de l'inéligibilité (règle applicable au scrutin de liste)	Dans les 3 jours suivant la date limite de dépôt des listes, l'OS en est informé pour procéder aux rectifications dans les 3 jours après expiration du précédent délai. Rq : à défaut la liste est considérée comme n'ayant présenté aucun candidat (article 16 du décret CAP). NB : lorsque la recevabilité n'est pas reconnue, le délai de 3 jours court à compter de la notification du jugement du TA en cas de contestation de la décision de l'administration.			
Inéligibilité intervenant après la date limite de dépôt des listes	Remplacement sans précision de délai (article 16 décret CAP et 22 décret CT).			
En cas de candidatures concurrentes au sein d'une même union syndicale	Les OS sont informées dans les 3 jours à compter de la date limite de dépôt des candidatures et ont 3 jours pour procéder à des modifications. (article 16bis décret CAP) Rq : en l'absence de modifications dans les délais impartis, l'administration informe dans les 3 jours l'union syndicale qui a 5 jours pour préciser la candidature pouvant se prévaloir de l'appartenance à l'union syndicale à défaut aucune OS ne peut se prévaloir de cette appartenance. NB : lorsque la recevabilité n'est pas reconnue, le délai de 3 jours court à compter de la notification de la décision de l'administration			

	CAP et CCP SEGPA, Erea et ERPD	CT	CCP ANT	Vote électronique
Affichage des candidatures	→ dans ce cas le tribunal administratif a 15 jours pour statuer. 1 mois avant la date du scrutin (article 13).	1 mois avant la date du scrutin (article 19).		Communication dématérialisée aux électeurs au moins 15 jours avant le premier jour du scrutin.
Transmission du matériel de vote				Article 12 Transmission aux électeurs de la notice d'information et des moyens d'authentification au moins 15 jours avant le premier jour du scrutin.
Opérations électorales	Article 24 décret CAP	Article 30 décret CT	Article 18	
Contestation sur la validité des opérations électorales	Dans les 5 jours à compter de la proclamation des résultats.		Dans les 5 jours à compter de la proclamation des résultats devant l'autorité administrative. Ce recours administratif est préalable et obligatoire avant les saisines éventuelles des juridictions administratives. L'administration a deux mois pour statuer sur le recours préalable.	
Communication par les OS des noms des représentants appelés à occuper les sièges attribués (pour les scrutins de sigles)		Scrutin de sigle ou procédure de désignation par agrégation ou désagrégation : délai entre 15 à 30 jours	Article 30 et 34 : Dans les 30 jours à compter de la proclamation des résultats.	
Contentieux post électoral	Principes du droit commun	Principes du droit commun	Principes du droit commun	
Délai laissé au juge administratif pour se prononcer	Dans les 2 mois	Dans les 2 mois	Dans les 2 mois sous réserve des mesures d'instruction ordonnées par le juge qui fixe la date de clôture des échanges de mémoires et la date d'audience. Les deux mois peuvent être dépassés.	

	CAP et CCP SEGPA, Erea et ERPD	CT	CCP ANT	Vote électronique
Délai pour notifier le jugement aux parties	8 jours	8 jours	8 jours	
Délai pour introduire un recours	1 mois	1 mois	1 mois	

Rappel procédure de conservation et de destruction

- Conservation sous scellés jusqu'à l'expiration du délai de recours ou si une action contentieuse a été engagée, jusqu'à la décision juridictionnelle devenue définitive (appel et cassation comprise).
- **En tout état de cause la destruction des fichiers ne doit intervenir qu'après autorisation du ministre.**

Rappel modalités de calcul des délais → Computation des délais selon les règles du code de procédure civile (article 640 et suivants)**- Point de départ**

Les jours exprimés sont des jours entiers (de 24 h) : le jour de l'acte, de l'événement ou de la notification déclenchant le délai ne compte pas → le délai commence à courir le lendemain à 0 heure.

- **Terme du délai** Le délai expire le dernier jour à 24 h (minuit), si il s'agit d'un samedi, dimanche ou jour férié ou chômé le délai est prorogé et expire le premier jour ouvrable suivant.

- **En cas de recours au vote électronique, la période électorale pouvant s'entendre au maximum sur 8 jours, le jour du scrutin s'entend comme le premier jour du scrutin pour le calcul des délais.**

Enseignement privé sous contrat :

Pour les scrutins CCMMEP, CCMA, CCMD ou CCMI concernant les maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat, les délais et la computation des délais relatifs à la procédure électorale sont rappelés en annexe 10 « Délais réglementaires et computation des délais » de la circulaire n° 2014-045 du 28 mars 2014 relative à la réforme des instances représentatives des maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat.

Annexe 8**Envoi postal à l'adresse personnelle de la notice de vote****A - Agent en position particulière**

Congé parental
Congé de présence parentale
Congé de formation professionnel indemnise
Stages longs des instituteurs
Congé de formation professionnel non indemnise
CLM non imputable au service
CLD non imputable au service
Grave maladie
Congé sans traitement
CLM imputable au service
CLD imputable au service
Cessation de fonction en attente de décision
Exclusion temporaire sans traitement
Suspension avec demi-traitement
Suspension avec plein traitement

B - Agent déchargé à 100 %

Décharge syndicale (100 %)
Décharge syndicale (100 %) pour AGAPE (Table TSA)

À l'exception des décharges de directeurs d'école ou directeurs spécialisés et maîtres formateurs

C - Personnels remplaçants qui ne sont pas affectés à l'année dans un établissement scolaire du 1er ou du 2nd degrés

(= agents remplaçants affectés sur zone et qui n'ont pas d'affectation de type AFA)

D - Enseignants des 1er et 2nd degrés affectés dans des établissements d'enseignement supérieur

Annexe 9 A Nombre de BVE dans le BVEC PUBLIC

	Als	Anhen	Beauvo	Bordeau	Cen	Cherbourg	Cors	Coche	Dijon	Grenoble	Guadeloupe	Guyane	Lille	Limoges	Lyon	Marit	Mayotte	Montpellier	Nancy	Nantes	Nice	Nouvelle Calédonie	Orléans	Paris	Polignac	Reims	Rennes	La Réunion	Rouen	Saint Martin	Strasbourg	Toulon	Versailles	Wallis Futuna	SAA			
EFV accablant de ... ou spécial	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1			
IBN	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1			
Personnel de direction	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1			
Aggrégés	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1		
Certifiés, AE	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1		
Professeurs de LP	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1		
Professeurs EPS et chargés d'enseignement	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
Professeurs d'enseignement de collège (REC)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
CAPB ou CAPL, 1er degré	4	3	4	5	2	3	4	5	1	1	1	1	2	3	3	1	1	5	4	5	2	6	1	4	1	4	4	2	1	2	1	2	8	4	1	0		
Directeurs de CO	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1		
AME	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1		
SAENES	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1		
ADAEES	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
ATRF	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
ATE	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
Infirmières de cat. A	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
Assistant de service social	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
CCPA Directeurs adjoints chargés de	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
CCSA	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
Directeurs d'établissements d'enseignement	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Directeurs d'établissements d'enseignement et agents non titulaires exerçant les fonctions dans les établissements administratifs, sociaux et de services	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
Titulaires exerçant les fonctions dans les établissements administratifs, sociaux et de services	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
Agents non titulaires exerçant les fonctions dans les établissements administratifs, sociaux et de services	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
TOTAL des BVE des BVEC académique	26	25	26	27	25	26	25	27	26	27	22	23	24	25	25	23	13	27	26	27	24	7	28	23	26	26	26	23	24	2	24	30	26	1	6			
Nombre de BVE dans le BVEC public	15	13	15	15	13	15	13	15	13	15	13	13	13	13	13	13	7	15	15	15	13	7	15	13	15	15	15	13	7	13	15	15	7	7	7			

Annexe 9C
Nombre et répartition des clefs des 71 BVE ou BVEC

	7 clefs	13 clefs	15 clefs	17 clefs
	SAAM 1 BVEC pour les 6 BVE			
	- DAF : 1 BVE CCMMEP - SPM : 1 BVEC public (Comité spécial et CAPL 1er degré) - SPM : 1 BVE CCMD - Wallis-et-Futuna : 1 BVE Comité spécial			1 BVEC à la DGRH qui comprend 37 BVE
	3 BVEC COM : Polynésie, Nouvelle-Calédonie, Mayotte			
	32 BVEC académies ou Com (Polynésie, Nouvelle-Calédonie) CCMA, CCMD et CCMI	15 BVEC dans les académies ayant entre 20 à 25 BVE	15 BVEC dans les académies ayant entre 26 à 30 BVE	
Total BVE et BVEC	40	15	15	1

	7 clefs	13 clefs	15 clefs	17 clefs
Clefs pour les membres de l'administration	2	3	4	4
Seuil pour ouverture	4	7	8	9

Annexe 10A
BVE enseignement public**RECTORAT DE [PRÉCISER]**

Arrêté du XXXXXXXXXX 2014 portant création du bureau de vote électronique pour l'élection [préciser l'instance ; exemple : du comité technique académique de]

Le recteur [ou vice-recteur ou chef du service de l'éducation nationale de Saint-Pierre-et-Miquelon] de l'académie de [préciser], chancelier des universités,

Vu le décret n° 2011-595 du 26 mai 2011 modifié relatif aux conditions et modalités de recours au vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique d'État ;

Vu le décret n° 2014-1029 du 9 septembre 2014 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et pour les élections professionnelles des maîtres des établissements d'enseignement privés des premier et second degrés sous contrat relevant du ministre chargé de l'éducation nationale ;

Vu l'arrêté du 9 septembre 2014 relatif aux modalités d'organisation du vote électronique par internet des personnels relevant du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche pour l'élection des représentants des personnels aux comités techniques, aux commissions administratives paritaires, aux commissions consultatives paritaires, au comité consultatif ministériel des maîtres de l'enseignement privé sous contrat et aux commissions consultatives mixtes pour les élections professionnelles fixées du 27 novembre 2014 au 4 décembre 2014 ;

ARRETE :**Article 1^{er}**

Il est institué un bureau de vote électronique pour l'élection [préciser l'instance ; exemple : du comité technique académique de].

Il exerce les compétences fixées par les décrets et l'arrêté susvisés.

Article 2

Le bureau de vote électronique, mentionné à l'article 1^{er}, est institué pour les élections fixées du 27 novembre au 4 décembre 2014.

Article 3

Le bureau de vote électronique comprend les membres représentant l'administration suivants :

- 1- Président, M. XXXXXXXXXX, [préciser Civilité, Nom, Prénom], [qualité à préciser ; ex. : secrétaire général]
- 2- Secrétaire, M XXXXXXXXXX, [préciser Civilité, Nom, Prénom], [qualité à préciser]

Le bureau de vote électronique comprend les membres représentants les organisations syndicales candidates à l'élection suivants :

- 1- Délégué de la liste n° 1
- 2- Délégué de la liste n° 2
- 3- XXXXXXXX

Article 4

Le secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'un affichage dans les services académiques.

Annexe 10B**BVE enseignement privé sous contrat (scrutins CCMA, CCMD ou CCMI)****RECTORAT DE [PRÉCISER]**

Arrêté du XX XXX 2014 portant création du bureau de vote électronique pour l'élection de la commission consultative mixte [préciser académique ou départementale ou interdépartementale] de [préciser]

Le recteur [ou vice-recteur ou chef du service de l'éducation nationale de Saint-Pierre-et-Miquelon] de l'académie de [préciser], chancelier des universités,

Vu le code de l'éducation, notamment son article R. 914-10-17 ;

Vu le décret n° 2011-595 du 26 mai 2011 modifié relatif aux conditions et modalités de recours au vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique d'État ;

Vu le décret n° 2014-1029 du 9 septembre 2014 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et pour les élections professionnelles des maîtres des établissements d'enseignement privés des premier et second degrés sous contrat relevant du ministre chargé de l'éducation nationale ;

Vu l'arrêté du 9 septembre 2014 relatif aux modalités d'organisation du vote électronique par internet des personnels relevant du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche pour l'élection des représentants des personnels aux comités techniques, aux commissions administratives paritaires, aux commissions consultatives paritaires, au comité consultatif ministériel des maîtres de l'enseignement privé sous contrat et aux commissions consultatives mixtes pour les élections professionnelles fixées du 27 novembre 2014 au 4 décembre 2014 ;

ARRETE :**Article 1^{er}**

Il est institué un bureau de vote électronique pour l'élection de la commission consultative mixte [préciser académique ou départementale ou interdépartementale] de [préciser].

Il exerce les compétences fixées par les décrets et l'arrêté susvisés.

Article 2

Le bureau de vote électronique, mentionné à l'article 1^{er}, est institué pour les élections fixées du 27 novembre au 4 décembre 2014.

Article 3

Le bureau de vote électronique comprend les membres représentant l'administration suivants :

- 1- Président, M. XXXXXXXXX, [préciser Civilité, Nom, Prénom], [qualité à préciser ; ex. : secrétaire général]
- 2- Secrétaire, M XXXXXXXXX, [préciser Civilité, Nom, Prénom], [qualité à préciser]

Le bureau de vote électronique comprend les membres représentants les organisations syndicales candidates à l'élection suivants :

- 1- Délégué de la liste n° 1
- 2- Délégué de la liste n° 2
- 3- XXXXXXXX

Article 4

Le secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'un affichage dans les services académiques.

Annexe 11A
BVEC enseignement public**RECTORAT DE [PRÉCISER]**

Arrêté du XXXXXXXXXX 2014 portant création du bureau de vote électronique centralisateur pour l'élection des commissions administratives paritaires académiques et départementales ainsi que des commissions consultatives paritaires relevant de l'académie de [préciser]

Le recteur de l'académie de [préciser], chancelier des universités,

Vu le décret n° 2011-595 du 26 mai 2011 modifié relatif aux conditions et modalités de recours au vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique d'État ;

Vu le décret n° 2014-1029 du 9 septembre 2014 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et pour les élections professionnelles des maîtres des établissements d'enseignement privés des premier et second degrés sous contrat relevant du ministre chargé de l'éducation nationale ;

Vu l'arrêté du 9 septembre 2014 relatif aux modalités d'organisation du vote électronique par internet des personnels relevant du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche pour l'élection des représentants des personnels aux comités techniques, aux commissions administratives paritaires, aux commissions consultatives paritaires, au comité consultatif ministériel des maîtres de l'enseignement privé sous contrat et aux commissions consultatives mixtes pour les élections professionnelles fixées du 27 novembre 2014 au 4 décembre 2014 ;

ARRETE :**Article 1er**

Il est institué un bureau de vote électronique centralisateur pour l'élection des commissions administratives paritaires académiques et départementales (1), des commissions consultatives paritaires (2), ainsi que de la commission consultatives spéciale suivante (3):

(1)

- Inspecteurs de l'éducation nationale
- Personnels de direction d'établissement d'enseignement ou de formation relevant du ministre de l'éducation nationale
- Attachés d'administration de l'État
- Secrétaires administratifs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur
- Adjointes administratifs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur
- Infirmiers de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur
- Assistants de service social des administrations de l'État
- Professeurs agrégés
- Professeurs certifiés et adjoints d'enseignement
- Professeurs d'éducation physique et sportive et chargés d'enseignement d'éducation physique et sportive
- Professeurs de lycée professionnel
- Professeurs des écoles et instituteurs
- Conseillers principaux d'éducation
- Conseillers d'orientation psychologues et directeurs de centre d'information et d'orientation
- Adjointes techniques de recherche et de formation
- Adjointes techniques des établissements d'enseignement
- Professeurs d'enseignement général de collège

(2)

- Directeurs adjoints chargés de section d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA)

- Agents non titulaires exerçant des fonctions d'enseignement d'éducation et d'orientation
- Agents non titulaires exerçant des fonctions dans les domaines administratif, technique, social et de santé
- Agents non titulaires exerçant des fonctions de surveillance et d'accompagnement des élèves (assistants d'éducation/ agents accompagnant les élèves en situation de handicap/maîtres d'internat/surveillants d'externat)

(3)

- Directeurs d'établissements spécialisés.

Il exerce les compétences fixées par les décrets et l'arrêté susvisés.

Article 2

Le bureau de vote électronique centralisateur, mentionné à l'article 1^{er}, est institué pour les élections fixées du 27 novembre au 4 décembre 2014.

Il est constitué dans les conditions fixées par l'arrêté susvisé.

Article 3

I - Le bureau de vote électronique centralisateur comprend les membres représentants l'administration suivants :

- 1- Président, M. XXXXXXXXX, [préciser Civilité, Nom, Prénom], [qualité à préciser ; ex. : *secrétaire général*]
- 2- Secrétaire, M XXXXXXXXX, [préciser Civilité, Nom, Prénom], [qualité à préciser]

II - Le bureau de vote électronique centralisateur comprend le ou les assesseur(s) suivant(s) :

- 1- [préciser Civilité, Nom, Prénom]
- 2- [préciser Civilité, Nom, Prénom]

III - Le bureau de vote électronique centralisateur comprend les membres représentant les organisations syndicales, fédérations ou liste d'union candidates à au moins une élection entrant dans son champ de compétence suivants :

- 1 – [préciser Civilité, Nom, Prénom], délégué de l'organisation syndicale ou la liste d'union des organisations syndicales [préciser] candidate à l'élection de [préciser une instance concernée dans le champ de compétence du BVEC]
- 2 – [préciser Civilité, Nom, Prénom], délégué de l'organisation syndicale ou la liste d'union des organisations syndicales [préciser] candidate à l'élection de [préciser une instance concernée dans le champ de compétence du BVEC]
- 3 – [préciser Civilité, Nom, Prénom], délégué de l'organisation syndicale ou la liste d'union des organisations syndicales [préciser] candidate à l'élection de [préciser une instance concernée dans le champ de compétence du BVEC]
- 4 - XXXXXXXX [préciser]

Article 4

Le secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'un affichage dans les services académiques.

Annexe 11B**BVEC enseignement privé sous contrat (scrutins CCMA, CCMD ou CCMI)****RECTORAT DE [PRÉCISER]**

Arrêté du XXXXX 2014 portant création du bureau de vote électronique centralisateur pour l'élection des commissions consultatives mixtes académique et [préciser : départementale(s) ou interdépartementale ou les deux pour Bordeaux] de l'académie de [préciser]

Le recteur de l'académie de [préciser], chancelier des universités,

Vu le code de l'éducation, notamment son article R. 914-10-17 ;

Vu le décret n° 2011-595 du 26 mai 2011 modifié relatif aux conditions et modalités de recours au vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique d'État ;

Vu le décret n° 2014-1029 du 9 septembre 2014 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et pour les élections professionnelles des maîtres des établissements d'enseignement privés des premier et second degrés sous contrat relevant du ministre chargé de l'éducation nationale ;

Vu l'arrêté du 9 septembre 2014 relatif aux modalités d'organisation du vote électronique par internet des personnels relevant du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche pour l'élection des représentants des personnels aux comités techniques, aux commissions administratives paritaires, aux commissions consultatives paritaires, au comité consultatif ministériel des maîtres de l'enseignement privé sous contrat et aux commissions consultatives mixtes pour les élections professionnelles fixées du 27 novembre 2014 au 4 décembre 2014 ;

ARRETE :**Article 1er**

Il est institué un bureau de vote électronique centralisateur pour l'élection des commissions consultatives mixtes académique et [préciser : départementale(s) ou interdépartementale ou les deux pour Bordeaux] de l'académie de [préciser].

Il exerce les compétences fixées par les décrets et l'arrêté susvisés.

Article 2

Le bureau de vote électronique centralisateur, mentionné à l'article 1^{er} du présent arrêté, est institué pour les élections fixées du 27 novembre au 4 décembre 2014.

Il est constitué dans les conditions fixées par l'arrêté susvisé.

Article 3

I - Le bureau de vote électronique centralisateur comprend les membres représentant l'administration suivants :

1 - Président, [préciser Civilité, Nom, Prénom], [qualité à préciser]

2 - Secrétaire, [préciser Civilité, Nom, Prénom], [qualité à préciser]

II - Le bureau de vote électronique centralisateur comprend l'assesseur suivant : [préciser Civilité, Nom, Prénom]

III - Le bureau de vote électronique centralisateur comprend les membres représentant les organisations syndicales, fédérations ou liste d'union candidates à au moins une élection entrant dans son champ de compétence suivants :

1 - [préciser Civilité, Nom, Prénom], délégué de l'organisation syndicale ou la liste d'union des organisations syndicales [préciser] candidate à l'élection de [préciser une instance concernée dans le champ de compétence du BVEC : CCMA, CCMD ou CCMI]

2 - [préciser Civilité, Nom, Prénom], délégué de l'organisation syndicale ou la liste d'union des organisations syndicales [préciser] candidate à l'élection de [préciser une instance concernée dans le champ de compétence du BVEC : CCMA, CCMD ou CCMI]

3 - [préciser Civilité, Nom, Prénom], délégué de l'organisation syndicale ou la liste d'union des organisations syndicales [préciser] candidate à l'élection de [préciser une instance concernée dans le champ de compétence du BVEC : CCMA, CCMD ou CCMI]

4 - ...

5 - ...

Article 4

Le secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'un affichage dans les services académiques.

Annexe 12

Calcul de répartition des sièges

I- Règles communes relatives aux modalités d'attribution des sièges dans les comités techniques et les commissions administratives paritaires

Pour la détermination du nombre de sièges attribués à chaque liste en présence, il est nécessaire d'établir :

- le nombre de suffrages valablement exprimés, soit le nombre total de suffrages moins les votes blancs et nuls ;
- le quotient électoral, soit le nombre de suffrages valablement exprimés divisé par le nombre de sièges de représentants titulaires à élire pour la CAP ou le CT ;
- le nombre de voix obtenues par chaque liste.

Le calcul de la répartition des sièges de titulaires s'effectue suivant la règle de la représentation proportionnelle avec répartition des restes à la plus forte moyenne.

- Étape 1 : calcul du quotient électoral

$$\text{Quotient électoral} = \frac{\text{Nombre de suffrages valablement exprimés}}{\text{Nombre de sièges de titulaires à pourvoir}}$$

- Étape 2 : répartition suivant le quotient électoral

Pour chaque organisation syndicale candidate : Nombre de suffrages obtenus par l'Organisation syndicale

$$\text{Nombre de sièges (*)} = \frac{\text{Nombre de suffrages obtenus par l'organisation syndicale}}{\text{Quotient électoral}}$$

(*) arrondi à l'entier immédiatement inférieur

- Étape 3 : (si nécessaire) répartition, à la plus forte moyenne, des sièges restant à attribuer

Pour chaque liste : Moyenne = $\frac{\text{Nombre de suffrages obtenus par l'organisation syndicale}}{\text{Nombre de sièges déjà obtenus} + 1}$

Le siège est attribué à la liste qui obtient la plus forte moyenne.

Cette étape est reproduite autant de fois que nécessaire pour attribuer l'ensemble des sièges

En cas de scrutin de liste, lorsque pour l'attribution d'un siège des listes obtiennent la même moyenne, le siège est attribué à la liste qui a recueilli le plus grand nombre de voix. Si les listes en cause ont recueilli le même nombre de voix, le siège est attribué à celle qui a présenté le plus grand nombre de candidats au titre de l'instance concernée. Si plusieurs de ces listes ont obtenu le même nombre de voix et ont présenté le même nombre de candidats, le siège est attribué par voie de tirage au sort entre elles.

En cas de scrutin sur sigle (pour les CCP des ANT), lorsque pour l'attribution d'un siège, des candidatures obtiennent la même moyenne, le siège est attribué à l'organisation syndicale qui a recueilli le plus grand nombre de voix. Si les organisations syndicales en cause ont recueilli le même nombre de voix, le siège est attribué par voie de tirage au sort entre elles.

- Étape 4 : répartition des sièges de suppléants

Le nombre de sièges de suppléants attribués à chaque organisation syndicale est égal au nombre de sièges de titulaires obtenus.

EXEMPLE de répartition de 10 sièges de titulaires à pourvoir.

① Nombre de suffrages	240 ; dont 6 bulletins blancs et nuls
② Suffrages valablement exprimés : 234	Organisation A : 61 suffrages Organisation B : 150 suffrages Organisation C : 23 suffrages
③ Quotient électoral = 23,4	2 sièges pour l'organisation A 6 sièges pour l'organisation B 0 siège pour l'organisation C
④ Il reste deux sièges à pourvoir	Moyenne : Organisation A : 20,3 (61/(2+1)) Organisation B : 21,42 (150/(6+1)) Organisation C : 23 (23/0+1) le neuvième siège est attribué à l'organisation C

<p>⑥ Il reste un siège à pourvoir</p>	<p>Moyenne : Organisation A : 20,3 (61/(2+1)) Organisation B : 21,42 (150/(6+1)) Organisation C : 11,5 (23/1+1) Le dixième siège est attribué à l'organisation B</p>
<p>⑦ Résultat final = total des sièges obtenus</p>	<p>Organisation A : 2 sièges titulaires + 2 sièges suppléants Organisation B : 7 sièges titulaires + 7 sièges suppléants Organisation C : 1 siège titulaire + 1 siège suppléant</p>

II- Règles particulières relatives aux modalités d'attribution des sièges dans les comités techniques et les commissions administratives paritaires

A- dans les comités techniques :

En cas de liste ne comportant pas un nombre de noms égal au nombre de sièges de représentants titulaires et de représentants suppléants à pourvoir, lors du dépôt des candidatures ou au terme de la procédure prévue au II de l'article 22 (c'est-à-dire après contrôle de l'éligibilité des candidats), l'organisation syndicale ne peut prétendre à l'obtention de plus de sièges de représentants titulaires et de représentants suppléants du personnel que ceux pour lesquels elle a proposé des candidats. Les sièges éventuellement restants ne sont pas attribués.

Par exemple, pour un nombre de sièges à pourvoir de 20 membres (titulaires et suppléants), si l'organisation syndicale dépose une liste comprenant 14 membres et qu'elle obtient 16 sièges, elle ne pourra nommer que 7 titulaires et 7 suppléants. Si cette même liste, au terme de la procédure de contrôle de l'éligibilité des candidats, devient impaire (13 membres), elle nommera 7 titulaires et 6 suppléants. Dans les deux cas, les sièges restants ne lui sont pas attribués et restent non pourvus au sein de l'instance.

B- dans les commissions administratives paritaires :

Dans l'hypothèse où aucune liste n'a présenté de candidat pour un ou plusieurs grades d'un corps, deux conséquences doivent en être tirées de la lecture combinée des articles 20 et 21 du décret du 28 mai 1982 (confirmé par une décision du Conseil d'État du 16 juin 1999 n°188266):

- 1) la désignation des représentants du ou de ces grades a lieu par tirage au sort parmi les fonctionnaires du ou des grades considérés (article 21 b du décret du 28 mai 1982). Si les fonctionnaires ainsi désignés n'acceptent pas leur nomination les sièges vacants des représentants du personnel sont attribués à des représentants de l'administration qui seront nécessairement titulaires d'un grade égal ou supérieur.
- 2) Pour l'attribution des sièges par la voie de l'élection, **le quotient électoral est calculé en retenant les seuls sièges pour lesquels des candidatures ont été présentées, sans tenir compte de ceux devant être pourvus par tirage au sort.** En application de l'article 20 du décret précité **le quotient est donc déterminé** en divisant le nombre total de suffrages valablement exprimés par le nombre de représentants titulaires à élire pour l'ensemble du corps.

Exemple : Pour une CAP de 10 sièges dont 1 de hors classe et 9 de classe normale aucune organisation syndicale n'a déposé de liste pour la hors classe ; en reprenant l'exemple précédent

Suffrages valablement exprimés : **6020**

Quotient électoral : 6020 : 9 = **668,8**

Puis on déroule le même mécanisme de calcul que précédemment mais avec le nouveau quotient électoral **pour 9 sièges** à attribuer selon la voie de l'élection.

III- Enseignement privé sous contrat

Pour les scrutins CCMMEP, CCMA, CCMD ou CCMI concernant les maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat, les modalités de répartition des sièges sont rappelés en annexe 9 « Modalités d'attribution des sièges des représentants des maîtres » de la circulaire n° 2014-045 du 28 mars 2014 relative à la réforme des instances représentatives des maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat.

Annexe 13A**Modèle de procès-verbal résultats (enseignement public)**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE,
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

**Élection des représentants du personnel à la commission administrative paritaire nationale
unique commune aux corps des instituteurs et des professeurs des écoles**

SCRUTIN DU 27 NOVEMBRE AU 4 DÉCEMBRE 2014

Bureau de vote électronique centralisateur du ministère de l'éducation nationale

Réunion du 4 décembre 2014

PROCLAMATION DES RÉSULTATS

Conformément aux dispositions de l'arrêté du XX XX 2014, le bureau de vote électronique centralisateur réuni le jeudi 4 décembre 2014, à XX heures XX, au ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, 72, rue Regnault 75013 Paris, proclame les résultats électoraux suivants :

Président : [préciser Civilité, Nom, Prénom]

Secrétaire : [préciser Civilité, Nom, Prénom]

Délégués des listes en présence ou suppléants :

[préciser Civilité, Nom, Prénom, organisation syndicale ou union d'organisations syndicales représentée]

Exemple :

- [préciser Civilité, Nom, Prénom] SGEN CFDT ;
- [préciser Civilité, Nom, Prénom] SUD EDUCATION ;
- [préciser Civilité, Nom, Prénom] UNSEN CGT ;
- [préciser Civilité, Nom, Prénom] SCENRAC CFTC ;
- [préciser Civilité, Nom, Prénom] SNUDI FO FNEC FP ;
- [préciser Civilité, Nom, Prénom] SE UNSA ;
- [préciser Civilité, Nom, Prénom] @VENIR.ECOLES FP CFE CGC ;
- [préciser Civilité, Nom, Prénom] SNEP SNCL FAEN ;
- M. [préciser Civilité, Nom, Prénom] SNUIPP FSU ;
- M. [préciser Civilité, Nom, Prénom] SNE CSEN.

Émargement

.....

Nombre de représentants du personnel

Conformément aux dispositions fixées par le décret n° 90-770 du 31 août 1990 modifié relatif aux commissions administratives paritaires uniques communes aux corps des instituteurs et des professeurs des écoles, la commission administrative paritaire nationale comprend **dix membres titulaires représentant le personnel** :

- **1 siège représente les professeurs des écoles hors classe**
- **9 sièges représentent les professeurs des écoles de classe normale et instituteurs**
- **Chaque titulaire a deux suppléants** qui ont rang de premier et deuxième suppléant en fonction de leur rang d'inscription sur la liste des candidats.

Résultats du dépouillement

Nombre des électeurs inscrits :

Nombre des votants :

Nombre de bulletins blancs ou nuls :

Nombre de suffrages valablement exprimés :

Listes en présence	SNUIPP FSU	SE UNSA	SNUDIFO FNEC FP	SGEN CFDT	Sud Education	SNE CSEN	UNSEN CGT	@venir.écoles FP CFE CGC	SCENRAC CFTC	SNEP SNCL FAEN
Nombre de voix										
Nombre de sièges										

Calcul du nombre de sièges attribués à chaque liste en présence

La CAPN comporte **dix sièges de titulaires** avec une représentation indifférenciée des professeurs des écoles et des instituteurs. Pour la détermination du nombre de sièges, il est nécessaire d'établir :

- le nombre de suffrages valablement exprimés, soit le nombre total de suffrages moins les votes blancs et nuls) soit [préciser] voix ;
- le quotient électoral, soit le nombre de suffrages valablement exprimés divisé par le nombre de sièges de représentants titulaires à élire pour la CAPN ($XXXXX/10 = XXXXXXX$) ;
- le nombre de voix obtenues par chaque liste.

En application de l'article 21 (a) du décret du 28 mai 1982 modifié, le nombre de sièges de représentants titulaires attribués à chaque liste se détermine en divisant le nombre de voix obtenues par chaque liste par le quotient électoral. Chaque liste a droit à autant de sièges de représentants titulaires que le nombre de voix recueillies par elle contient de fois le **quotient électoral**.

Les sièges de représentants titulaires restant éventuellement à pourvoir seront attribués suivant la règle de la **plus forte moyenne** (pour chaque liste le nombre de voix obtenues est divisé par le nombre de sièges déjà attribués à la liste auquel est ajouté fictivement le siège à pourvoir).

1re phase : répartition des sièges suivant le Quotient électoral (QE) :

Liste SNUIPP-FSU = la liste SNUIPP-FSU obtient [préciser] sièges selon la règle du QE
Liste SE-UNSA = la liste SE-UNSA obtient [préciser] siège selon la règle du QE
Liste SNUDI-FO = la liste SNUDI-FO obtient [préciser] siège selon la règle du QE
Liste SGEN-CFDT = la liste SGEN-CFDT obtient [préciser] siège selon la règle du QE
Idem pour les autres listes

Six sièges sur dix ont été répartis selon la règle du Quotient électoral, il reste donc **quatre sièges** à pourvoir.

2e phase : répartition selon la plus forte moyenne (PFM) :

Rappel de la règle de calcul :

Les **quatre** sièges restants sont attribués selon la règle de la plus forte moyenne. Il s'agit pour chaque liste de diviser le nombre de voix obtenues par le nombre de sièges obtenus au QE auquel est ajouté **fictivement** le siège à pourvoir.

Attribution du 7e siège :

Liste SNUIPP-FSU =
Liste SE-UNSA =
Liste SNUDI-FO =
Liste SGEN-CFDT =
Liste SUD-EDUCATION =
Liste SNE-CSEN =
Liste UNSEN-CGT =
Liste @venir-écoles =
Liste SCENRAC-CFTC =
Liste SNEP-SNCL (FAEN) =

La liste [préciser] a la plus forte moyenne et obtient donc le 7e siège

Attribution du 8e siège :

Liste SNUIPP-FSU =
Liste SE-UNSA =
Liste SNUDI-FO =
Liste SGEN-CFDT =
Liste SUD-EDUCATION =
Les autres listes ont les mêmes données que pour l'attribution du 7e siège
La liste [préciser] a la plus forte moyenne et obtient donc le 8e siège

Attribution du 9e siège :

Liste SNUIPP-FSU =
Liste SE-UNSA =
Liste SNUDI-FO =
Liste SGEN-CFDT =
Liste SUD-EDUCATION =
Les autres listes ont les mêmes données que pour l'attribution du 7e siège
La liste [préciser] a la plus forte moyenne et obtient donc le 9e siège

Attribution du 10e siège :

Liste SNUIPP-FSU =
Liste SE-UNSA =
Liste SNUDI-FO =
Liste SGEN-CFDT =
Liste SUD-EDUCATION =
Les autres listes ont les mêmes données que pour l'attribution du 7e siège
La liste [préciser] a la plus forte moyenne et obtient donc le 10e siège

Résultats :

Liste SNUIPP-FSU =

Liste SE-UNA =

Liste SNUDI-FO=

REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL PROCLAMÉS ÉLUS**TITULAIRES****Corps des professeurs des écoles et des instituteurs**

Professeur des écoles hors classe :

PREMIERS SUPPLÉANTS**Corps des professeurs des écoles et des instituteurs**

Professeur des écoles hors classe :

SECONDS SUPPLÉANTS**Corps des professeurs des écoles et des instituteurs**

Professeur des écoles hors classe :

OBSERVATIONS

Le président :

La secrétaire :

L'assesseur :

Les délégués de listes ou les suppléants :

SGEN CFDT

SUD EDUCATION

UNSEN CGT

SCENRAC CFTC

SNUDI FO FNEC FP

SE UNSA

@VENIR.ECOLES FP CFE CGC

SNEP SNCL FAEN

SNUIPP FSU

SNE CSEN

Annexe 13B**Modèle de procès-verbal résultats (enseignement privé sous contrat)**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE,
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

Élection des représentants des maîtres à la commission consultative mixte [préciser : académique
ou départementale ou interdépartementale]

SCRUTIN DU 27 NOVEMBRE AU 4 DECEMBRE 2014

Bureau de vote électronique centralisateur

Réunion du 4 décembre 2014

PROCLAMATION DES RÉSULTATS

Conformément aux dispositions de l'arrêté du XX XXXX 2014, le bureau de vote électronique centralisateur réuni le jeudi 4 décembre 2014, à XX heures XX, au [préciser le service et son adresse postale], proclame les résultats électoraux suivants :

A. Émargement

Président : [préciser Civilité, Nom, Prénom]

Secrétaire : [préciser Civilité, Nom, Prénom]

Assesseur : [préciser Civilité, Nom, Prénom]

Délégués des listes en présence ou suppléants

[préciser Civilité, Nom, Prénom, organisation syndicale ou union
d'organisations syndicales représentée]

[préciser Civilité, Nom, Prénom, organisation syndicale ou union
d'organisations syndicales représentée]

[préciser Civilité, Nom, Prénom, organisation syndicale ou union
d'organisations syndicales représentée]

[préciser Civilité, Nom, Prénom, organisation syndicale ou union
d'organisations syndicales représentée]

[préciser Civilité, Nom, Prénom, organisation syndicale ou union
d'organisations syndicales représentée]

B. Résultats du dépouillement

Données générales

Nombre des électeurs inscrits	
Nombre des votants	
Nombre de bulletins blancs ou nuls	
Nombre de suffrages valablement exprimés	

Listes en présence

Liste en présence	[préciser]	[préciser]	[préciser]	[préciser]	[préciser]	[préciser]	[préciser]
Nombre de voix							
Nombre de sièges							

C. Calcul du nombre de sièges attribués à chaque liste en présence

La commission consultative mixte [préciser : académique ou départementale ou interdépartementale] comporte [préciser] sièges de titulaires

Pour la détermination du nombre de sièges, il est nécessaire d'établir :

- le nombre de suffrages valablement exprimés, soit le nombre total de suffrages moins les votes blancs et nuls soit [préciser] voix ;

- le quotient électoral (QE), soit le nombre de suffrages valablement exprimés divisé par le nombre de sièges de représentants titulaires à élire pour la CCM : $\frac{\text{[préciser nombre de suffrage valablement exprimés]}}{\text{[préciser nombre de sièges de représentants titulaires]}} = \text{XXXXX}$;

-le nombre de voix obtenues par chaque liste.

En application de l'article R. 914-10-19 du code de l'éducation, le nombre de sièges de représentants titulaires attribués à chaque liste est déterminé en divisant le nombre de voix obtenues par chaque liste par le quotient électoral (QE). Chaque liste a droit à autant de sièges de représentants titulaires que le nombre de voix recueillies par elle contient de fois le quotient électoral (QE).

Les sièges de représentants titulaires restant éventuellement à pourvoir sont attribués suivant la règle de la plus forte moyenne (pour chaque liste le nombre de voix obtenues est divisé par le nombre de sièges déjà attribués à la liste auquel est ajouté fictivement le siège à pourvoir).

1re phase : répartition des sièges suivant le quotient électoral (QE)

Listes en présence	Nombre de siège(s) obtenu(s) selon la règle du QE
[préciser organisations syndicales ou union d'organisations syndicales ayant présenté la liste]	Résultat = Nb de voix obtenues par la liste / QE
[préciser organisations syndicales ou union d'organisations syndicales ayant présenté la liste]	
[préciser organisations syndicales ou union d'organisations syndicales ayant présenté la liste]	
[préciser organisations syndicales ou union d'organisations syndicales ayant présenté la liste]	
[préciser organisations syndicales ou union d'organisations syndicales ayant présenté la liste]	
Idem pour les autres listes	

[préciser nombre de siège pourvus selon la règle du QE (A)] sièges sur [préciser nombre total de sièges de représentants titulaires à pourvoir (B)] ont été répartis selon la règle du quotient électoral, il reste donc [résultat (B)-(A)] sièges à pourvoir.

2e phase : répartition selon la plus forte moyenne (PFM)

Rappel de la règle de calcul

Le(s) [résultat (B)-(A)] siège(s) restant à pourvoir est (sont) attribué(s) selon la règle de la plus forte moyenne. Il s'agit pour chaque liste de diviser le nombre de voix obtenues par le nombre de sièges déjà obtenus auquel est ajouté fictivement le siège à pourvoir.

Cette étape est reproduite autant de fois que nécessaire pour attribuer l'ensemble des sièges.

Attribution du [préciser]e siège

Listes en présence	Plus forte moyenne
[préciser organisations syndicales ou union d'organisations syndicales ayant présenté la liste]	Résultat = Nb de voix obtenues par la liste / (nombre de siège(s) déjà obtenu(s) par la liste en 1ère phase +1 siège)
[préciser organisations syndicales ou union d'organisations syndicales ayant présenté la liste]	Idem
[préciser organisations syndicales ou union d'organisations syndicales ayant présenté la liste]	Idem
[préciser organisations syndicales ou union d'organisations syndicales ayant présenté la liste]	Idem
[préciser organisations syndicales ou union d'organisations syndicales ayant présenté la liste]	Idem
Idem pour les autres listes	idem

La liste [préciser organisation syndicale ou union d'organisations syndicales] a la plus forte moyenne et obtient donc le [préciser]e siège.

Attribution du [préciser]e siège

Listes en présence	Plus forte moyenne
[préciser organisations syndicales ou union d'organisations syndicales ayant présenté la liste]	Résultat = Nb de voix obtenues par la liste / (nombre de siège(s) déjà obtenu(s) par la liste +1 siège)
[préciser organisations syndicales ou union d'organisations syndicales ayant présenté la liste]	Idem
[préciser organisations syndicales ou union d'organisations syndicales ayant présenté la liste]	Idem
[préciser organisations syndicales ou union d'organisations syndicales ayant présenté la liste]	Idem
[préciser organisations syndicales ou union d'organisations syndicales ayant présenté la liste]	Idem
Idem pour les autres listes	idem

La liste [préciser organisation syndicale ou union d'organisations syndicales] a la plus forte moyenne et obtient donc le [préciser]e siège.

Attribution du [préciser]e siège

Listes en présence	Plus forte moyenne
[préciser organisations syndicales ou union d'organisations syndicales ayant présenté la liste]	Résultat = Nb de voix obtenues par la liste / (nombre de siège(s) obtenu(s) par la liste en 1ère phase +1 siège)
[préciser organisations syndicales ou union d'organisations syndicales ayant présenté la liste]	Idem
[préciser organisations syndicales ou union d'organisations syndicales ayant présenté la liste]	Idem
[préciser organisations syndicales ou union d'organisations syndicales ayant présenté la liste]	Idem
[préciser organisations syndicales ou union d'organisations syndicales ayant présenté la liste]	Idem
Idem pour les autres listes	idem

La liste [préciser organisation syndicale ou union d'organisations syndicales] a la plus forte moyenne et obtient donc le [préciser]e siège.

Résultats

Listes en présence	Nombre de siège(s) obtenu(s) à l'issue de la répartition
[préciser organisations syndicales ou union d'organisations syndicales ayant présenté la liste]	
[préciser organisations syndicales ou union d'organisations syndicales ayant présenté la liste]	
[préciser organisations syndicales ou union d'organisations syndicales ayant présenté la liste]	
[préciser organisations syndicales ou union d'organisations syndicales ayant présenté la liste]	
[préciser organisations syndicales ou union d'organisations syndicales ayant présenté la liste]	
[préciser organisations syndicales ou union d'organisations syndicales ayant présenté la liste]	
Idem pour les autres listes	

D. Représentants des maîtres proclamés élus

L'article R. 914-10-20 prévoit que les représentants titulaires sont désignés selon l'ordre de présentation de la liste. Il est attribué à chaque liste un nombre de sièges de représentants suppléants égal à celui des représentants titulaires élus au titre de cette liste.

Les représentants suppléants élus sont désignés selon l'ordre de présentation de la liste, après désignation des représentants titulaires.

Titulaires	[préciser Civilité, Nom, Prénom, organisation syndicale ou union d'organisations syndicales représentée]
	[préciser Civilité, Nom, Prénom, organisation syndicale ou union d'organisations syndicales représentée]
	[préciser Civilité, Nom, Prénom, organisation syndicale ou union d'organisations syndicales représentée]
	[préciser Civilité, Nom, Prénom, organisation syndicale ou union d'organisations syndicales représentée]
	[préciser Civilité, Nom, Prénom, organisation syndicale ou union d'organisations syndicales représentée]
	[préciser Civilité, Nom, Prénom, organisation syndicale ou union d'organisations syndicales représentée]
Suppléants	[préciser Civilité, Nom, Prénom, organisation syndicale ou union d'organisations syndicales représentée]
	[préciser Civilité, Nom, Prénom, organisation syndicale ou union d'organisations syndicales représentée]
	[préciser Civilité, Nom, Prénom, organisation syndicale ou union d'organisations syndicales représentée]
	[préciser Civilité, Nom, Prénom, organisation syndicale ou union d'organisations syndicales représentée]
	[préciser Civilité, Nom, Prénom, organisation syndicale ou union d'organisations syndicales représentée]
	[préciser Civilité, Nom, Prénom, organisation syndicale ou union d'organisations syndicales représentée]

E. Observations

F. Signature procès-verbal

Le président

Le secrétaire :

L'assesseur :

Les délégués de liste ou leurs suppléants

[préciser Civilité, Nom, Prénom, organisation syndicale ou union
d'organisations syndicales représentée]

[préciser Civilité, Nom, Prénom, organisation syndicale ou union
d'organisations syndicales représentée]

[préciser Civilité, Nom, Prénom, organisation syndicale ou union
d'organisations syndicales représentée]

[préciser Civilité, Nom, Prénom, organisation syndicale ou union
d'organisations syndicales représentée]

[préciser Civilité, Nom, Prénom, organisation syndicale ou union
d'organisations syndicales représentée]

[préciser Civilité, Nom, Prénom, organisation syndicale ou union
d'organisations syndicales représentée]

[préciser Civilité, Nom, Prénom, organisation syndicale ou union
d'organisations syndicales représentée]

Mouvement du personnel

Nomination

Déléguée académique au numérique de l'académie d'Aix-Marseille

NOR : MENH1400420A

arrêté du 21-8- 2014

MENESR - DGRH E1-2

Par arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 21 août 2014, Brigitte Jauffret, inspectrice d'académie-inspectrice pédagogique régionale, est nommée déléguée académique au numérique (DAN) de l'académie d'Aix-Marseille, à compter du 1er septembre 2014.

Mouvement du personnel

Nomination

Délégué académique à la formation professionnelle initiale et continue de l'académie de Bordeaux

NOR : MENH1400421A

arrêté du 21-8-2014

MENESR - DGRH E1-2

Par arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 21 août 2014 , Thierry Kessenheimer, inspecteur d'académie-inspecteur pédagogique régional (sciences et techniques industrielles), est nommé délégué académique à la formation professionnelle initiale et continue (Dafpic) de l'académie de Bordeaux, à compter du 1er septembre 2014.

Mouvement du personnel

Nomination

Délégué académique à la formation professionnelle initiale et continue de l'académie de Strasbourg

NOR : MENH1400431A

arrêté du 21-8-2014

MENESR - DGRH E1-2

Par arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 21 août 2014, Rodolphe Echard, personnel de direction hors classe, est nommé délégué académique à la formation professionnelle initiale et continue (DAFPIC) de l'académie de Strasbourg, à compter du 1er septembre 2014.

Mouvement du personnel

Nomination

Délégué académique au numérique de l'académie de Clermont-Ferrand

NOR : MENH1400438A

arrêté du 22-8-2014

MENESR - DGRH E1-2

Par arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 22 août 2014, Patrick Roumagnac, inspecteur de l'éducation nationale hors classe, est nommé délégué académique au numérique (DAN) de l'académie de Clermont-Ferrand, à compter du 1er septembre 2014.

Mouvement du personnel

Nomination

Délégué académique à la formation professionnelle initiale et continue de l'académie de Reims

NOR : MENH1400440A

arrêté du 1-9-2014

MENESR - DGRH E1-2

Par arrêté de la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 1er septembre 2014, Bruno Gratkowski, professeur des écoles de classe normale, est nommé délégué académique à la formation professionnelle initiale et continue (Dafpic) de l'académie de Reims, à compter du 1er septembre 2014.

Mouvement du personnel

Nominations

Directeurs académiques et directeurs académiques adjoints des services de l'éducation nationale

NOR : MENH1414578D

décret du 22-8-014 - J.O. du 28-8-2014

MENESR - DGRH E1-2

Par décret du Président de la République en date du 22 août 2014,

- Catherine Benoît-Mervant, directrice académique des services de l'éducation nationale de Loire-Atlantique, est nommée directrice académique des services de l'éducation nationale de Seine-Maritime à compter du 1er septembre 2014, en remplacement de Philippe Carrière ;
- Philippe Carrière, directeur académique des services de l'éducation nationale de Seine-Maritime, est nommé directeur académique des services de l'éducation nationale de Loire-Atlantique à compter du 1er septembre 2014, en remplacement de Catherine Benoît-Mervant ;
- Jacques Briand, inspecteur d'académie-inspecteur pédagogique régional, est nommé directeur académique des services de l'éducation nationale de l'Ariège, en remplacement de Nathalie Costantini, appelée à d'autres fonctions ;
- Xavier Papillon, inspecteur d'académie-inspecteur pédagogique régional (académie de Clermont-Ferrand), est nommé directeur académique adjoint des services de l'éducation nationale du Var, à compter du 1er septembre 2014 ;
- Thierry Claverie, inspecteur de l'éducation nationale (vice-rectorat de Mayotte), est nommé directeur académique adjoint des services de l'éducation nationale auprès du vice-recteur de Mayotte, à compter du 1er septembre 2014 ;
- Thierry Dalmasso, personnel de direction (académie de Toulouse), est nommé directeur académique adjoint des services de l'éducation nationale des Bouches-du-Rhône, à compter du 1er septembre 2014.

Mouvement du personnel

Nominations

Directeurs académiques et directeurs académiques adjoints des services de l'éducation nationale

NOR : MENH1417650D

décret du 22-8-2014 - J.O. du 28-8-2014

MENESR - DGRH E1-2

Par décret du Président de la République en date du 22 août 2014,

- Fabien Ben, directeur académique adjoint des services de l'éducation nationale du Bas-Rhin, est nommé directeur académique des services de l'éducation nationale de Saône-et-Loire à compter du 1er septembre 2014, en remplacement de François-Marie Perrin, appelé à d'autres fonctions ;
- Monsieur Dominique Poggioli, directeur académique adjoint des services de l'éducation nationale du Val d'Oise, est nommé directeur académique des services de l'éducation nationale de Lot-et-Garonne à compter du 1er septembre 2014, en remplacement de Laurence Adeline, appelée à d'autres fonctions ;
- Christian Mendivé, inspecteur d'académie-inspecteur pédagogique régional (académie de Guyane), est nommé directeur académique adjoint des services de l'éducation nationale de Guyane à compter du 1er septembre 2014, en remplacement d'Annick Baillou, appelée à d'autres fonctions ;
- Monsieur Dominique Leporati, personnel de direction (académie de Bordeaux), est nommé directeur académique adjoint des services de l'éducation nationale de l'Isère.

Mouvement du personnel

Nominations

Directeurs académiques des services de l'éducation nationale

NOR : MENH1417819D

décret du 22-8-2014 - J.O. du 28-8-2014

MENESR - DGRH E1-2

Par décret du Président de la République en date du 22 août 2014,

- Jacques Caillaut, directeur académique des services de l'éducation nationale de l'Indre, est nommé directeur académique des services de l'éducation nationale de Haute-Garonne à compter du 1er octobre 2014, en remplacement de Michel-Jean Floc'h, muté ;
- Michel-Jean Floc'h, directeur académique des services de l'éducation nationale de Haute-Garonne, est nommé directeur académique des services de l'éducation nationale des Alpes-Maritimes à compter du 1er octobre 2014, en remplacement de Philippe Jourdan, admis à faire valoir ses droits à la retraite ;
- Madame Dominique Fis, directrice académique des services de l'éducation nationale de l'Yonne, est nommée directrice académique des services de l'éducation nationale de l'Isère à compter du 1er octobre 2014, en remplacement de Monique Lesko, admise à faire valoir ses droits à la retraite ;
- Olivier Millangue, directeur académique des services de l'éducation nationale de l'Aude, est nommé directeur académique des services de l'éducation nationale du Var à compter du 1er octobre 2014, en remplacement de Jean Verlucco, admis à faire valoir ses droits à la retraite ;
- Olivier Cottet, directeur académique adjoint des services de l'éducation nationale des Yvelines, est nommé directeur académique des services de l'éducation nationale du Cher à compter du 1er octobre 2014, en remplacement de Monsieur Michel Moreau, admis à faire valoir ses droits à la retraite ;
- Pierre-François Gachet, directeur académique adjoint des services de l'éducation nationale de Seine-Maritime, est nommé directeur académique des services de l'éducation nationale de l'Indre à compter du 1er octobre 2014, en remplacement de Jacques Caillaut, muté.

Mouvement du personnel

Nominations

Institut des hautes études pour la science et la technologie

NOR : MENR1401149A

arrêté du 29-8-2014

MENESR - DGRI - SPFCO B2

Par arrêté de la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, en date du 29 août 2014, il est conféré le titre d'ancien auditeur de l'Institut des hautes études pour la science et la technologie aux personnalités citées ci-dessous :

- Monsieur Daniel Barthelemy, directeur, département systèmes biologiques, Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) ;
- Monsieur Michel Becq, conseiller, responsable du secrétariat, office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ;
- Philippe Benquet, vice-président stratégie R&T, Thales Avionics ;
- Anne-Sophie Boisard, directrice de mission, Cigref, réseau de grandes entreprises ;
- Caroline Bonnefoy, inspectrice pédagogique régionale biologie, biotechnologie, ministère de l'éducation nationale, rectorat de Versailles ;
- Thérèse Bouveret, journaliste, groupe industrie service info, Usine nouvelle ;
- Jean-Michel Cassagne, responsable des ressources humaines, division administration, Synchrotron Soleil ;
- Anne-Sylvie Catherin, chef des ressources humaines, CERN ;
- Anne Catzaras, chef du service marketing stratégique et territorial, département développement numérique des territoires, groupe Caisse des dépôts ;
- Jean Chabas, chargé d'études prospectives et économiques, SNCF infrastructure ;
- Chantal de Fouquet, directrice de recherche, centre de géosciences, école nationale supérieure des mines de Paris (Mines ParisTech) ;
- Éric Dufour, délégué régional à la recherche et à la technologie pour la région Auvergne, ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
- Monsieur Frédéric Dupuch, directeur, Institut national de police scientifique (INPS), ministère de l'intérieur ;
- Maria-Laura Ferri-Fioni, professeure chargée de cours, département biologie, École polytechnique ;
- Josiane Gain, directrice des relations universitaires, présidence, IBM ;
- Charles-Ange Ginesy, député des Alpes-Maritimes ;
- Éric Heintzé, directeur scientifique, IFP énergies nouvelles ;
- Moussa Hoummady, responsable stratégie, prospective et partenariats, direction de la stratégie, BRGM ;
- Franck Jung, sous-directeur de l'animation scientifique et technique, commissariat général au développement durable, ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie ;
- Philippe Lemerrier, officier de cohérence plans « maîtrise de l'information », direction du renseignement militaire, ministère de la défense ;
- Carine Leveau, sous-directrice technique adjointe, direction des lanceurs, Centre national d'études spatiales (Cnes) ;
- Laurent Mahieu, chargé de mission, vice-président de la Commission des titres d'ingénieur, CFDT cadres ;
- Céline Mesquida, membre du conseil économique, social et environnemental (groupe environnement et nature) ;
- Jean-Marc Meunier, maître de conférences, institut d'enseignement à distance, université Paris-8 ;
- Jérôme Peyrard, chef de projet innovation, direction de la recherche, des études avancées et des matériaux, Renault ;
- Madame Joëlle Raguideau, directrice de la mission pour le pilotage et les relations avec les délégations régionales et les instituts, direction générale déléguée aux ressources, Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;
- Aline Richard, directrice de la rédaction, magazine La Recherche (Sophia Publications) ;
- Véronique Roche, membre du bureau fédéral CFE-CGC chimie, chef de projet, Rio Tinto France ;
- Thomas Roussel, chef du département lubrifiants, centre de recherche de Solaize, direction stratégie marketing recherche, Total ;
- Pierre-Yves Saint, conseiller du président, présidence, Institut national de recherche en sciences et technologies

pour l'environnement et l'agriculture (IRSTEA) ;

- Richard Salives, responsable des relations européennes, département des partenariats et des relations extérieures, Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) ;

- Yves Samson, directeur, institut nanosciences et cryogénie, Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (Cea) ;

- Bertrand Schmitt, directeur, délégation à l'expertise, à la prospective et aux études, Institut national de la recherche agronomique (Inra) ;

- David Silagy, directeur, centre de recherche Cerdato, Arkema ;

- Fabrice Taupin, chef du bureau des systèmes de communication opérationnelle, direction générale de la Gendarmerie nationale, ministère de l'intérieur ;

- Marie-Hélène Tixier, ingénieure d'affaires, Global Technology Services, IBM ;

- Jean-Pierre Troeira, directeur des systèmes d'information, conseil général d'Ille-et-Vilaine ;

- Monsieur Stéphane Ubéda, directeur du développement technologique, direction scientifique, Institut national de recherche en informatique et en automatique (Inria) ;

- Matthieu Valetas, responsable département incubateur, Agence pour la valorisation de la recherche universitaire du Limousin (AVRUL) ;

- Claire Waast-Richard, directrice des systèmes et technologies de l'information, EDF R&D ;

- Isabelle Zeller, directrice adjointe, direction recherche, enseignement supérieur, santé, technologies de l'information et de la communication, conseil régional Nord - Pas-de-Calais.